

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1919.

Proposition de loi sur la réforme de la bienfaisance publique.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La Commission royale de Bienfaisance, constituée par arrêté royal du 3 avril 1893, à la suite d'une interpellation parlementaire de M. Liebaert, avait reçu une mission très étendue. Les motifs invoqués par M. Liebaert et les considérations développées par M. Begerem, Ministre de la Justice, en lui répondant, ne laissent aucun doute à cet égard. « M. Liebaert », dit-il le Ministre, « a affirmé sa foi dans l'assurance et il a demandé si l'heure n'était » pas venue de substituer à notre régime légal si suranné en matière de » bienfaisance, un régime nouveau qui permettrait de faire place à la charité » préventive dans un domaine où seule la charité curative trouve accès. » Appliquée avec mesure, cette idée est pleine de promesses et d'avenir et » je n'hésite pas, pour ma part, à y souscrire dans les termes que je viens » d'indiquer. » Le Ministre exposa plus nettement encore ses idées dans le rapport qui motivait la constitution de la Commission. « Sans vouloir », disait-il, « diminuer en rien la valeur des services rendus jusqu'ici par les » institutions publiques de charité, il faut reconnaître que la sphère d'action » de celles-ci est restreinte dans des limites trop étroites. La Bienfaisance » peut soulager la misère, elle ne peut rien aujourd'hui pour la prévenir et » ce n'est pas sans raison qu'on lui adresse le reproche d'entretenir et de » perpétuer le paupérisme au lieu de contribuer à l'extirper. En se trans- » formant sous l'influence des idées aussi bien que sous l'action des condi- » tions économiques, la société semble tendre à substituer à la notion légale » de la bienfaisance publique un ensemble de conceptions qui en sont » exclues, encore qu'elles aient avec elle des attaches certaines et nom- » breuses. L'épargne populaire, la mutualité, l'assurance ouvrière sont

» autant d'éléments nouveaux, ignorés de la législation en vigueur, étant
 » nés après elle, qui sollicitent à cet égard l'attention des pouvoirs publics. »

C'est sous l'empire de ces sentiments et de cette conviction que le Ministre proposait à l'approbation du Roi l'arrêté constituant la Commission de Bienfaisance. Celle-ci recevait donc une mission d'une ampleur extrême, comprenant non seulement la réforme et l'organisation de la Bienfaisance publique, mais également l'examen et l'étude de toutes les questions relatives à la prévoyance, aux associations ouvrières, aux caisses de retraite, en un mot, à tout ce qu'on a appelé : les assurances sociales.

Ce programme était trop vaste et par là même il donnait aux travaux de la Commission un caractère moins précis et moins pratique. L'objet de ses délibérations n'était plus seulement la Bienfaisance proprement dite, l'Assistance des indigents et des malheureux. Il embrassait tous les problèmes que soulève l'amélioration de la condition actuelle de la classe ouvrière.

Quoique la Commission fût entrée sans hésiter dans la voie qui lui était tracée et qu'une sous-commission, qui devait s'occuper exclusivement de la Prévoyance eût déjà déployé une grande activité et commencé une étude approfondie des assurances sociales, plusieurs membres de la Commission et le Ministre lui-même remarquèrent que le plan adopté n'était pas réalisable et ne correspondait pas aux intentions réelles du Gouvernement et de la Législature. En présence des doutes qui surgissaient à cet égard, le Bureau de la Commission demanda des instructions formelles au Ministre de la Justice. Celui-ci lui répondit dans les termes suivants :

« Bruxelles, le 3 décembre 1896. »

» MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Vous avez bien voulu soumettre à mon appréciation les divergences de
 » vues qui se sont produites au sein de la Commission instituée pour
 » l'examen et l'étude des questions relatives à la réorganisation de la Bien-
 » faisance publique, tant au point de vue de la priorité à donner aux ques-
 » tions du domaine de la charité curative ou du domaine de la charité préven-
 » tive, qu'au point de vue de la compétence même de la Commission. Quel-
 » ques membres prennent texte du Rapport au Roi qui a précédé l'arrêté
 » d'institution de la Commission pour estimer que la mission de celle-ci
 » consiste à étudier avant toutes autres les questions relatives à la pré-
 » voyance, aux associations ouvrières, aux caisses de retraite, etc., et consi-
 » dèrent comme accessoire la réorganisation de la Bienfaisance. D'autres
 » pensent, au contraire, que la Commission n'a de compétence que pour
 » examiner et étudier les moyens de réorganiser la Bienfaisance publique.
 » D'autres enfin, tout en reconnaissant que la Prévoyance et l'Assistance se
 » touchent et se lient étroitement, sont d'avis que la Commission devrait
 » s'attacher principalement à l'examen et à l'étude des questions relatives
 » aux réformes à apporter à la législation sur la charité publique, sauf à
 » rechercher en même temps de quelle manière l'Assistance pourrait et devrait

» contribuer à la Prévoyance, mais sans toutefois s'occuper elle-même d'organiser celle-ci. Je me rallie, Monsieur le Président, à cette dernière manière de voir. Dans une matière aussi vaste que celle de la Bienfaisance publique, je n'avais pas cru devoir restreindre dans des limites trop précises, trop nettement déterminées, les attributions de la Commission de Bienfaisance ; mais si l'organisation de la Prévoyance intéresse incontestablement au plus haut point la Bienfaisance publique, il n'en résulte pas que la Commission doive s'occuper de l'étude approfondie des questions relatives aux assurances sociales. Cette étude est confiée spécialement déjà à d'autres commissions et elle est plus particulièrement du ressort d'autres départements ministériels.

» J'estime donc, Monsieur le Président, qu'il convient que la Commission aborde avant tout l'étude des questions relatives à la Bienfaisance proprement dite. Dans l'état actuel des choses c'est, me paraît-il, le moyen le plus sûr de faire œuvre utile et d'aboutir, dans un délai qui ne devrait pas être trop éloigné, à des résultats pratiques.

» *Le Ministre de la Justice,*

» BEGEREM. »

Cette décision a définitivement fixé et délimité la compétence de la Commission de Bienfaisance et précisé le caractère et le but de ses recherches et de ses délibérations. Il est vrai que la lettre du Ministre, comme l'arrêté royal qui avait institué la Commission, paraissent considérer la réorganisation de la Bienfaisance *publique* comme l'objet principal et essentiel de ses travaux, mais l'importance que la Commission a donnée dans ses discussions et dans ses résolutions à la participation indispensable de la Bienfaisance *privée*, s'est imposée en quelque sorte et n'a rencontré aucune objection de la part du Gouvernement. En effet, le concours et la collaboration des œuvres charitables de toute nature, même en faisant abstraction de celles qui, comme quelques congrégations hospitalières et quelques fondations, jouissent déjà de la personification civile, ont pris un tel développement et rendent de si grands services, que la possibilité de leur existence légale et régulière est incontestablement un intérêt social de premier ordre.

Il résultait aussi clairement des instructions données par le Gouvernement que la Commission était autorisée et serait invitée à examiner l'extension possible de la mission de la Bienfaisance publique dans le sens de la Prévoyance et de la Charité préventive.

Il lui était recommandé seulement de ne pas comprendre dans son programme la législation ouvrière et les assurances sociales proprement dites, qui devaient former l'objet des études et des propositions d'autres départements ministériels et d'autres commissions, comme le Ministre l'a dit.

La Commission de Bienfaisance fut installée par le Ministre de la Justice le 1^{er} mai 1895 et termina ses travaux le 4 avril 1900. Les procès-verbaux des soixante-trois séances plénières qu'elle a tenues, les nombreux rapports et documents qui y sont annexés, le rapport général rédigé par son très

distingué secrétaire, M. C. Van Overbergh, et enfin l'ensemble de propositions et de résolutions qu'elle a formulées, sont le résultat d'une activité et d'une persévérance auxquelles M. Van den Heuvel, ministre de la Justice en 1900, a rendu un hommage solennel.

Cette Commission, du moins, avait été à la hauteur de la mission qui lui avait été confiée. Les questions nombreuses que soulève l'organisation de la Bienfaisance n'ont jamais été étudiées et élucidées d'une manière plus complète et plus actuelle.

Seize ans se sont écoulés depuis que la Commission Royale de Bienfaisance a soumis au Gouvernement les résolutions qu'elle avait votées et le véritable projet de loi qu'elle avait élaboré. Il ne m'appartient pas d'apprécier les motifs qui ont empêché le Gouvernement de donner une conclusion réelle à ce grand travail inspiré par lui-même et de proposer enfin à la Législature, la réforme de la Bienfaisance réclamée par tous ceux qui voient les défauts de son organisation en Belgique et les progrès accomplis dans d'autres pays. Sans doute de grands problèmes politiques et sociaux ont dû avoir la priorité et maintenant de terribles événements nous laissent seulement espérer que, dans un avenir prochain, l'indépendance nationale et la paix nous permettront de réaliser les améliorations et les progrès auxquels la Belgique aspirait plus que jamais. Convaincu que l'heure viendra où nous pourrons reprendre avec une nouvelle confiance et une nouvelle énergie cette œuvre si grande et si belle, malgré les afflictions du moment actuel, malgré l'âge qui m'interdit toute prévision lointaine, j'ose entreprendre de mettre à profit les travaux de la Commission dont j'ai eu l'honneur de faire partie, pour formuler et présenter un projet de réorganisation de la Bienfaisance publique, domaine dans lequel j'ai un peu de compétence spéciale et un peu d'expérience personnelle.

Plusieurs motifs m'ont déterminé à ne pas comprendre dans ce projet l'organisation et la régularisation de la Bienfaisance privée.

Je pense que, quand le jour sera venu où l'opinion publique verra clairement qu'en Belgique, comme en Hollande, en Allemagne, en Angleterre, en Amérique, l'intérêt des indigents et des malheureux doit passer avant tout et qu'il faut donner aux grandes œuvres de charité libre et privée plus de stabilité et de sécurité, plus de vie et d'essor pour compléter et suppléer l'action de la bienfaisance publique, également nécessaire. Évidemment le régime légal accordé à la bienfaisance privée doit être entouré des conditions et des garanties qui peuvent prévenir les abus et sauvegarder l'intérêt général, mais il n'est pas moins certain qu'il est déraisonnable, inhumain et regrettable à tous égards d'interdire ou de comprimer en matière de charité, les œuvres les plus généreuses et les plus utiles. Les institutions publiques elles-mêmes ont le plus grand intérêt à cette concurrence et à cette collaboration sans lesquelles elles ne peuvent suffire à leurs obligations. Les membres de la Commission ont été unanimes à reconnaître l'importance de la mission qui incombe aujourd'hui à la charité privée. Des divergences d'opinion se sont manifestées seulement au sujet des conditions auxquelles doit être soumis l'octroi de la personnification civile. La Commission ayant

sous les yeux, les renseignements les plus complets, ainsi que tous les documents qui ont été publiés et les grandes discussions parlementaires qui ont eu lieu autrefois, fit de la question de l'organisation de la charité privée un examen très approfondi et adopta, après de longues délibérations, un ensemble de résolutions réglant le régime légal qu'il serait nécessaire de lui accorder.

Certainement ce projet mérite toute l'attention des pouvoirs publics et fournira dans l'avenir les meilleurs éléments pour la solution impartiale et sage d'un grand problème social.

Cependant je ne crois pas devoir comprendre l'organisation de la bienfaisance libre et privée dans le projet de loi que j'ai l'honneur de présenter. La réalisation des vœux de ceux qui savent quels services peuvent rendre et quel allègement des charges publiques peuvent procurer l'initiative et le dévouement des associations libres, comporte encore de grands débats et de nombreuses contradictions. Pour qu'elle soit possible, si elle est réclamée par les œuvres qui doivent bénéficier de la personnification civile, il faut un certain accord de l'opinion publique et un esprit général de tolérance et de générosité, qui met la nécessité sociale au-dessus des préjugés et des passions politiques. Le Gouvernement, mieux qu'un simple député, peut apprécier et décider à quel moment et dans quelle mesure une grande innovation peut être faite dans un tel ordre de choses. Il trouvera du reste dans les délibérations et dans les résolutions de la commission de bienfaisance un projet d'organisation de la charité privée, à l'élaboration duquel ont participé, avec une grande largeur de vue, des hommes très compétents, qui étaient loin d'appartenir à la même opinion politique.

La réforme de la Bienfaisance publique ne présente pas les mêmes difficultés. La nécessité de sa réorganisation est devenue si évidente et si urgente que presque toutes les administrations la réclament. Il est probable qu'elle pourrait être accomplie sans retard et sans résistance. L'opinion publique y est entièrement préparée. C'est pourquoi j'ai essayé de formuler un projet de loi dont les travaux, les délibérations et les résolutions de la Commission de Bienfaisance seront le fondement solide et autorisé, me réservant cependant d'y joindre quelques conceptions personnelles et quelques dispositions dont l'utilité a paru se manifester depuis quelque temps.

*
* *

Une des premières et des principales questions qui se présentent au sujet de la Réforme de la Bienfaisance est la suivante : Le service de la Bienfaisance publique doit-il être confié à un seul corps chargé à la fois du service hospitalier et de la distribution des secours à domicile ?

Cette question, agitée depuis longtemps, avait déjà été tranchée dans un sens affirmatif dans le projet bien connu que M. Faider, Ministre de la Justice, avait soumis aux Chambres en 1884, mais il avait alors proposé simplement la réunion des administrations, comme elle existe déjà depuis longtemps d'une manière exceptionnelle à Bruxelles et à Louvain, mais en

maintenant la distinction plus ou moins théorique des patrimoines, des budgets et des attributions. La Commission de Bienfaisance a jugé que les objections faites autrefois à l'unification de ces administrations n'étaient pas concluantes. Elle a voté, à l'unanimité des voix, la fusion complète des Hospices et des Bureaux de Bienfaisance, remplacés par une seule Commission d'Assistance publique.

Il s'agit d'une réforme importante, qui heurte des idées généralement reçues, quoique l'unité des administrations charitables ait déjà de nombreux partisans parmi les personnes qui ont vu de près le dualisme actuel.

Les lois du 16 vendémiaire et du 7 frimaire an V, qui ont constitué les Bureaux de Bienfaisance, sont en réalité des décrets sommaires dictés au Directoire par l'urgence de pourvoir aux nécessités de l'assistance publique que les mesures révolutionnaires avaient entièrement désorganisées. On sait que la loi du 7 frimaire an V, si importante dans la matière, paraît avoir été improvisée en quelque sorte pour régler l'emploi du décime par franc qui, pendant six mois, devait être perçu en sus du prix des billets d'entrée dans tous les spectacles publics. Les Bureaux de Bienfaisance furent ainsi créés comme par hasard, et la loi du 16 vendémiaire an V, qui institua les Hospices civils, n'a pas beaucoup plus le caractère d'une œuvre législative méditée et préparée.

Cependant, ces dispositions, nées des circonstances du moment, sont devenues et sont restées jusqu'aujourd'hui les lois organiques de la Bienfaisance administrative, plus ou moins modifiées ou complétées par des lois spéciales. Malgré leur origine et leur caractère défectueux, ces lois possédaient des éléments de force et de durée. La sagesse politique et le sens pratique n'avaient pas été entièrement étrangers à leur promulgation. La reconstitution du patrimoine des pauvres et la localisation des secours étaient des mesures que l'intérêt public et l'humanité réclamaient. Toutes les anciennes institutions de charité avaient été dépouillées et supprimées. La Bienfaisance nationalisée, solennellement décrétée, était un leurre et une impossibilité en dépit des confiscations les plus multipliées et des lois les plus formelles. Il fallait à tout prix et sans délai reconstituer le service de l'assistance publique. D'autre part, en créant les Bureaux de Bienfaisance et les Hospices Civils avec leur caractère local et municipal, les lois de l'an V avaient repris quelque chose des traditions du passé et établi un lien entre les institutions nouvelles et celles qui avaient subsisté si longtemps. Bien rarement, en effet, une œuvre administrative ou politique est née viable quand elle n'emprunte rien à l'expérience et aux faits antérieurs. Nos ancêtres ne connaissaient pas les Bureaux de Bienfaisance, mais ils avaient partout des *Tables des pauvres*, des *Tables du Saint-Esprit*, des *Institutions de charité* nées le plus souvent à l'ombre des églises, qui avaient pris déjà un caractère à moitié civil et avaient fait fréquemment l'objet des règlements locaux et des édits des souverains (1). Les tables de charité d'autre-

(1) Décret de Marie-Thérèse du 15 septembre 1784.

fois avaient souvent la mission de secourir tous les pauvres d'une paroisse, sinon d'une ville ou d'une commune. Elles répondaient à une nécessité publique et universelle. Même là où aucune institution spéciale, reconnue par le souverain, n'existait, les pauvres étaient considérés comme une personne civile de droit, capable de recevoir des dons et des legs et prenant une forme prescrite aussitôt qu'elle possédait un patrimoine. A la différence des autres gens de mainmorte, la communauté des pauvres n'avait pas besoin de lettres patentes pour prendre naissance et profiter des libéralités qui lui étaient faites (1).

Ces tables des pauvres, paroissiales ou locales, ne pouvaient pas secourir tous les malheureux, puisqu'il y en a beaucoup auxquels il ne suffit pas de donner de l'argent ou des aliments, mais qui réclament un asile, des soins et des secours médicaux. Parmi les indigents et même en dehors d'eux, il y aura toujours des malades, des blessés, des orphelins qui doivent être recueillis et être matériellement et moralement assistés d'une manière permanente, pendant longtemps ou même jusqu'à la fin de leur existence. La charité chrétienne d'autrefois a donc dû établir, presque partout, des hôpitaux, des refuges et des orphelinats et bientôt le pouvoir public comme l'autorité religieuse ont reconnu l'existence et réglé l'administration de ces institutions nécessaires. A la différence des tables des pauvres, ces hospices ont souvent un caractère spécial et bien déterminé. Ils sont affectés à certaines catégories de malheureux et sont fondés par des bienfaiteurs dont la volonté a été de soulager une misère ou une souffrance qui les a particulièrement touchés. L'ensemble de ces secours hospitaliers ne pouvait manquer d'apparaître bientôt comme un service public indispensable. Il devenait dans beaucoup de villes un *hôpital général* ou quelque autre établissement à moitié municipal, comme les tables des pauvres, et offrant déjà l'image de nos hospices civils d'aujourd'hui.

Il paraît évident que, d'une part, les tables des pauvres secourant les indigents ordinaires, d'autre part, les anciens hospices avec leurs dotations et leurs administrations spéciales, recueillant et abritant des malheureux et des malades, ont été le germe et le modèle des Bureaux de Bienfaisance et des Hospices actuels, auxquels les idées et les lois nouvelles ont donné d'une manière beaucoup plus marquée la forme et le caractère d'administrations civiles et municipales.

Si ces souvenirs et ces traditions n'avaient pas existé, sans doute le législateur moderne n'aurait pas songé à créer un service double de l'assistance publique et à placer l'une à côté de l'autre deux institutions dont le but et les attributions se confondent fréquemment, au point de n'être distinguées et séparées que d'une manière arbitraire et fictive.

Le régime actuel de l'assistance publique a à peine un siècle d'existence en Belgique. La puissance de l'habitude, je n'ose pas dire de la routine, est si

(1) Voyez DENISART, « Collection de décisions nouvelles », article : *Pauvres*, tome III, page 627. Voyez aussi VAN ESPEN.

grande et tant de personnes même, des juristes, se plaisent à considérer comme quelque chose d'inviolable et de sacro-saint tout ce qui a le principal mérite d'avoir duré longtemps, qu'il peut paraître téméraire de toucher à l'œuvre de nos prédécesseurs. Cependant il est évident que notre législation de la Bienfaisance, qui a toujours été défectueuse et incohérente, devient de plus en plus incompatible avec l'ensemble de notre régime administratif et avec nos besoins actuels.

La réunion des Bureaux de Bienfaisance et des Hospices civils peut se concevoir sous deux formes différentes. On peut généraliser ce qui a été fait à Bruxelles et à Louvain en vertu d'un arrêté du préfet de la Dyle en date du 22 pluviôse an XI. Dans ces deux villes, les Hospices et les Bureaux de Bienfaisance sont administrés par une seule et même commission, mais il n'existe aucune confusion des patrimoines. Les deux administrations ont des budgets et des comptes séparés et il n'est pas permis à l'une de suppléer à l'insuffisance des ressources de l'autre. Malgré cette réserve, un peu fictive, il n'est pas contesté que l'exception admise à Bruxelles et à Louvain a produit d'heureux résultats au point de vue de l'économie et de l'unité du service. Ces deux villes se gardent bien de demander à rentrer dans le droit commun.

Il peut être question aussi d'une fusion et d'une unification complète et véritable des deux branches de l'assistance publique.

En 1834, un homme éminent, M. Faider, Ministre de la Justice, avait formulé et déposé un projet de loi qui étendait à toutes les communes le régime exceptionnel de Bruxelles et de Louvain et en même temps revisait et coordonnait les dispositions relatives à la Bienfaisance publique. Le Gouvernement, dans l'exposé des motifs de ce projet de loi, déclarait n'avoir pas en vue de proposer l'introduction d'un système nouveau, mais simplement l'amélioration du système existant. Il entendait maintenir le principe de la localisation des secours et le principe de la distinction rigoureuse des secours à domicile et du service hospitalier. D'après cet exposé, le but poursuivi était de faciliter la bonne composition des Commissions administratives, d'imprimer une meilleure direction et de donner plus d'unité à l'administration des secours et d'éviter les difficultés et les conflits. Le Gouvernement entendait respecter l'affectation spéciale des biens et l'affectation des ressources des Hospices et des Bureaux de Bienfaisance aux catégories diverses d'indigents. Cependant, il n'apportait à l'appui de cette doctrine absolue et rigoureuse que les considérants assez peu décisifs de la délibération, souvent citée, de l'administration centrale du département de Sambre-et-Meuse, qui fut publiée par ordre de Directoire pour interdire la confusion des Hospices civils et des Bureaux de Bienfaisance. Quelques passages de l'exposé des motifs permettaient de supposer que le Ministre n'a pas osé proposer plus que la simple réunion administrative, parce qu'une unification complète aurait rencontré à cette époque trop de résistance. Le projet de loi de M. Faider fut retiré le 20 janvier 1836, sans avoir été discuté. Il avait fait l'objet d'un rapport de M. Tesch, au nom de la section centrale qui avait adopté le projet avec de légères modifications.

La question est encore ouverte aujourd'hui. Il y a lieu d'aborder le problème dans son intégralité et de rechercher la meilleure solution en considérant uniquement l'intérêt des indigents et celui des communes, mais en respectant les droits acquis et les affectations de biens légalement établis. A part cette réserve qui s'impose, nous n'avons à nous préoccuper que de l'amélioration du régime de l'assistance publique.

Il est utile de rappeler et de mettre en évidence les inconvénients graves et nombreux qui résultent de la dualité du système actuel.

1° La distinction des secours hospitaliers et des secours à domicile, qui paraît simple et claire au premier abord, est en pratique incertaine et arbitraire. Au point de vue des principes, quel motif peut-on invoquer pour mettre à la charge d'un Bureau de Bienfaisance qui manque de ressources et doit recourir aux subsides de la Commune, les vieillards, les orphelins, les infirmes et les malades qui ne sont pas recueillis dans un asile ou dans un hôpital, qui souvent ne doivent pas y être placés ou ne peuvent y être placés qu'en aggravant les charges de l'assistance publique ?

Il dépend absolument d'une Commission des Hospices civils de restreindre ou d'étendre ses obligations et ses dépenses en accueillant ou en écartant de nombreux indigents appartenant à ces catégories. En fait, comme une administration ne s'impose pas volontiers une charge qu'elle peut décliner et aime à conserver une situation financière claire et facile, nous voyons dans certaines localités des Hospices riches et bien dotés accumuler des capitaux ou faire des dépenses facultatives, tandis qu'à côté d'eux le Bureau de Bienfaisance manque de ressources et s'efforce chaque année d'arracher au conseil communal des subsides complémentaires. Dans d'autres localités où la situation est analogue, le même abus ne se produit pas, parce que des commissions de bonne volonté et intelligentes prennent partiellement à leur charge, au moyen de combinaisons plus ou moins légales, des vieillards, des orphelins et des infirmes qui ne sont plus recueillis dans les asiles. Mesure très sage, parce que l'hospitalisation trop développée est une charge écrasante et n'est pas réclamée le plus souvent par l'intérêt véritable des indigents.

2° Le défaut d'unité et d'entente dans l'assistance accordée est une lacune très fâcheuse du régime actuel. Les Commissions des Hospices civils et les Bureaux de Bienfaisance s'ignorent entre eux. Ils secourent, en réalité, la plupart du temps, les mêmes individus ou du moins les mêmes familles, mais ils ne peuvent mettre dans leur intervention isolée la suite et l'accord nécessaires. Les secours donnés et accordés avec discernement et parfois largement, auraient souvent pour effet de réduire ou de supprimer les secours hospitaliers ultérieurs. Il y aurait moins de malades, moins d'infirmes, moins d'enfants abandonnés et de vieillards délaissés si une assistance intelligente et prévoyante était intervenue à un de ces moments critiques que toute famille de la classe ouvrière est exposée à traverser. Les familles définitivement tombées dans la misère extrême, dans la mendicité habituelle et dans le vagabondage, préparent aux hospices une clientèle désastreuse, et s'ils pouvaient agir préventivement, ils n'y manqueraient pas.

3° La séparation des Hospices et des Bureaux de Bienfaisance est une

cause de difficultés et de conflits. Des contestations se produisent au sujet des libéralités d'une nature douteuse, et le Ministre de la Justice doit recourir aux distinctions les plus subtiles pour en régler l'attribution. Les établissements jaloux de leur autonomie et de leur intérêt propre sont loin d'être toujours d'accord et se rejettent l'un à l'autre les charges et les obligations. En présence d'une législation défectueuse et confuse, les conseils communaux et les autorités supérieures elles-mêmes doivent trancher les différends d'une manière arbitraire.

Dans bien des cas, les indigents ne savent à qui s'adresser, sont renvoyés d'une administration à l'autre et, après avoir fait beaucoup de démarches et perdu beaucoup de temps, ne sont pas secourus ou le sont tardivement.

4° La coexistence de deux établissements de bienfaisance dans une même commune entraîne beaucoup de dépenses inutiles, frais généraux, administrations, installations, surveillance des biens, organisation des secours médicaux, etc. Une partie de ces doubles emplois subsiste même quand il y a un receveur et un secrétaire communs.

5° Les Bureaux de Bienfaisance dont les ressources sont en général notablement inférieures à celles des Hospices dans les mêmes communes, ont des obligations beaucoup plus étendues et moins facultatives. En vertu de dispositions et de décisions nombreuses, il est admis que le service des secours à domicile embrasse tous les moyens de venir en aide aux indigents, sauf les secours hospitaliers proprement dits. Il leur incombe d'améliorer et d'assainir les habitations, d'instituer des ateliers de charité et d'apprentissage, de soutenir les caisses de prévoyance, etc. On a donc d'une manière arbitraire et peu rationnelle donné aux secours à domicile le sens le plus étendu et aux secours hospitaliers le sens le plus restreint.

6° Notre législation actuelle présente une grande lacune. Les Hospices n'existent que dans les villes et dans quelques communes rurales (1). Il y en a relativement peu dans les provinces wallonnes. Les Bureaux de Bienfaisance n'ayant aucune compétence en matière de service hospitalier, il en résulte qu'en droit et malheureusement aussi en fait ce service n'existe pas dans la plupart des communes. Il est vrai que la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance médicale gratuite a été une tentative de porter remède à cette situation fâcheuse, mais jusqu'à présent elle paraît n'avoir reçu presque aucune application. L'exposé des motifs de cette loi déclare, du reste, qu'elle ne touche point à l'organisation des établissements de bienfaisance, quoique elle oblige toutes les communes qui n'ont pas fait une convention avec l'administration des hospices d'une ou plusieurs communes du Royaume, d'organiser le service hospitalier dans leurs propres établissements de bienfaisance. La loi reste muette sur le point de savoir si par les mots « leurs propres établissements » il faut entendre les Bureaux de Bienfaisance avec de nouvelles attributions ou des Hospices civils à créer avec des administra-

(1) Nombre des Hospices civils dans les diverses provinces : Anvers 28 ; Brabant 40 ; Flandre occidentale 71 ; Flandre orientale 86 ; Hainaut 44 ; Liège 40 ; Luxembourg 9 ; Limbourg 8 ; Namur 9 ; Total dans le Royaume 334.

tions distinctes. Elle met les frais de ce nouveau service à créer entièrement à la charge du budget communal, ce qui est encore une anomalie. Cette loi est restée sans résultat et le Gouvernement n'a pas fait usage de la faculté qui lui était accordée d'obliger les communes à l'appliquer. Il faut donc en faire abstraction et arriver à cette conclusion que l'assistance publique dans toutes les communes devrait comprendre le service hospitalier qui est nécessaire partout comme le service du secours à domicile. Si toutes les administrations de bienfaisance avaient les mêmes attributions, l'assistance des malades, comme celle des vieillards et des orphelins, pourrait être améliorée peu à peu dans la généralité des communes. Ce résultat serait atteint plus sûrement encore si le système des Commissions intercommunales d'assistance était admis, comme nous l'espérons. La loi de 1896 sur l'assistance médicale et la loi du 6 août 1897 sur les services hospitaliers intercommunaux pourraient être appliquées. Ce résultat sera difficilement obtenu si on se contente de charger les communes de pourvoir à leurs frais au service hospitalier. Elles ne sont pas aptes à remplir cette mission. Cet expédient peu conforme aux principes administratifs n'était pas une solution, comme l'expérience l'a montré.

7° Dans bien des communes et même dans des villes assez importantes, il est difficile de composer d'une manière satisfaisante un bureau de bienfaisance et une commission des hospices. Le nombre de personnes qui ont à la fois la capacité, le dévouement et les loisirs nécessaires est restreint. Une seule administration réunirait les meilleurs éléments et rendrait plus de services que deux commissions qui comprennent plusieurs membres auxquels on ne peut demander ni aptitude ni activité. Cette difficulté de former de bonnes administrations de bienfaisance était un des principaux motifs de la revision proposée en 1884 par M. Faider.

8° Il est vraisemblable que le progrès des sciences sociales fera admettre de plus en plus comme un principe incontestable que le rôle de l'assistance publique consiste tout autant à prévoir et à prévenir la misère et le paupérisme qu'à les soulager directement. La question des habitations ouvrières, vraiment capitale, la protection et l'éducation des enfants, matériellement et moralement abandonnés, la correction et l'amendement des mendiants, enfin les pensions d'invalidité et de vieillesse réclament impérieusement l'intervention et la sollicitude des administrations de bienfaisance. Comment espérer qu'elles pourront un jour remplir leur grande mission et réduire même leurs charges futures, si leurs attributions et leurs devoirs continuent à être réglés et strictement délimités par des lois defectueuses et surannées, complètement étrangères à notre état social et à nos besoins actuels, formant une véritable discordance dans notre législation progressive.

Toutes les raisons qui viennent d'être exposées semblent établir clairement que non seulement la réunion administrative des Hospices et des Bureaux de Bienfaisance, telle qu'elle a été projetée en 1884, mais leur unification complète avec fusion des patrimoines, des budgets et des comptes, avec une latitude aussi grande que possible dans les formes de l'assistance, offriraient

des avantages importants pour les indigents comme pour les communes. Ainsi, dans les localités où les deux établissements existent aujourd'hui, la Bienfaisance publique pourrait exercer son action avec la plus grande efficacité et la moindre dépense possibles. Dans les autres communes, le service hospitalier serait constitué en principe et en droit, comme celui des services ordinaires, et pourrait se développer quand les circonstances le permettraient.

Il reste à examiner maintenant jusqu'à quel point une semblable réforme serait compatible avec les droits acquis et les affectations spéciales dont peut être grevée une partie du patrimoine des Hospices et des Bureaux de Bienfaisance actuels et avec les nécessités de l'assistance publique.

On a dit autrefois qu'il fallait maintenir la distinction des services pour assurer les divers modes de secours, pour réserver à chacun d'eux les ressources qui lui sont affectées et respecter la volonté des fondateurs. Il est certain d'abord, comme je l'ai déjà fait remarquer, que la constitution des commissions uniques d'assistance publique, ayant les mêmes attributions dans toutes les communes, aurait avant tout pour effet l'établissement en principe et le développement possible du service hospitalier dans plus de deux mille communes où il n'existe aujourd'hui en aucune façon. Ce mode de secours, dont la nécessité se fait vivement sentir, serait en tout cas moins négligé qu'à présent, et les autorités supérieures comme les conseils communaux auraient le droit d'inviter les administrations charitables à ne pas se contenter de donner quelques secours à domicile, mais à remplir toute leur mission.

Les autres communes comprennent la plupart des villes. On ne peut pas supposer un instant qu'elles supprimeraient ou qu'elles dénatureraient leurs institutions hospitalières actuelles. Beaucoup d'entre elles, parmi lesquelles se trouvent Bruxelles, Anvers, Gand, Liège, Malines, Alost, Saint-Nicolas, Lokeren, Renaix, Turnhout, Ostende, Roulers, Verviers et Namur accordent aujourd'hui à leurs hospices des subsides plus ou moins considérables et leur permettent d'organiser parfaitement les services hospitaliers.

A côté des villes, il y a un certain nombre de communes rurales qui possèdent des hospices civils, parce qu'il s'y trouve l'une ou l'autre institution spécialement dotée, presque toujours une fondation légalement établie à laquelle on ne peut toucher et qui sera nécessairement maintenue, même si leur administration est fusionnée avec celle du bureau de bienfaisance.

En définitive, le véritable intérêt des indigents et des malheureux est de trouver partout et à chaque époque, non pas une catégorie déterminée de secours, mais l'assistance la plus générale, la plus opportune et la plus appropriée à leurs besoins et à leurs souffrances actuelles. Pourquoi ne pourrait-on pas développer les secours hospitaliers et médicaux quand une épidémie ou une catastrophe les rend nécessaires et multiplier les secours à domicile ou des modes d'assistance plus utiles encore dans un moment de crise, de disette ou de guerre? Certaines administrations d'hospices, si elles en avaient la latitude, placeraient plus de vieillards dans les familles, plus d'enfants abandonnés et d'orphelins à la campagne. Cela vaudrait mieux pour

les indigents et en même temps serait moins coûteux que le développement excessif des asiles et des orphelinais, qui ne donnent pas toujours de bons résultats. La bienfaisance publique doit avoir les mains libres pour agir avec efficacité et, à coup sûr, une des causes de son insuffisance actuelle est d'avoir toutes ses opérations et toutes ses dépenses arrêtées et réglées d'avance, pour ainsi dire, tandis que les besoins des indigents varient sans cesse. Ne craignons pas de l'affranchir de la rigueur des traditions bureaucratiques.

Faut-il absolument respecter l'affectation donnée par les Gouvernements de l'an V et des années suivantes aux biens qu'ils ont attribués d'une manière arbitraire aux Bureaux de Bienfaisance et aux Hospices civils ? Y a-t-il là une véritable question de droit et de justice ? Le législateur actuel n'a-t-il pas le droit de réformer et d'améliorer ce qui a été fait à cette époque troublée ?

La distinction entre secours à domicile et secours hospitaliers paraît être complètement ignorée sous l'ancien régime, mais l'article 5 de la loi du 16 vendémiaire an V considère implicitement les hospices civils comme les représentants des hôpitaux qui existaient auparavant et leur attribue la jouissance des biens, des rentes et des redevances qui paraissaient appartenir à ces institutions abolies.

La loi du 10 ventôse an V applique *aux établissements formés pour le secours à domicile* les articles 5 et suivants de la loi du 16 vendémiaire. Ces textes si laconiques ne paraissent pas, dans la pratique, donner lieu à des difficultés et à des compétitions, car les recueils de jurisprudence ne signalent aucune décision judiciaire ou administrative sur la question. En fait, il semble que les biens provenant des anciennes tables des pauvres ont été attribués aux Bureaux de Bienfaisance, tandis que les autres biens ont été remis aux Hospices civils, sans qu'on se soit préoccupé du point de savoir s'ils étaient destinés à secourir les indigents dans les hôpitaux ou à domicile. Ainsi dans plusieurs villes, à Bruges, par exemple, les tables des pauvres possédaient des maisons (*dischhuyzen*) où les indigents étaient admis gratuitement. Ces biens ont été remis aux Bureaux de Bienfaisance. D'autres maisons (*godshuyzen*), qui constituaient des fondations particulières ou dépendaient des corporations de métiers et servaient également de logement gratuit à des indigents, ont été remises aux Hospices civils. Il y avait des fondations appelées « *Jointes de la généralité des pauvres* » ou autrement et qui avaient pour destination de *secourir à domicile* des vieillards infirmes ; leurs biens ont aussi été remis aux Hospices civils.

Au point de vue légal, toutes ces fondations n'existent plus que dans les souvenirs historiques. La législation de l'an V les a fait disparaître toutes. Un arrêt de la Cour d'appel de Gand, rendu le 11 novembre 1859, a été décisif sur cette question. En voici les termes, souvent cités : « En vertu de » la loi du 16 vendémiaire an V, fortifiée par celle du 16 Messidor an VII, » et de l'arrêté du Directoire exécutif du 22 Brumaire an V, également » publié en Belgique, la Commission administrative des Hospices civils, seule » chargée de la gestion de tous les biens des pauvres de la circonscription, a

» été seule investie de l'administration intérieure de tous les hospices, de
» l'admission comme du renvoi des indigents, et, enfin, les revenus des
» dits hospices ont indistinctement été affectés à la dépense de tous ces éta-
» blissements et, comme tels, assujettis à n'être reçus que par un seul et
» même receveur. »

Les principes consacrés dans cet arrêt de la Cour d'Appel de Gand sont suivis en pratique par les Hospices civils comme par les Bureaux de Bienfaisance. Toutes ces administrations appliquent indistinctement tous les revenus des anciennes fondations, comme d'autres ressources, à toutes leurs dépenses, quoique quelques-unes, comme celles de Louvain, de Mons, de Tournai et de Liège, semblent s'attacher à maintenir plus ou moins d'anciennes institutions, avec leur affectation ou du moins avec leur dénomination. On connaît parfois les biens qui proviennent de certaines institutions ou de certaines fondations antérieures à la Révolution française, mais on ne se croit nullement obligé de former dans le budget général plusieurs budgets particuliers ayant leurs recettes et leurs biens propres. Ce qui est conservé et respecté, au contraire, d'après les renseignements reçus, ce sont les charges spéciales, services religieux, rentes, etc., qui grevaient les biens remis aux Hospices et aux Bureaux de Bienfaisance.

Il en est autrement des libéralités et des fondations *légalement établies* depuis la Révolution française et attribuées aux administrations de bienfaisance avec des affectations et des obligations spéciales et déterminées qui doivent être observées et respectées.

La confusion et l'unification de toutes les fondations et de toutes les affectations anciennes, à part la question légale qui est tranchée, trouvent une explication et une certaine justification dans les considérations suivantes : Il serait dans la plupart des cas presque impossible de les observer et même de les connaître exactement et souvent elles ne répondraient à aucune nécessité actuelle. La volonté des fondateurs est respectée dans son essence, qui est toujours le soulagement des malheureux. Il paraît évident aussi que la généralité des administrations de bienfaisance et tout particulièrement celle des villes auxquelles il a été remis des biens considérables, consacrent à chaque catégorie d'indigents, favorisés par les actes primitifs, des secours beaucoup plus importants et plus réguliers que ceux qui pourraient leur être accordés sur les revenus des fondations.

Enfin, on ne doit pas perdre de vue un fait capital dans la matière. La législation actuelle impose aux communes l'obligation de fournir des ressources aux hospices et aux bureaux de bienfaisance et de combler le déficit de leur budget. En réalité, en dehors de quelques villes où les hospices sont richement dotés, presque toutes les communes ont à supporter du chef de la bienfaisance des charges très lourdes, qui ne leur incombaient pas sous l'ancien régime.

En résumé donc et quoi que l'on puisse penser de la légitimité des actes et des décisions des législateurs de l'époque révolutionnaire, on est obligé de reconnaître qu'au point de vue légal, les administrations actuelles n'ont pas des obligations étendues en ce qui concerne les fondations. Elles sont tenues,

en toute justice, d'acquitter les charges quelconques d'une nature positive qui grèvent les biens et d'observer exactement les stipulations et les affectations spéciales attachées aux libéralités qu'elles ont été autorisées à accepter depuis la Révolution. C'est ce qu'elles font, mais il n'y a aucune raison de croire qu'elles cesseront de le faire si elles sont réunies et complètement fusionnées. L'autorité supérieure, comme aujourd'hui, aura le droit et le devoir de faire respecter les conditions légalement établies. Les tiers et les familles intéressées, quand ils auront des droits à faire valoir, pourront, comme aujourd'hui, produire leurs réclamations, adresser des recours aux conseils communaux et au Ministre de la Justice et en appeler au besoin aux tribunaux.

Toutes ces considérations, qui demandaient un certain développement à cause de l'importance de cette innovation, ont déterminé la Commission de Bienfaisance à adopter à *l'unanimité des voix* la résolution suivante :

« Sauf respect des droits acquis et des affectations de biens légalement établies, il faut l'unification complète, avec fusion des patrimoines, des budgets et des comptes, des Commissions des Hospices et des Bureaux de Bienfaisance et avec une latitude aussi grande que possible dans les formes de l'assistance. »

Après avoir adopté le principe de l'unification complète des Hospices et des Bureaux de Bienfaisance, qui seraient remplacés par des Commissions d'Assistance publique ayant dans toutes les communes les mêmes attributions, la Commission de Bienfaisance, après un examen approfondi, a adopté également le principe d'une autre innovation importante : La création d'unions intercommunales d'assistance publique, qui remplaceraient les commissions locales quand celles-ci seraient hors d'état de remplir leur mission. Un membre de la Commission, partisan d'une centralisation absolue, avait même proposé de charger l'État de l'organisation de la Bienfaisance publique puisqu'il représente la Société d'une manière plus parfaite que tout autre pouvoir. Ce système fut écarté à une forte majorité. L'État ne doit pas se charger d'un devoir social que les communes peuvent remplir mieux que lui et à moindres frais. La centralisation complète de l'assistance publique, dont l'histoire ne nous montre qu'une expérience désastreuse, donnerait lieu à de nombreux inconvénients, dont le moindre ne serait pas une énorme augmentation des dépenses. Ce serait le paupérisme organisé sur une grande échelle.

Il a été question aussi d'une organisation cantonale de la Bienfaisance publique ; mais cette division du territoire, purement judiciaire et électorale, est arbitraire et ne correspond à aucune unité ni à aucune coordination réelle.

On aboutit donc à cette conclusion nécessaire : l'assistance publique dans notre pays doit rester essentiellement communale. Telle est la tradition. C'est un ordre de choses qu'il serait téméraire de bouleverser. C'est la bienfaisance communale qui est la plus rapprochée des indigents, qui les connaît le mieux ; c'est elle aussi qui a le plus de motifs et le plus de moyens de

diminuer et de prévenir la misère. C'est la commune aussi qui supporte nécessairement la plus grande charge de l'assistance. Elle mettra par conséquent dans l'allocation des secours la prudence et le discernement sans lesquels la charité publique et la charité privée, en dépit des meilleures intentions, engendrent le fléau du paupérisme et prépare des légions de fainéants et d'imprévoyants, toujours prêts à dévorer les ressources des populations laborieuses. Mais la commune isolée et livrée à elle-même n'est pas toujours capable de remplir le devoir de l'assistance publique. Ressources trop limitées ou charges trop lourdes, manque d'administrateurs qui veulent ou qui peuvent s'occuper des indigents, misères exceptionnelles et accidentelles dans de petites communes, parcimonie ou dureté de certaines populations rurales, conséquences écrasantes de quelques dispositions de la loi sur le domicile de secours, défaut de pensions en cas de vieillesse ou d'invalidité, impossibilité enfin de créer des hospices et des asiles : toutes ces circonstances se présentent et se réunissent quelquefois pour mettre en évidence l'insuffisance de la bienfaisance locale. Parfois l'humanité est cruellement offensée. Les malades ou les blessés sont mal soignés ou tardivement ; les vieillards pauvres et les infirmes n'ont d'autres ressources que la mendicité ; des veuves chargées d'enfants et des orphelins sont à peine secourus. Bien des communes paraissent avoir le principal souci de rejeter sur d'autres communes le fardeau de leurs indigents. Cette triste situation n'est que trop fréquente et on peut dire sans exagération que dans un grand nombre de petites communes, le service de l'assistance publique n'existe que nominale et que la charité privée, précaire et incertaine, est la seule ressource réelle des malheureux. Il y a aussi de nombreuses communes rurales où on s'efforce d'organiser sérieusement l'assistance publique, mais celles-là sont exposées à être à moitié ruinées par des familles d'indigents dont elles ont le malheur d'être le domicile de secours. Une calamité exceptionnelle ou simplement le hasard peut aggraver outre mesure les charges de la Bienfaisance publique dans une commune.

Comment porter remède à des situations si fâcheuses ? Comment assurer partout un service convenable de l'assistance publique ? Comment le faire sans qu'une commune ne soit absolument écrasée ?

Il paraît évident que, à moins de bouleverser tout le système actuel, un résultat satisfaisant ne peut être atteint qu'en groupant et solidarissant les communes qui, dans leur isolement, sont impuissantes à remplir le devoir de l'assistance publique, et en les mettant par cette union dans une situation analogue à celle des villes et des grandes communes. L'autonomie et l'indépendance communales en souffriront quelque peu, et même la création d'un service d'assistance donnera lieu à des charges nouvelles, mais l'humanité et la nécessité doivent faire accepter une innovation qui n'altérera pas plus le régime actuel que d'autres conceptions intercommunales qui s'imposent de plus en plus. Cependant cette organisation a quelque chose d'anormal, et c'est pourquoi il n'y a pas lieu de la généraliser et de l'appliquer là où elle n'est pas indispensable.

Nous trouvons quelque chose de semblable dans les deux pays où l'on s'est le plus préoccupé des besoins de la Bienfaisance publique : l'Angleterre et l'Allemagne. Ce n'est donc pas seulement en Belgique que les communes et les paroisses se sont trouvées dans l'impossibilité de pourvoir à l'assistance des indigents. Dans ces deux pays, la réunion de plusieurs localités pour le service de l'assistance publique a déjà une origine ancienne et n'a été que le développement et le perfectionnement d'un régime antérieur ; mais, tandis qu'en Angleterre les unions paroissiales sont la règle générale et le régime normal, en Allemagne les *Gesamt Armen Verbände* ne sont pas imposés aux communes et sont une faculté donnée à celles qui n'ont pas assez d'importance et de ressources pour constituer un *Orts Armen Verband*. Il est à remarquer aussi qu'en Angleterre les unions paroissiales sont des institutions indépendantes des villes et des communes, dont les administrateurs (Boards of Guardians) sont nommés directement par les électeurs et dont les ressources sont fournies directement par les contribuables. En Allemagne au contraire, les administrateurs des unions d'assistance sont des délégués des communes entre lesquelles les charges à supporter sont réparties. Une organisation analogue à celle qui fonctionne en Allemagne, en vertu d'une loi de l'Empire dont l'application est laissée à chaque État, semble être celle qui s'harmoniserait le mieux avec nos institutions communales. Nous ne pouvons songer à improviser en Belgique un régime entièrement nouveau, tel que le système anglais. Il importe de heurter le moins possible les règles et les usages consacrés en matière d'administration et d'impôt.

Le groupement des communes pour le service de la Bienfaisance publique peut présenter des avantages considérables au point de vue des indigents et même au point de vue des communes. Plusieurs communes réunies pourront constituer des administrations charitables bien organisées, comme celles qui existent dans la plupart des villes. Elles comprendront des personnes qui possèdent, avec le dévouement, la capacité et la liberté nécessaires. Elles auront un secrétaire et des employés convenablement rétribués, qui pourront se consacrer entièrement à leurs fonctions.

Il y aura une administration permanente, existant réellement, à laquelle on pourra toujours s'adresser. Les dépenses exceptionnelles d'assistance, qui sont si souvent écrasantes pour une petite commune, seront supportées plus facilement par une association de communes pour laquelle une moyenne de charges est à prévoir. C'est en quelque sorte un fonds commun réduit et spécial. Une commission intercommunale pourra, s'il est nécessaire, créer un hôpital, un asile, un orphelinat, ce que la plupart des communes isolées ne peuvent faire actuellement. Au point de vue du domicile de secours, les difficultés et les conflits seront supprimés entre les communes limitrophes, ainsi que les fraudes et les abus qui se pratiquent aujourd'hui.

La commission formée des délégués des communes et d'un Président nommé par le Roi, sur une liste de trois candidats présentés par la Députation permanente du Conseil provincial, aurait dans tout le territoire des communes comprises dans cette union, les attributions et les obligations des

commissions locales dans les communes isolées et serait soumise aux mêmes règles administratives, *mutatis mutandis*. La commission de Bienfaisance a admis le système des commissions intercommunales comme une innovation que la nécessité impose, mais elle a voulu altérer le moins possible le caractère communal actuel de l'assistance publique.

L'union sera substituée à la commune en ce qui concerne le devoir d'assistance. Au point de vue du domicile de secours, elle sera considérée comme une seule commune. Il importe de ne pas donner aux unions intercommunales une extension telle qu'elles entraînent un bouleversement trop considérable du régime administratif actuel ou puissent compromettre l'indépendance et le droit d'intervention et de contrôle des communes intéressées. En général, elles ne doivent être constituées qu'avec leur consentement, et en tout cas, en tenant compte de leur avis et de leurs observations. Elles ne peuvent comprendre que des communes limitrophes appartenant à la même province, dont le nombre ne peut être supérieur à dix. Les unions peuvent être dissoutes dès qu'elles ne sont plus nécessaires. Le nombre des délégués accordés à chaque commune et leur participation aux charges et aux avantages éventuels doivent être réglés de la manière la plus équitable. Enfin, comme elles sont constituées pour remédier à des situations particulièrement onéreuses, on doit prévoir en leur faveur la possibilité de subsides de la Province et de l'État.

La loi du 6 août 1897 relative aux établissements hospitaliers intercommunaux a été considérée comme une loi provisoire et n'a reçu pour ainsi dire aucune application. Cependant les commissions intercommunales à but spécial peuvent offrir aussi une grande utilité. Elles peuvent exister en même temps que les unions intercommunales. Même on peut prévoir que plusieurs commissions intercommunales s'associent avec des commissions locales ou avec une autre union intercommunale pour créer un hôpital, une maison de refuge, un orphelinat, etc.

La Commission de Bienfaisance s'est occupée avec une attention toute spéciale de la question des unions intercommunales. La plupart de ses membres ont acquis la conviction que cette innovation était devenue une nécessité, si on veut que l'assistance publique ne soit pas un vain mot dans un grand nombre de communes rurales.

*
* *

Jusques à présent la mission des Institutions officielles de Bienfaisance a été en principe et presque absolument en fait renfermée dans ce cercle étroit qu'on est convenu d'appeler *l'assistance curative*.

Les Hospices se sont chargés d'assurer aux indigents les secours hospitaliers, comprenant du reste non seulement le soin des malades et des infirmes, mais encore le placement des orphelins, des invalides et des vieillards dans des asiles et des refuges ; les bureaux de Bienfaisance paraissent être uniquement institués pour secourir à domicile les malheureux qui ne

peuvent pourvoir à leurs besoins et à ceux de leurs familles par leur travail ou par leurs propres ressources.

Aujourd'hui en Belgique, comme dans beaucoup d'autres pays, on semble d'accord pour reconnaître qu'il serait non seulement humain et charitable, mais utile à la Société et même de nature à réduire à l'avenir les charges des communes et de l'État, de considérer la prévoyance et la prévention de la misère et du paupérisme comme un des devoirs principaux de la Bienfaisance publique. Quoiqu'elle ne puisse pas recevoir la mission de créer et de diriger les assurances ouvrières, les mutualités et les œuvres d'épargne et de crédit, qui ont pris maintenant une grande place dans la législation, elle peut et doit apporter un appui et un concours important à tout ce qui intéresse la Prévoyance sociale. Ce principe important a été admis à l'unanimité des voix par la Commission de bienfaisance. Désormais donc les commissions d'assistance publique pourraient, dans l'ordre de leur mission sociale et dans les limites de leurs moyens d'action, encourager, soutenir, provoquer même et subsidier toutes les œuvres de charité préventive bien caractérisées : mutualités, caisses de pensions, secours par le travail, ligues du coin de terre, construction d'habitations à bon marché, avances à crédit accordées à des institutions ou même à des familles. Évidemment, en pareille matière au moins autant que pour les dépenses ordinaires, le contrôle et éventuellement l'approbation des conseils communaux et des autorités supérieures devraient être admis et les œuvres entreprises ou soutenues devraient avoir un caractère certain de charité préventive. L'assistance publique doit avoir plus de liberté, sans sortir de sa mission propre et spéciale, qui est de secourir les indigents et les malheureux de la manière la plus efficace, c'est-à-dire en y comprenant les mesures préventives. Une pareille disposition introduite dans la loi a une grande importance. Elle peut être entendue dans le sens le plus large, à condition que le but charitable soit une règle absolue.

*
* *
*

La Commission de Bienfaisance a été unanime à reconnaître qu'une partie des dispositions qui sont en vigueur pour l'acquisition, la conservation et la gestion du patrimoine des Établissements charitables, devraient être modifiées. Elle a constaté les inconvénients graves qui résultent de l'application de règles étroites et surannées. Sans doute, les principes généraux énoncés dans la loi du 16 Messidor an VII et dans la loi communale, articles 76, 79, 84 et 91 doivent être maintenus en ce qui concerne l'administration de leurs biens. Il s'agit d'un service public et d'un patrimoine affecté à l'intérêt général et possédé par des personnes civiles. De plus, les communes et même les provinces et l'État, dans une certaine mesure, peuvent être appelés à suppléer à l'insuffisance des ressources de ces administrations. Il est évident que, dans ces conditions, l'acquisition et l'aliénation des biens, leur gestion et leur emploi doivent être soumis au contrôle et à l'approbation des autorités, selon l'importance des actes. Ces règles rationnelles et analogues à celles qui sont imposées aux autres administrations publiques ne peuvent être mises

en question. Cette nécessité cependant ne doit pas nous empêcher de reconnaître que les dispositions légales et administratives qui s'appliquent à la possession et à la gestion des biens des Hospices et des Bureaux de Bienfaisance sont souvent arbitraires, peu justifiées ou même inspirées par des considérations qui n'ont rien de commun avec l'intérêt des pauvres. Il est permis de croire qu'un peu de décentralisation et plus de latitude laissées à l'intelligence et à l'initiative des administrateurs, dans cette matière comme dans plusieurs autres, seraient fort à désirer. Maintenons les garanties indispensables, mais supprimons les entraves inutiles ou nuisibles.

Pour la possession des biens immeubles, pour leur location et pour le placement des fonds, les règles rigoureuses qui leur sont imposées sont néfastes. On veut les protéger, mais on les condamne en réalité à un appauvrissement continu.

La question de l'aliénation obligatoire des biens immeubles des Hospices et des Bureaux de Bienfaisance présente un intérêt particulier à ce point de vue. Personne ne contestera, sans doute, que l'acquisition ou l'acceptation de ces biens par les administrations charitables ne doive être soumise à l'avis des conseils communaux et à l'approbation des autorités supérieures. Il n'est pas admissible que certaines institutions donées de la personnification civile accumulent des biens superflus, dépassant leurs besoins et leurs charges, ou qu'une trop grande étendue de terre soit enlevée à la propriété privée et à la circulation dans le pays ou dans une région déterminée. Certaines règles et certaines restrictions s'imposent. Faut-il aller plus loin et considérer la possession des biens immobiliers par les établissements de bienfaisance comme un mal au point de vue économique et social et comme un fait désavantageux aux indigents eux-mêmes? Question très importante et très intéressante qui demande à être approfondie. Aucune loi jusqu'à présent n'a posé en principe la suppression ou la réduction du domaine immobilier de la bienfaisance, mais il en a été parlé souvent dans les discussions parlementaires relatives à l'assistance publique. Il y a aussi comme un préjugé très répandu contre cette *mainmorte*. Enfin, ce qui est le plus grave, le Département de la Justice depuis longtemps déjà semble avoir adopté comme une règle générale que la possession des immeubles par les administrations charitables doit être considérée comme provisoire et simplement tolérée, jusqu'à ce que la réalisation et le emploi de ces biens soient possibles. Il est comme de style de n'autoriser l'acceptation des libéralités comprenant des immeubles qu'à condition de les aliéner ultérieurement. Les acquisitions d'immeubles pour placer des fonds disponibles ou remployer des capitaux ne sont permises que très exceptionnellement. On profite de toutes les occasions pour engager les Hospices et Bureaux de Bienfaisance à convertir leurs biens immeubles en rentes sur l'État, et les opérations de cette nature sont toujours autorisées. On n'est pas allé jusqu'à leur prescrire l'aliénation de tout leur patrimoine immobilier, mais il faut prévoir qu'un jour cette obligation pourrait leur être imposée par une simple instruction ministérielle.

Cette tendance, très marquée dans ces derniers temps, paraît être inspirée

par les idées suivantes : restreindre la mainmorte; accroître les revenus des institutions charitables; enfin, procurer aux rentes de l'État une clientèle importante.

A mon humble avis, ces vues ne sont pas justes et l'application de cette théorie bureaucratique sera funeste. Cette tendance doit être combattue. Elle est contraire à l'intérêt des pauvres comme à celui des communes et n'est justifiée ni par le danger du développement excessif de la mainmorte, ni par la nécessité de soutenir le crédit de l'État.

Les administrations publiques de bienfaisance sont des institutions permanentes, toujours nécessaires. Plus que les particuliers, elles doivent avoir des vues d'avenir et gérer leur patrimoine de manière à s'assurer des ressources durables et progressives. Elles doivent se préoccuper des besoins des générations futures presque autant que de ceux des générations actuelles.

On conçoit que certains théoriciens puissent prétendre que les administrations de bienfaisance comme les autres administrations peuvent demander toutes leurs ressources aux contribuables, qui ont à pourvoir à tous les besoins publics et à supporter les taxes que comportent les besoins de chaque époque. Ce système trop simple et trop contraire à la tradition de tous les pays civilisés n'est rationnel qu'en apparence. Il réduirait au strict nécessaire le budget de l'assistance publique et compromettrait souvent les autres services d'intérêt général. Il serait écrasant dans les périodes de crise et de dépression économique. Il vaut donc mieux que les administrations de bienfaisance aient quelque richesse réservée et accumulée, due à la générosité et à la prévoyance de ceux qui nous ont précédés; mais s'il en est ainsi, s'il est avantageux, pour les communes et pour les indigents, qu'elles puissent acquérir un patrimoine, il importe également qu'elles puissent le conserver dans leur intégrité et le gérer de manière qu'il reste en rapport avec leurs obligations actuelles et futures. Ce résultat ne peut pas être atteint en obligeant les Hospices et Bureaux de Bienfaisance à transformer peu à peu tout leur avoir en rentes sur l'État ou en valeurs qui leur sont assimilables. Quelle serait leur situation actuelle si une pareille règle avait été imposée depuis un grand nombre d'années? Pendant une certaine période, les établissements charitables auraient peut-être bénéficié d'une augmentation de leurs revenus et d'une diminution de leurs frais de gestion; mais combien de ces avantages seraient éphémères et cette prospérité purement apparente! Les rentes de l'État acquises à une époque où elles produisaient 5 p. c. ne donneraient plus que 3 p. c. Les établissements publics doivent subir comme tout autre détenteur les conséquences des conversions et la baisse du taux du loyer de l'argent. Pour acquérir ces rentes sujettes à des réductions continues, les Hospices et les Bureaux de Bienfaisance auraient aliéné leurs immeubles aux prix de vente d'autrefois, c'est-à-dire à vil prix en comparaison de la valeur actuelle et auraient échangé un patrimoine solide et certain, dont le capital et le revenu malgré des oscillations inévitables, croissaient avec la population et la richesse publique, contre un portefeuille destiné fatalement à s'amoin-

peu à peu et à fondre dans leurs mains. Ces établissements n'auraient même pas pu, comme les particuliers actifs et intelligents qui font des opérations et des spéculations opportunes, essayer de maintenir ou d'augmenter leur fortune mobilière par des réalisations et des transformations successives. Une pareille gestion ne serait pas possible pour eux, même s'il leur était permis de faire des placements de toute nature. Au contraire, ils peuvent parfaitement réaliser et reemployer une partie de leurs immeubles quand ceux-ci, comme cela arrive fréquemment, acquièrent une valeur très élevée par suite de l'aggrandissement des villes, de la création de voies de communication ou du développement de l'industrie.

Pour les institutions comme pour les familles qui veulent durer, la terre est le fondement solide que rien ne remplace. Il est à remarquer encore que la nature des choses, la valeur des immeubles et des biens réels, reste en rapport avec le prix des produits et des marchandises dont ils sont la source principale. Celui qui possède des terres, des maisons, des forêts, verra en général ses revenus s'abaisser ou s'élever proportionnellement aux prix des choses nécessaires à la vie. Les établissements de bienfaisance, qui ont une dotation immobilière, auront ainsi des ressources qui tendront à se mettre au niveau des charges et des besoins. Il est même probable que l'augmentation de la population, dont il résulte nécessairement pour eux de plus grandes obligations, coïncidera presque toujours avec une augmentation de la valeur de leurs biens. Il n'y a pas lieu de croire que ces compensations satisfaisantes et cet accroissement opportun de ressources se produiront également quand le patrimoine de la charité consistera presque exclusivement en rentes sur l'État et sur les communes.

Nous touchons ici à un point très grave, c'est-à-dire à la question monétaire dans ses rapports avec la sécurité des institutions qui doivent posséder et conserver des capitaux. D'une manière générale, la monnaie, mesure des marchandises et marchandise elle-même, est sujette à des fluctuations dont tout rentier doit subir le contre-coup. Il reçoit une somme déterminée, mais personne ne peut lui garantir que cette valeur nominale représentera toujours la même puissance d'achat et d'échange. Ce fait certain est déjà une raison suffisante pour ne pas condamner les établissements de bienfaisance à n'être que des rentiers. Ils ont trop besoin de durée et de stabilité pour être absolument soumis aux fluctuations d'un régime monétaire quelconque. Mais combien cela est plus vrai et plus saisissant encore quand on se trouve, comme c'est le cas en Belgique depuis quarante ans, en présence d'un régime monétaire conventionnel et précaire qui peut être un jour totalement bouleversé. Notre unité monétaire est le franc ou cinq grammes d'argent. Ces francs d'argent perdraient à l'instant la moitié de leur valeur relativement à l'or, si la suspension de la frappe de l'argent et une convention internationale n'en faisaient pas une monnaie fiduciaire à concurrence de moitié. Cependant le franc ou cinq grammes d'argent est légalement la seule monnaie qui est due quand une somme quelconque est énoncée dans une obligation ou dans un titre de rente, et l'État Belge pas plus que les autres

Gouvernements n'a contracté l'engagement de soutenir et de maintenir artificiellement la valeur effective de cette unité monétaire. Le jour où elle est abandonnée à elle-même, elle tombe fatalement au niveau d'une monnaie chinoise ou mexicaine ; elle vaut exactement et uniquement le poids d'argent qu'elle renferme. Peut-on dire que ce danger est chimérique ? Une école nombreuse ne cesse de réclamer ce qu'on appelle le bimétallisme. Elle affirme qu'on ne peut sauver l'agriculture et l'industrie qu'en rendant au métal argent la plénitude de son rôle monétaire, pour assurer l'abondance du numéraire et le relèvement des prix. Ce système, qui, à défaut de principes scientifiques, a pour lui de si puissants intérêts dans les deux mondes, peut triompher dans notre pays, comme dans plusieurs autres, et il aura pour première conséquence une dépréciation de l'unité monétaire qui peut atteindre et dépasser 50 pour cent. Il suffit qu'une semblable éventualité soit possible, même dans un avenir plus ou moins éloigné, pour que la prévoyance la plus élémentaire défende de constituer le patrimoine des indigents de telle façon qu'il soit la première victime de ce bouleversement. Des rentes et des revenus fixes n'ont qu'une apparence de régularité et de stabilité. Des biens immeubles, ou des actions représentant une part de propriété de biens réels, peuvent seuls donner aux établissements une sécurité véritable, indépendante des fluctuations désastreuses d'un régime monétaire aussi défectueux que le nôtre. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, c'est aussi la possibilité de l'accroissement des ressources avec l'accroissement des charges.

Les adversaires de la dotation immobilière de la bienfaisance ont souvent agité l'épouvantail de la main-morte, quoique ce moyen d'impressionner l'opinion publique soit un peu passé de mode aujourd'hui. A coup sûr, il ne faut pas préconiser une extension considérable de la main-morte hospitalière, qui doit être renfermée dans des limites raisonnables. En réalité, le danger qu'on signale n'existe nullement jusqu'à présent. Quoique certaines administrations (Bruxelles, Gand, Bruges, Ypres, Tournai, Audenarde, Louvain, etc.) possèdent un domaine assez important, l'étendue proportionnelle du territoire national affectée à la bienfaisance publique est encore modeste et n'a rien d'effrayant. La dernière statistique officielle, datant de 1864, il est vrai, attribue à tous les bureaux de bienfaisance du pays la propriété de 40,084 hectares et à tous les hospices celle de 36,958 hectares. On peut supposer que depuis cinquante ans ces chiffres ont un peu augmenté, mais la proportion de ce domaine à la superficie totale du territoire, qui était de 2.60 p. c. en 1864, ne s'est certainement pas élevée à 3 p. c. C'est une quantité négligeable au point de vue économique et, en définitive, ce patrimoine des pauvres s'accroît avec une telle lenteur que nous pouvons laisser à nos successeurs le soin de lui marquer une limite qu'il ne pourra jamais dépasser. Le domaine communal, dont le maintien ou même l'extension n'inquiète personne, est bien autrement considérable. Il forme presque le dixième du territoire, soit plus de 290,000 hectares, et cependant il ne se justifie pas aussi bien que le domaine hospitalier. Il a un caractère collectiviste plus marqué, n'est pas indispensable et n'a peut-être qu'une raison d'être, c'est-à-dire, la conservation des forêts.

Dans cet ordre d'idées, il y a ici une observation très intéressante à faire. Les établissements hospitaliers également pourraient, en y étant autorisés et même engagés, contribuer à réaliser les projets conçus par le Gouvernement en vue de reconstituer le domaine forestier de la Belgique. On sait que la contenance totale des forêts de l'État, qui dépassaient autrefois 70.000 hectares, a été réduite à 25,000 hectares par les aliénations à jamais regrettables faites avant et après 1830, quand sévissait une funeste manie de défrichements malencontreux. Le maintien ou la création des grands massifs boisés dans les situations de terrain et d'altitude qui leur conviennent beaucoup mieux qu'à l'agriculture, est d'un intérêt national de premier ordre. Ce n'est pas ici le lieu de développer les considérations économiques, climatologiques et esthétiques même qui justifient cette affirmation. Aujourd'hui sans doute, à condition d'éviter toute exagération et de tenir compte de tous les besoins sociaux, elle rencontrerait peu de contradictions. Aussi depuis longtemps déjà, non seulement le Gouvernement s'est bien gardé de laisser, sans motifs très sérieux, opérer aucune nouvelle réduction du domaine forestier de l'État ou des communes. Il a fait inscrire chaque année au Budget un crédit spécial pour l'acquisition de terrains boisés ou à boiser. En 1899, un pas de plus a encore été fait dans cette voie. Le Gouvernement a proposé et les Chambre ont adopté un projet de loi qui exempte des droits d'enregistrement et de transcription les acquisitions de bois ou forêts ou de terrains à boiser faites par les communes et les établissements charitables publics.

Il est malheureusement trop évident aujourd'hui que la conservation des forêts importantes, représentant une grande valeur superficielle, par les propriétaires particuliers même les plus riches, est devenue presque impossible. Notre régime fiscal et successoral, dont la modification n'est pas à prévoir, défend à un propriétaire qui prévoit et calcule de laisser accumuler dans une forêt un capital trop considérable. Des établissements publics qui ont une existence durable et qui ne paient jamais des droits de succession, peuvent raisonner autrement. Ils doivent même le faire, puisque leur domaine est soumis au régime forestier. Un fait intéressant à constater est celui-ci qui est connu et incontestable. En général, les bois appartenant à des administrations charitables sont les mieux aménagés et les mieux préservés des abus qui sévissent dans les propriétés collectives. Les statistiques nous montrent que parmi ceux qui sont soumis au régime forestier, ce sont ceux dont le produit est le plus élevé et le plus régulier. Malgré un préjugé assez répandu, on ne doit pas croire, du reste, que l'exploitation forestière est moins avantageuse que d'autres modes de culture du sol, à condition d'observer les règles de la sylviculture et de tirer parti de ses progrès. La forêt donne lieu aussi à des travaux bien rétribués et alimente très utilement le commerce et l'industrie. Cette mainmorte spéciale, largement autorisée et même favorisée, n'aurait rien de nuisible ni d'effrayant et serait même un moyen de faire participer les établissements charitables à une œuvre d'intérêt national.

Il y a encore un autre genre de propriété immobilière qui convient par-

faitement aux établissements de bienfaisance et ne peut inquiéter les adversaires les plus décidés de la mainmorte. Ce sont les maisons ouvrières et les habitations à bon marché, possédées directement ou par intervention dans la formation du capital des sociétés qui les construisent. La loi du 9 août 1889, art. 9, le permet déjà ; mais cette participation à la plus belle des œuvres sociales pourrait recevoir une grande extension. Car il est à noter que la construction et la location de maisons à bon marché, même en procurant aux ouvriers, aux artisans et aux employés modestes des habitations plus spacieuses et plus salubres, peut être une opération avantageuse et rémunératrice. Ce genre de propriétés est également dans les mains de gens qui faisant le moins possible de frais d'aménagement et d'entretien, veulent obtenir un très gros intérêt de leur capital et profiter de toute occasion et de tout prétexte pour majorer les prix de location. Aussi la crise des logements pour la classe modeste sévit partout avec la répercussion la plus fâcheuse sur la vie de famille. Si les établissements charitables peuvent contribuer à améliorer cette situation et à résoudre ce grave problème social, il n'y a aucun motif d'entraver leur action. Cependant il ne convient pas de leur conseiller ou de leur imposer des placements improductifs. Les capitalistes ou les sociétés qui construisent des habitations à bon marché ne peuvent pas faire des opérations ruineuses, ni travailler à fonds perdus. Pour atteindre leur but et rendre des services réels, ces œuvres doivent durer et prendre une extension incessante. Il faut donc que les capitaux qui y sont consacrés soient rémunérés et que les bénéfices normaux ne soient pas exclus. Ce résultat peut certainement être obtenu en basant les prix de location sur un taux d'intérêt fort inférieur à ceux qui sont pratiqués aujourd'hui. Pour les établissements de bienfaisance eux-mêmes, la participation à ces entreprises doit être un placement judicieux et utile et nullement une libéralité. Mais c'est à coup sûr un genre d'immobilisation qui doit être admis, autorisé et favorisé ; c'est une espèce de mainmorte dont le développement ne sera jamais excessif.

D'une manière générale, il paraît évident qu'aujourd'hui plus de latitude et d'initiative devrait être accordé aux administrations de bienfaisance. Plusieurs circulaires ministérielles, entre autres celle du 5 janvier 1861 et celle du 9 mars 1864, rendent le placement des capitaux disponibles en fonds de l'État ou en obligations du Crédit communal obligatoire en principe. Cela est arbitraire et bien absolu. Il semble que l'administration des finances devrait renoncer à intervenir dans cette matière pour procurer une clientèle forcée à la rente de l'État. Cela n'a plus aucune importance aujourd'hui et, à toute époque, il a été abusif de considérer, dans les instructions relatives à la gestion des capitaux des hospices et des bureaux de bienfaisance, autre chose que l'intérêt des pauvres. Il y aurait lieu de permettre aux administrations d'acquérir ou de conserver des fonds étrangers de toute sûreté ou des actions de premier ordre quand elles y trouveraient un avantage certain. Pourquoi leur interdire absolument ce que font les établissements les plus solides et la Caisse d'Épargne et de Retraite elle-même ? Le contrôle des conseils commu-

naux et des autorités supérieures préviendrait aisément toutes les opérations dangereuses ou les spéculations proprement dites.

La Commission de Bienfaisance a reconnu que les règles et les usages relatifs à la location des biens des hospices et des bureaux de bienfaisance devaient subir les modifications dont l'expérience a montré la nécessité.

Les baux des biens appartenant aux établissements publics sont soumis à des prescriptions spéciales (Code civil, art. 1712). Ces règlements particuliers sont principalement : l'arrêté du 7 germinal an IX portant que les baux à longs termes de biens appartenant aux hospices, etc., ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'arrêtés spéciaux des conseils; l'arrêté du 14 ventôse an XI relatif aux formalités à remplir pour la résiliation ou la modération du prix des baux des biens des pauvres; le décret du 12 août 1807 concernant les baux à ferme des hospices et des établissements d'instruction publique; enfin la loi communale, art. 81. Les baux se divisent en baux ordinaires, baux à long terme et baux emphytéotiques, selon que leur durée dépasse neuf ans ou vingt-sept ans. De la combinaison de ces dispositions, il résulte que les baux des biens appartenant aux établissements publics de bienfaisance doivent être soumis à l'approbation de la Députation permanente et à l'avis préalable du Conseil communal, lorsqu'il s'agit de localités placées sous les attributions des commissaires d'arrondissement. Dans les autres cas, l'approbation du Conseil communal suffit, excepté lorsque la durée des baux dépasse neuf ans ou que le fermage annuel est supérieur à 20,000 francs (Loi du 20 juin 1863, art. 4).

Aux termes du décret du 12 août 1804, les baux à ferme des établissements charitables doivent être faits aux enchères par devant notaire. Un membre de la Commission des Hospices et du Bureau de Bienfaisance doit assister aux enchères et à l'adjudication. Aucune disposition légale n'impose de formes spéciales pour les baux des maisons. Remarquons toutefois qu'aujourd'hui la jurisprudence administrative exige également la formalité de l'adjudication pour toute espèce de baux. Une circulaire du Département de la Justice du 12 janvier 1883 porte que la prescription relative à l'adjudication qui avait déjà fait l'objet d'une instruction en date du 29 décembre 1843 est générale et s'applique non seulement aux baux à long terme, mais aussi aux locations qui ne dépassent pas le terme de neuf années. D'où il suit que les locations de gré à gré ne peuvent être admises que d'une manière tout à fait exceptionnelle.

C'est cette condition absolue et rigoureuse de l'adjudication aux enchères publiques qui a donné lieu à des critiques très motivées. Il est évident que cette règle a été inspirée par la crainte des abus et des actes de faveur ou de vénalité, et surtout par le désir de faire produire au patrimoine des pauvres le revenu le plus élevé possible.

Comme cela arrive souvent, la rigueur et l'exagération des précautions prises a causé un grand détriment à ceux qu'on voulait protéger. Comme règle absolue et inflexible, l'adjudication publique pure et simple est le plus mauvais système qu'on puisse imaginer pour les baux à ferme et souvent

même pour les baux à loyer. Les propriétaires particuliers, qui autant et plus que les administrations ont les yeux ouverts sur leurs intérêts, n'y recourent presque jamais. Il savent en effet que, dans la plupart des cas, il importe beaucoup plus d'avoir un locataire solide, intelligent et stable, qu'un locataire de hasard et d'aventure qui s'engage à payer un prix élevé pendant une courte période. Cela est incontestable, surtout quand il s'agit de baux à ferme. Il n'y a de bon cultivateur que celui qui a intérêt à améliorer la terre, qui s'y attache autant en vue de l'avenir que du présent. Les baux à court terme et les occupations soumises à une concurrence et à une incertitude continuelles sont tout aussi contraires à l'intérêt du propriétaire qu'à celui du fermier. Celui-ci est condamné à faire de la culture spoliatrice. La dégradation du sol et la diminution progressive du revenu sont inévitables, si le système de l'adjudication publique est appliqué rigoureusement. C'est ce qui se manifeste, en effet, d'une manière sensible pour les propriétés soumises à ce régime. Les terres appartenant aux administrations et aux fondations sont le plus souvent les plus mal soignées et les moins productives à la longue. Elles forment comme des taches de culture imparfaite et arriérée au milieu de l'amélioration et du progrès général. Si cette conséquence funeste d'un système de location vicieux n'est pas générale, cela est dû uniquement aux mesures plus ou moins légales à l'aide desquelles plusieurs administrations parviennent à faire des enchères publiques une formalité vaine et illusoire. On accorde au locataire sortant un droit de préférence tacite; on stipule en sa faveur des indemnités d'amélioration et de fumure qui font au fermier entrant une situation onéreuse, ou bien on exige d'un nouveau locataire des garanties difficiles à fournir. Les administrations qui agissent ainsi dans une excellente intention ne procèdent pas d'une manière régulière. Elles éludent la loi et, malgré tout, elles ne peuvent donner au fermier qu'une sécurité relative. Il risque toujours d'être évincé et d'autant plus qu'il aura mis les terres en meilleur état. Beaucoup d'administrations, du reste, ne voulant pas assumer la responsabilité d'une illégalité quelconque, ne font rien de semblable et laissent les enchères et l'adjudication publique produire tous leurs effets nuisibles.

Les dispositions relatives à la location des biens des hospices et des bureaux de bienfaisance doivent être revisées. Il est utile et opportun de recommander ou de prescrire l'adjudication publique pour une première location ou pour la relocation d'un bien délaissé ou mal cultivé, mais l'appel périodique à la concurrence ne doit pas être imposé. La culture améliorante et progressive doit être favorisée et les fermiers des administrations publiques ne doivent pas être, à la différence de tous les autres, des ~~ex~~exploiteurs nomades à qui toute stabilité et toute sécurité d'avenir sont refusées.

On objectera peut-être que sans le recours aux enchères publiques, les administrations charitables n'obtiendraient pas toujours le revenu le plus élevé possible de leurs biens. Cela peut être vrai dans un cas particulier, mais la dépréciation qui résulte à la longue d'une culture faite au jour le jour est beaucoup plus désastreuse qu'un détriment momentané. On ne doit pas

craindre que les administrations se plairont à affermer leurs propriétés à vil prix. Comme les Conseils communaux et les Députations permanentes qui contrôlent leurs actes, elles ont constamment à leur disposition les actes, les renseignements et les éléments de comparaison qui leur permettent d'apprécier la valeur des terres et le taux habituel et normal des locations dans une région déterminée. Elles ont, du reste, besoin de ressources croissantes et ne seront guère disposées à se préparer des embarras financiers, pas plus que les Conseils communaux à rendre les subsides nécessaires. La crainte des actes de corruption et de faveur ne paraît pas être une raison suffisante de maintenir les inconvénients du régime actuel. Les administrations charitables sont composées presque partout, et en particulier dans toutes les villes où elles possèdent des biens importants, des hommes les plus dévoués et les plus désintéressés. Il est, pour ainsi dire, inouï dans notre pays que quelques-uns d'entre eux aient été accusés de malversations. La surveillance des collèges échevinaux, l'approbation des conseils communaux et le contrôle des députations permanentes donnent toute garantie que les locations ne pourront être faites même de gré à gré, dans des conditions désavantageuses ou abusives. La valeur des grandes fermes peut être facilement établie par expérience et comparaison. Quant aux parcelles isolées et louées en détail, il est à peine humain de profiter d'une concurrence désordonnée pour pressurer les pauvres gens qui les cultivent.

Je pense donc que les règles suivantes devraient être admises : obligation de recourir à l'adjudication publique dans les conditions actuelles, pour la location des terres libres ou délaissées ; faculté pour les administrations de traiter de gré à gré pour le renouvellement des baux, avec les locataires qui ont rempli leurs obligations ; renouvellement périodique des baux ; contrôle et approbation des députations permanentes pour tous les baux faits sans adjudication publique.

Comme il a été dit plus haut, d'après la jurisprudence actuelle, les baux à loyer sont aussi soumis à la condition rigoureuse de l'adjudication publique. Cette exigence produit aussi des inconvénients notables, puisque les meilleurs locataires, les plus solvables et les plus soigneux sont précisément ceux qui ne s'installent pas volontiers dans une habitation temporaire et précaire. La réforme proposée pour la location des terres aurait donc aussi sa raison d'être pour la location des maisons.

Je me suis étendu assez longuement sur cette question de la location des biens parce qu'elle a réellement une grande importance. Les graves inconvénients du régime actuel au point de vue économique et agricole avaient déjà été mis en évidence, constatés et reconnus dans les discussions qui ont eu lieu autrefois, il y a plus de soixante ans. Néanmoins la routine administrative, à ce sujet, a persisté imperturbablement. Cette réforme indispensable doit être l'œuvre du législateur, qui peut la réaliser sans tenir compte des préjugés qui ont dominé trop longtemps.

La Commission de Bienfaisance a naturellement été amenée à examiner une question qui est actuellement très intéressante : l'admissibilité des femmes aux fonctions de la Bienfaisance publique. Un membre distingué de la Commission l'a fortement préconisée dans les termes suivants :

« La Belgique est couverte d'œuvres et d'institutions de bienfaisance privée qui sont fondées, administrées et dirigées par des femmes, religieuses et laïques. Œuvres maternelles, crèches, écoles gardiennes, orphelinats, hospices, hôpitaux, maisons de retraite, maisons d'aliénés, œuvres de patronage, œuvres de secours à domicile, etc., etc., naissent, grandissent et prospèrent de toutes parts sur l'initiative féconde et sous la direction intelligente des femmes. Elles ne restent pas étrangères non plus aux manifestations de la Bienfaisance publique. Beaucoup d'institutions qui en relèvent, orphelinats, hôpitaux, hospices, sont très habilement dirigées par elles. Certaines administrations d'hospices ou de bureaux de bienfaisance en comptent même parmi leurs membres. Il semble donc indiqué que la Commission consacre expressément le droit des femmes d'être admises au même titre que les hommes aux fonctions de la bienfaisance publique. Le rôle qu'elles remplissent et les services qu'elles rendent dans le vaste champ de la bienfaisance privée, elles peuvent le remplir et les rendre dans le domaine de la bienfaisance publique, au grand profit de celle-ci. En Angleterre, pays dont la législation inspire l'œuvre de la Commission, les femmes mariées et autres sont éligibles aux fonctions des bureaux qui administrent les unions paroissiales. En France, une tendance analogue se manifeste. Un décret du 15 novembre 1893 autorise les femmes à être membres des Bureaux de Bienfaisance. Rien de plus naturel et de plus utile. La charité est l'œuvre propice de la femme. Les vertus hospitalières et consolatrices sont dans son caractère. La bienfaisance est en réalité, chez elle, le rayonnement social de la maternité ! Elle y apporte ses aptitudes spéciales à traiter et à surveiller certains détails de l'assistance, tels que l'organisation ménagère des établissements, tels que le choix, la réception, la préparation des vêtements, des denrées, des médicaments destinés aux indigents. Elle est plus apte aussi que l'homme pour discerner et soulager certaines misères morales ou physiques, spécialement toutes celles qui concernent les enfants, les femmes et les mères. Elle imprègne, enfin, l'œuvre entière de la grâce, de la douceur et de l'esprit de sacrifice qui sont les dons particuliers de sa nature. Nous proposons en conséquence qu'il soit décidé que les femmes seront admises à toutes les fonctions de la bienfaisance publique, avec cette restriction, toutefois, que si elles sont mineures, non émancipées ou mariées, elles auront besoin du consentement du titulaire de la puissance paternelle, tutélaire ou maritale. Car, si nous voulons faire bénéficier la bienfaisance publique du concours précieux des femmes, nous entendons aussi maintenir intact le principe de l'autorité paternelle ou maritale, qui est une des conditions de l'unité et de l'existence de la société conjugale et de la famille. »

Cette thèse, éloquemment défendue, rencontra néanmoins une assez vive opposition, mais la proposition fut votée à une forte majorité. Cette innova-

tion est, en effet, une de celles qui s'imposent aujourd'hui. C'est le féminisme le plus raisonnable et le mieux entendu et l'expérience a déjà montré en Belgique, comme ailleurs, que les femmes que la voix publique appelle à remplir des fonctions semblables avaient presque toujours justifié ce choix par de grandes qualités de capacité et de dévouement. Je pense cependant qu'il y a une restriction à faire. Au point de vue administratif et financier, il y aurait quelque inconvénient à composer de femmes en majorité ou en totalité les administrations publiques de bienfaisance.

La Commission de Bienfaisance, après avoir discuté assez longuement la question du recours des indigents contre les décisions des administrations charitables, a admis ce droit d'appel et l'a formulé dans les termes suivants :

« Tout indigent peut réclamer contre les décisions prises à son égard par les commissions d'assistance publique. Sa réclamation, signée par lui ou affirmée en présence de deux témoins, est remise à l'inspecteur qui, après avoir entendu la commission, l'adresse au Gouvernement avec son avis. Il est statué par la Députation permanente, dont l'arrêté est transmis pour exécution à l'inspecteur et tient le cas échéant lieu de mandat de paiement. »

Je pense que cette disposition, inspirée par d'excellentes intentions, ne doit pas être inscrite dans la loi. La Commission n'avait pas admis en propres termes, le *droit au secours* et s'était bornée à affirmer l'obligation qu'a la Société de secourir les indigents. Le droit d'appel signifierait que l'indigent a le droit de réclamer à son égard l'observation des lois de la bienfaisance publique.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas pratique et il n'est pas indispensable d'attribuer aux Députations permanentes, peu compétentes, à coup sûr, dans la matière, une mission écrasante. Ces réclamations, affranchies de tous frais et de toute formalité, seront innombrables, car il s'agit d'une clientèle difficile à satisfaire. L'examen de chaque cas particulier devra être fait le plus souvent dans des localités éloignées du chef-lieu de la province où la Députation permanente se réunit, et avant que ces enquêtes aient abouti à une décision, celle-ci sera devenue tardive ou inutile. Si certaines Députations permanentes, visant à la popularité, mettent largement à contribution les administrations de bienfaisance et les communes qui doivent les subsidier au besoin, les charges de l'assistance publique deviendront excessives. Connaîtront-elles mieux les situations et les besoins, auront-elles plus de discernement et de meilleures intentions que les membres des administrations charitables qui sont sur les lieux et voient les personnes et les choses de près ? Cela est bien douteux. Il faut le reconnaître, et dans les circonstances calamiteuses que nous avons traversées cela a été mis en évidence, la bienfaisance privée est capable en Belgique de déployer une activité et une générosité qui ne justifient pas la défiance de ceux qui veulent soumettre ses actes à une critique perpétuelle. Peut-on dire, du reste, que ceux qui se plaignent de l'insuffisance des secours accordés n'ont

aucun recours et ne peuvent faire entendre leurs plaintes ? Ils ont le droit, et en ont fait usage souvent, d'adresser leurs réclamations et de faire entendre leurs doléances aux collèges échevinaux, aux conseils communaux et même aux autorités supérieures, à la surveillance desquelles les bureaux de bienfaisance et les commissions d'hospices sont soumis comme toutes les administrations publiques. Il est à remarquer, du reste, que notre régime électoral actuel donne des droits politiques à tous les citoyens, à ceux qui ne paient aucune taxe et même aux plus indigents. Les administrations n'ont pas seulement le droit d'être justes et bienveillantes à l'égard de ces nombreux électeurs, elles y ont intérêt.

Enfin tout le monde paraît d'accord pour admettre l'inspection de l'assistance publique organisée par l'État, et cette nouvelle institution sera naturellement indiquée pour exercer une influence utile sur les administrations charitables et leur faire entendre, s'il est nécessaire, des observations efficaces. La Commission de Bienfaisance a admis en effet qu'en Belgique, comme dans plusieurs autres pays, l'inspection régulière et permanente exercée sous la direction du Ministre de la Justice devait compléter le système de l'assistance publique.

Dans le domaine de la bienfaisance comme dans celui de l'enseignement, l'action incessante d'hommes dévoués, spécialement compétents et autorisés, exerçant un contrôle sérieux et continu, sera plus utile qu'un droit d'appel illusoire accordé aux indigents. Ce n'est pas la contrainte, mais les instructions, les conseils, la persuasion, les encouragements qui permettront aux inspecteurs de remplir une excellente mission.

Il n'est pas douteux que la réorganisation de la bienfaisance, telle qu'elle doit être prévue aujourd'hui, peut entraîner pour un grand nombre de communes un accroissement de charges assez important, ne fût-ce que par le fait d'une obligation plus générale et plus pressante de faire au moins ce qui est indispensable en matière d'assistance. La Commission de Bienfaisance, n'ignorant pas combien est difficile et tendue la situation financière des communes et même des villes où les administrations charitables sont dépourvues de ressources propres, a prévu dans chaque province la création d'un fonds spécial, alimenté au moyen de ressources diverses et même d'une taxe des pauvres, qui pourrait subsidier les communes où la charge de l'assistance serait trop lourde. Cette idée, basée, comme le fonds commun qui existe déjà, sur un principe de solidarité et de mutualité, semble juste et doit être admise pour rendre possibles les améliorations qui sont proposées.

Il y a lieu de remarquer cependant que les pensions de vieillesse et les assurances contre les accidents du travail et l'invalidité prématurée, au sujet desquelles la législation sera sans doute bientôt améliorée et complétée, sont des institutions très importantes au point de vue de la bienfaisance publique. Si les lois sociales reçoivent leur application et atteignent leur but, beaucoup de vieillards et d'infirmes cesseront de tomber à sa charge. Cela peut compenser plus ou moins l'effet d'obligations nouvelles qui seraient imposées. Il en résulterait la possibilité de secourir d'une manière plus efficace les indi-

gents, qu'aucune mesure de prévoyance ou de protection n'a pu préserver de la misère. Il y aura toujours des pauvres et des malheureux et la société a un devoir d'humanité à remplir même à l'égard de ceux qui sont victimes de leur incapacité et de leurs propres fautes. Une aggravation des charges de la bienfaisance reste donc possible et même probable.

La Commission avait admis après une discussion approfondie, le principe de l'inspection centrale et permanente de l'assistance publique. Elle avait aussi réclamé la constitution d'un conseil supérieur de la bienfaisance. Il a déjà été donné satisfaction à ce vœu par l'arrêté royal du 26 mai 1912. Cette institution est tout-à-fait opportune et comme imposée aujourd'hui. La grande place que les questions relatives à l'amélioration du sort des classes populaires ont prise dans les préoccupations de l'opinion publique demande que l'organisation et le perfectionnement des institutions charitables puissent aussi bénéficier des travaux et des délibérations des hommes les plus compétents et les plus éclairés, officiellement réunis et ayant assez d'autorité pour indiquer et faire admettre les réformes et les progrès dont la nécessité se manifeste.

La Commission de Bienfaisance a proposé et fortement motivé certaines modifications de la loi sur le domicile de secours, dont la nécessité est vivement sentie. Sans porter atteinte aux principes essentiels et à l'esprit de la loi de 1891, il y a lieu de porter remède à des abus flagrants qui ont été signalés et ne cessent pas de se produire.

* * *

Au résumé, le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre à l'examen de la Chambre, inspiré d'une manière générale par les délibérations de la Commission de Bienfaisance, est caractérisé principalement par les dispositions suivantes :

1° Coordination des dispositions organiques relatives aux hospices et aux bureaux de bienfaisance.

2° Réunion des hospices et des bureaux de bienfaisance, unification de l'administration et fusion des patrimoines respectant les affectations et les charges légalement établies.

3° Création de commissions intercommunales d'assistance publique, quand ces unions sont nécessaires pour assurer le service de la bienfaisance.

4° Extension des attributions de la bienfaisance publique dans le sens de la prévoyance et de l'assistance préventive.

5° Admissibilité des femmes aux fonctions de la bienfaisance publique.

6° Revision des règles relatives à la gestion et la location des biens ainsi qu'au placement des capitaux.

7° Création d'un fonds provincial d'assistance publique.

8° Inspection de l'assistance publique.

9° Modification de quelques articles de la loi sur le domicile de secours.

AMÉDÉE VISART.



PROPOSITION DE LOI

sur la réforme de la bienfaisance
publique.

CHAPITRE PREMIER.**Dispositions générales.****ARTICLE PREMIER.**

Les administrations communales veillent à ce que dans chaque commune il soit établi une « Commission d'assistance publique » ayant pour mission de soulager et de prévenir la misère et d'organiser le service hospitalier.

Néanmoins, le service de l'assistance publique, dans les conditions déterminées par la présente loi, peut être confié à une Commission intercommunale.

ART. 2.

Les Commissions d'assistance publique sont substituées aux Commissions des Hospices civils et aux Bureaux de bienfaisance. Sauf respect des droits acquis et des affectations de biens légalement établies, l'unification de l'administration et la fusion du patrimoine des Hospices civils et des Bureaux de bienfaisance sont complètes.

ART. 3.

Plusieurs communes limitrophes,

WETSVOORSTEL

tot hervorming van de openbare
weldadigheid.

EERSTE HOOFDSTUK.**Algemeene bepalingen.****EERSTE ARTIKEL.**

De gemeentebesturen zorgen dat in elke gemeente eene « Commissie van openbaren onderstand » wordt ingesteld, gelast de ellende te verzachten en te voorkomen en den dienst der ziekenverpleging in te richten.

De dienst van den openbaren onderstand kan echter, op de bij deze wet bepaalde wijzen, aan eene Intercommunale Commissie toevertrouwd worden.

ART. 2.

De Commissiën van openbaren onderstand komen in de plaats van de Commissiën der Burgerlijke Godshuizen en van de Bureelen van Weldadigheid. Behoudens verbodiging van de verworven rechten en van de wettelijk bepaalde bestemmingen van goederen, worden het beheer der Burgerlijke Godshuizen en dit der Bureelen van Weldadigheid volkomen ééngemaakt en hun vermogen volkomen samengesmolten.

ART. 3.

Verscheidene aangrenzende ge-

appartenant à la même province, peuvent former une Union intercommunale pour le service de l'assistance publique. Ces Unions ne peuvent comprendre plus de dix communes.

ART. 4.

L'Union intercommunale est créée par le Roi, les communes, l'Inspection de l'assistance publique et la Députation permanente du Conseil provincial entendues.

ART. 5.

La formation de l'Union intercommunale peut être proposée par les communes et par la Députation permanente ou être décrétée d'office par le Roi.

ART. 6.

Le service de l'assistance publique est confié dans chaque commune et dans chaque Union intercommunale à une seule Commission d'assistance.

ART. 7.

La Commission communale ou intercommunale est dotée de la personification civile et constitue un établissement public distinct sous la surveillance et le contrôle des administrations communales et de la Députation permanente du Conseil provincial, ainsi qu'il sera réglé ci-après.

ART. 8.

Deux ou plusieurs communes et

meenten, tot dezelfde provincie behorend, kunnen eene Intercommunale Vereeniging voor den dienst van den openbaren onderstand oprichten. Die Vereenigingen mogen niet uit meer dan tien gemeenten bestaan.

ART. 4.

De Intercommunale Vereeniging wordt opgericht door den Koning, nadat de gemeenten, de dienst van toezicht op den openbaren onderstand en de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad zijn gehoord.

ART. 5.

De oprichting van de Intercommunale Vereeniging kan door de gemeenten en door de Bestendige Deputatie voorgesteld of door den Koning van ambtswege bevolen worden.

ART. 6.

In elke gemeente en in elke Intercommunale Vereeniging wordt de dienst van den openbaren onderstand aan eene zelfde Commissie van onderstand toevertrouwd.

ART. 7.

De gemeentelijke of de intercommunale Commissie heeft rechtspersoonlijkheid en maakt eene afzonderlijke openbare instelling uit onder toezicht en contrôle van de gemeentebesturen en de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad, zooals hierna geregeld wordt.

ART. 8.

Twée of meer gemeenten en in-

unions intercommunales appartenant à la même province peuvent être autorisées par le Roi, la Députation permanente entendue, à s'unir pour fonder et entretenir des institutions ayant un des buts spéciaux du service de l'assistance publique.

Ces institutions à but spécial jouissent de la personnification civile dans les mêmes conditions que les unions intercommunales et sont soumises aux mêmes règles administratives.

CHAPITRE III.

Commissions locales.

ART. 9.

Les Commissions d'assistance publique sont composées de cinq membres dans les communes dont la population n'atteint pas 5,000 habitants, de six dans les communes de 5,000 à 15,000 habitants, de huit dans les communes de 15,000 à 50,000 habitants, de dix dans les communes de 50,000 et au-dessus.

ART. 10.

Les membres de la Commission locale sont nommés par le Conseil communal pour le terme fixé par la loi, sur deux listes doubles de candidats présentées l'une par la Commission, l'autre par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Les deux listes peuvent contenir

tercommunale vereenigingen, tot dezelfde provincie behoorend, kunnen door den Koning, de Bestendige Deputatie gehoord zijnde, gemachtigd worden zich te vereenigen om instellingen, met een der bijzondere doeleinden van den dienst van den openbaren onderstand, tot stand te brengen en in stand te houden.

Die instellingen met een bijzonder doel hebben rechtspersoonlijkheid onder dezelfde voorwaarden als de intercommunale vereenigingen en zijn aan dezelfde bestuursregelen onderworpen.

HOOFDSTUK II.

Plaatselijke Commissiën.

ART. 9.

De Commissiën van openbaren onderstand zijn samengesteld uit vijf leden in de gemeenten met eene bevolking van minder dan 5,000 inwoners, uit zes in de gemeenten van 5,000 tot 15,000 inwoners, uit acht in de gemeenten van 15,000 tot 50,000 inwoners, uit tien in de gemeenten van 50,000 inwoners en meer.

ART. 10.

De leden der Plaatselijke Commissie worden door den gemeenteraad, voor den bij de wet bepaalden termijn, benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten elk, voorgedragen, de eene door de Commissie, en de andere door het College van Burgemeester en Schepenen.

Op beide lijsten mogen de namen

les noms des mêmes candidats. Les membres sortants ne peuvent prendre part à la formation des listes de présentation. Les membres du Conseil communal peuvent prendre part à la nomination des membres de la Commission locale, nonobstant leur parenté ou leur alliance avec les candidats.

ART. 11.

En cas de démission de la majorité des membres de la Commission locale et en cas de composition d'une Commission nouvelle, les nominations sont faites par le Conseil communal sans présentation de candidats.

ART. 12.

Pour pouvoir être porté sur les listes de présentation, il faut être Belge par la naissance ou la naturalisation, être âgé de 25 ans, ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion prévus par la loi communale et avoir une habitation dans la commune.

ART. 13.

Peuvent être portées sur les listes de présentation les femmes, aux mêmes conditions, moyennant, le cas échéant, l'autorisation expresse ou tacite du père ou du mari. Néanmoins, les Commissions ne peuvent pas être composées de femmes en majorité. Le cas échéant, la nomination des plus âgées seulement, à concurrence du nombre qui ne peut être dépassé, est valable.

van dezelfde kandidaten voorkomen. De uittredende leden mogen niet deelnemen aan het opmaken van de lijsten van voordracht. De leden van den Gemeenteraad mogen aan de benoeming van de leden der Plaatselijke Commissie deelnemen niettegenstaande hunne bloed- of aanverwantschap met de kandidaten.

ART. 11.

Heeft de meerderheid der leden van de Plaatselijke Commissie ontslag genomen en dient eene nieuwe Commissie te worden samengesteld, dan worden de benoemingen door den Gemeenteraad gedaan zonder voordracht van kandidaten.

ART. 12.

Om op de lijsten te kunnen voorgedragen worden, moet men Belg zijn door geboorte of naturalisatie, den leeftijd van 25 jaar bereikt hebben, zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting, bij de gemeentewet voorzien, en eene woning in de gemeente hebben.

ART. 13.

Onder dezelfde voorwaarden kunnen de vrouwen worden voorgedragen, desnoods mits uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van vader of man. De Commissiën mogen echter niet in meerderheid uit vrouwen bestaan. Bij voorkomend geval is slechts geldig de benoeming der oudste, ten beloope van het getal dat niet mag overschreden worden.

ART. 14.

Les membres des commissions d'assistance publique ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement. Cependant, dans les communes dont la population est inférieure à 2,000 habitants, la prohibition s'arrête au deuxième degré.

L'alliance survenue après la nomination n'emporte pas la cessation du mandat. L'alliance est censée dissoute par le décès de la personne du chef de laquelle elle provient.

ART. 15.

Ne peuvent être membres des Commissions d'assistance publique : les gouverneurs de province, les membres de la Députation permanente, les greffiers provinciaux, les commissaires d'arrondissement, les médecins ou pharmaciens des pauvres et les employés des commissions mêmes.

ART. 16.

La Commission ne peut être composée en majorité de membres du Conseil communal.

ART. 17.

La Commission locale se renouvelle successivement par la sortie, le 1^{er} janvier de chaque année, des membres les plus anciens en rang de nomination.

Il sortira tous les ans un membre de la Commission composée de cinq ou de six membres, et deux de la Commission composée de huit ou de dix membres. Les membres sortants

ART. 14.

De leden der commissiën van openbaren onderstand mogen niet bloed- of aanverwanten zijn tot in den derden graad. Echter gaat, in de gemeenten van minder dan 2,000 inwoners, dat verbod niet verder dan tot den tweeden graad.

Aanverwantschap, na de benoeming voorgekomen, doet het mandaat niet vervallen. De aanverwantschap wordt geacht te vervallen door het overlijden van den persoon waardoor zij bestaat.

ART. 15.

Mogen niet lid der Commissiën van openbaren onderstand zijn : de gouverneurs van provinciën, de leden van de Bestendige Deputatie, de provinciale griffiers, de arrondissementscommissarissen, de geneesheeren of apothekers der armen en de ambtenaren der Commissiën zelve.

ART. 16.

De Commissie mag niet in meerderheid bestaan uit leden van den Gemeenteraad.

ART. 17.

De Plaatselijke Commissie wordt achtereenvolgens vernieuwd door het uittreden, op 1 Januari van ieder jaar, van de oudste leden naar de orde hunner benoeming.

Telken jare treedt één lid van de Commissie uit, indien zij bestaat uit vijf of zes leden, en twee der leden, indien zij bestaat uit acht of tien leden. De uittredende leden zijn

sont rééligibles s'ils continuent à réunir les conditions exigées.

ART. 18.

Expédition des actes de nomination est adressée à la Députation permanente avant le 1^{er} décembre de chaque année. La Députation permanente annule, soit sur réclamation, soit d'office, les nominations contraires aux prescriptions de la présente loi. En cas de réclamation contre les décisions, le Roi statue. La Députation doit se prononcer dans le mois de la réception des pièces. Passé ce délai, la nomination est réputée valide.

ART. 19.

Le membre nommé pour remplir une place vacante par suite de décès, démission ou autrement, achève le terme de son prédécesseur; les nominations qui ont lieu dans ce cas ne comptent pas pour le renouvellement annuel.

ART. 20.

Les membres qui perdent l'une ou l'autre des qualités requises pour être portés sur les listes de présentation, cessent de faire partie de la Commission.

ART. 21.

Tout démissionnaire, sauf le cas de force majeure, devra rester en fonctions jusqu'à la nomination de son successeur.

herkiesbaar, zoo zij aan de gestelde vereischten blijven voldoen.

ART. 18.

Afschrift van de benoemingsakten wordt aan de Bestendige Deputatie toegezonden vóór 1 December van elk jaar. Op grond van ingediende bezwaren ofwel van ambtswége verklaart de Bestendige Deputatie de benoemingen nietig, die in strijd zijn met de voorschriften van deze wet. Worden tegen de beslissingen bezwaren ingediend, dan beslist de Koning. De Deputatie moet uitspraak doen binnen eene maand na de ontvangst der stukken. Is die tijd verstreken, dan wordt de benoeming geacht geldig te zijn.

ART. 19.

Het lid, dat benoemd is voor eene door overlijden, ontslag of anderszins opengevallen plaats, voleindigt het mandaat van zijnen voorganger; de benoemingen, die in dat geval geschieden, komen niet in aanmerking voor de jaarlijksche vernieuwing.

ART. 20.

De leden, die eene of andere der hoedanigheden verliezen, vereischt om op de lijsten te worden voorgedragen, houden op tot de Commissie te behooren.

ART. 21.

Elk ontslagnemend lid moet, behalve in geval van overmacht, zijn ambt waarnemen, totdat zijn opvolger is benoemd.

ART. 22.

Les membres de la Commission peuvent, en cas de faute grave ou d'inconduite notoire, être révoqués par la Députation permanente sur la proposition de la Commission ou du Conseil communal ou même d'office, sauf recours au Roi. L'intéressé et, suivant le cas, la Commission et le Conseil communal seront préalablement entendus.

ART. 23.

Le Bourgmestre n'est pas membre de la Commission locale d'assistance publique. Il assiste, lorsqu'il le juge utile, aux séances et y a voix délibérative; dans ce cas, il préside l'assemblée. Il peut déléguer, à cette fin, un membre du Collège échevinal.

ART. 24.

Les membres de la Commission exercent leurs fonctions gratuitement. Toutefois un jeton de présence peut être alloué à un membre qui, étant ouvrier, aurait à subir une perte de salaire pour remplir ses fonctions.

ART. 25.

Ne peuvent être nommés membres de la Commission les personnes qui reçoivent actuellement des secours de la bienfaisance publique, soit pour eux-mêmes, soit pour les membres de leur famille habitant avec eux.

ART. 26.

La Commission élit dans son sein

ART. 22.

In geval van zware schuld of algemeen bekend wangedrag kunnen de leden der Commissie door de Bestendige Deputatie op voorstel van de Commissie of van den Gemeenteraad ofwel zelfs van ambtswege worden afgezet, behoudens beroep bij den Koning. De belanghebbenden, volgens het geval, de Commissie en de Gemeenteraad worden eerst gehoord.

ART. 23.

De burgemeester is geen lid van de Plaatselijke Commissie van openbaren onderstand. Wanneer hij het noodig oordeelt, woont hij de vergaderingen bij en heeft er beraadslagende stem: in dit geval zit hij de vergadering voor. Te dien einde kan hij een lid van het Schepencollege afvaardigen.

ART. 24.

De leden der Commissie nemen hun ambt kosteloos waar. Er kan echter een zitpenning worden toegekend aan een lid dat, werkmans zijnde, een verlies van loon zou moeten ondergaan om zijn ambt te vervullen.

ART. 25.

Personen die thans, hetzij voor zichzelf, hetzij voor de met hen inwonende leden van hun gezin, onderstand van de openbare weeldadigheid genieten, kunnen niet tot leden der Commissie benoemd worden.

ART. 26.

De Commissie benoemt onder

ou président pour trois ans, à moins qu'un règlement, approuvé par le Conseil communal et la Députation permanente, n'en dispose autrement.

ART. 27.

La Commission nomme un secrétaire. S'il est pris parmi les membres de la Commission, il ne peut toucher aucun traitement. Lorsqu'il n'est pas membre de la Commission, il peut lui être alloué un traitement. La délibération qui fixe ce traitement doit être approuvée par le Conseil communal et par la Députation permanente.

ART. 28.

La Commission nomme hors de son sein un receveur. Il pourra, sous l'approbation du Conseil communal et de la Députation permanente, être accordé au receveur un traitement ou une remise sur les recettes. Cette rémunération ne pourra être modifiée ultérieurement que moyennant les mêmes approbations. Le receveur doit fournir un cautionnement dont le montant devra être fixé par la Commission et approuvé par le Conseil communal et la Députation permanente.

ART. 29.

Le receveur est chargé, seul et sous sa responsabilité d'effectuer les recettes et d'acquitter sur mandats réguliers signés par le président ou son suppléant et par le secrétaire les dépenses ordonnées, jusqu'à concurrence du montant spécial de chaque

hare leden eenen voorzitter voor drie jaar, tenzij een reglement, door den Gemeenteraad en de Bestendige Deputatie goedgekeurd, anders beschikt.

ART. 27.

De Commissie benoemt eenen secretaris. Wordt hij onder de leden der Commissie aangewezen, dan kan hij geen wedde trekken. Is hij geen lid van de Commissie, dan kan hem eene wedde worden toegekend. De beraadslaging, welke deze wedde bepaalt, dient door den Gemeenteraad en de Bestendige Deputatie te worden goedgekeurd.

ART. 28.

De Commissie benoemt eenen ontvanger buiten hare leden. Met goedkeuring van den Gemeenteraad en van de Bestendige Deputatie kan aan den ontvanger eene wedde of een loon geëvenredigd aan de ontvangsten toegekend worden. Deze bezoldiging kan later slechts mits dezelfde goedkeuringen worden gewijzigd. De ontvanger moet eenen borgtocht stellen, waarvan het bedrag door de Commissie dient bepaald en door den Gemeenteraad en de Bestendige Deputatie dient goedgekeurd te worden.

ART. 29.

De ontvanger wordt gelast, alleen en onder zijne verantwoordelijkheid de ontvangsten te doen en, op regelmatige mandaten ondertekend door den voorzitter of zijnen plaatsvervanger en door den secretaris, de bevolen betalingen te doen ten be-

article du budget ou du crédit spécial; de faire tous actes conservatoires ou autres interruptifs de la prescription et des déchéances; de requérir au bureau des hypothèques l'inscription, la transcription ou le renouvellement de tous les titres qui en sont susceptibles; d'avertir les administrateurs de l'échéance des baux et des retards de paiements et de toute atteinte portée aux domaines, droits, privilèges et hypothèques.

Dans le cas où il y aurait de la part du receveur refus ou retard d'acquitter le montant de mandats réguliers, le paiement en sera poursuivi comme en matière de contributions directes, sur l'exécutoire de la Commission ou, à son défaut, de la Députation permanente.

ART. 30.

Exceptionnellement, le cumul des fonctions de secrétaire et de receveur pourra être autorisé par le Conseil communal, sous réserve de l'approbation de la Députation permanente.

ART. 31.

Les fonctions de secrétaire et de receveur sont incompatibles avec celles de conseiller communal, de médecin ou de pharmacien des pauvres et avec celles d'employé salarié de la Commission. Le secrétaire et le receveur ne peuvent être ni cabaretier, ni boutiquier détaillant. Ils ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré des membres de la Commission.

loope van het bedrag van ieder artikel der begrooting of van het bijzonder krediet; alle vrijwarende handelingen of alle andere verjaring of verval schorsende handelingen te verrichten; ten kantore der hypotheken inschrijving, overschrijving of vernieuwing te vorderen van al de titels die daarvoor vatbaar zijn; de beheerders op de hoogte te houden vanden vervaltijd der huur-overeenkomsten, van den achterstel en van elk feit dat de domeinen, de rechten, voorrechten en hypotheken schaadt.

In geval van weigering of nalatigheid van den ontvanger om het bedrag van regelmatige mandaten te voldoen, wordt de betaling er van vervolgd zooals in zake rechtstreeksche belastingen, nadat zij door de Commissie of, zoo niet, door de Bestendige Deputatie invorderbaar zijn verklaard.

ART. 30.

Bij uitzondering kan tot gelijktijdige uitoefening der ambten van secretaris en ontvanger machtiging worden verleend door den Gemeenteraad, behoudens goedkeuring door de Bestendige Deputatie.

ART. 31.

De ambten van secretaris en ontvanger zijn onverenbaar met die van gemeenteraadslid, van geneesheer of apotheker der armen en met dat van bezoldigden beambte der Commissie. De secretaris noch de ontvanger mogen herbergier of kleinhandelaar-winkelier zijn. Zij mogen geen bloed- of aanverwanten van de leden der Commissie zijn tot in den tweeden graad.

ART. 32.

Les médecins, pharmaciens et sages-femmes de l'assistance publique sont nommés pour six ans, suspendus et révoqués par la Commission, sous approbation du Conseil communal et sauf recours à la Députation permanente. La Commission règle leur traitement et en fixe le nombre de manière à assurer, autant qu'il se peut, le libre choix des indigents.

ART. 33.

La Commission nomme, suspend et révoque tous les autres employés de l'assistance publique.

ART. 34.

La nomination, la suspension et la révocation du secrétaire et du receveur sont soumises à l'approbation du Conseil communal. En cas de désaccord, la Députation permanente statue. En cas de suspension ou de révocation, le recours au Roi peut être exercé par la Commission, le Conseil communal et le fonctionnaire intéressé.

ART. 35.

La Commission se réunit au moins une fois par mois, aux jours et heures fixés par le Règlement d'ordre intérieur. Toutefois, le Président ou le Bourgmestre la convoque chaque fois que le besoin du service l'exige.

ART. 36.

La Commission ne peut délibérer

ART. 32.

De geneesheeren, apothekers en vroedvrouwen van den openbaren onderstand worden benoemd voor zes jaar, geschorst of afgezet door de Commissie, mits goedkeuring door den Gemeenteraad en behoudens beroep bij de Bestendige Deputatie. De Commissie stelt hunne wedde vast en bepaalt hun getal derwijze dat de vrije keuze aan de behoeftigen zooveel mogelijk verzekerd zij.

ART. 33.

Al de overige beambten van den openbaren onderstand worden door de Commissie benoemd, geschorst en afgezet.

ART. 34.

De benoeming, de schorsing en de afzetting van den secretaris en den ontvanger worden aan de goedkeuring van den Gemeenteraad onderworpen. Is er geschil, dan beslist de Bestendige Deputatie. In geval van schorsing of afzetting kunnen de Commissie, de Gemeenteraad en de betrokken ambtenaar in beroep komen bij den Koning.

ART. 35.

De Commissie vergadert ten minste eenmaal in de maand, op de dagen en uren door het Reglement van orde vastgesteld. Evenwel wordt zij door den Voorzitter of den Burgemeester bijeengeroepen, telkens als de dienst het vereischt.

ART. 36.

De Commissie kan alleen dan be-

que si la majorité des membres en fonctions est présente. Toutefois, après deux convocations par écrit, il peut être passé outre aux délibérations quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du Bourgmestre, de son délégué ou du Président est prépondérante.

Commissions intercommunales.

ART. 37.

La Commission intercommunale d'assistance publique a, dans tout le territoire qu'elle comprend dans sa réunion, les attributions et les obligations de la Commission locale dans les communes.

ART. 38.

La Commission intercommunale supporte tous les frais d'assistance incombant aux communes, sans préjudice des subsides qui lui sont alloués en cas d'insuffisance de ressources.

ART. 39.

La Commission intercommunale est soumise aux mêmes règles administratives que la Commission locale, sauf les modifications résultant des dispositions qui suivent.

ART. 40.

La Commission intercommunale est formée des délégués des communes et d'un Président. Les délégués des communes sont nommés

raadsleden wanneer de meerderheid van de aangestelde leden aanwezig is. Echter kan zij na twee schriftelijke bijeenroepingen beraadslagen, welk ook het getal der aanwezige leden zij.

De besluiten worden genomen bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van den Burgemeester, van zijnen afgevaardigde of van den Voorzitter beslissend.

Intercommunale Commissiën.

ART. 37.

De Intercommunale Commissie van openbaren onderstand heeft, in het gansche gebied dat zij in hare vereeniging omvat, de bevoegdheden en de verplichtingen van de Plaatselijke Commissie in de gemeenten.

ART. 38.

De Intercommunale Commissie draagt al de onderstandskosten die ten laste der gemeenten vallen, onverminderd de toelagen die haar, in geval van ontoereikende middelen, worden toegekend.

ART. 39.

De Intercommunale Commissie is aan dezelfde bestuursregelen onderworpen als de Plaatselijke Commissie, behoudens de wijzigingen volgende uit de onderstaande artikelen.

ART. 40.

De Intercommunale Commissie wordt samengesteld uit de afgevaardigden der gemeenten en eenen Voorzitter. De afgevaardigden der

pour trois ans. Chaque commune est représentée par un délégué au moins.

ART. 41.

Le nombre des membres de la Commission intercommunale ne pourra être inférieur à cinq. Il y aura des délégués suppléants remplaçant éventuellement les titulaires empêchés.

Au moment de la formation de l'Union et ensuite tous les trois ans, le nombre des délégués attribués à chaque commune sera fixé par la Députation permanente, sauf recours au Roi. Cette répartition est mise en rapport avec le chiffre de la population et l'importance probable de la contribution de chaque commune. Néanmoins, aucune commune n'aura droit à plus de trois délégués.

ART. 42.

Les délégués des communes sont nommés par les Conseils communaux sur deux listes doubles de candidats présentées l'une par la Commission intercommunale, l'autre par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

ART. 43.

Les membres de la Commission intercommunale peuvent, en cas de faute grave ou d'inconduite notoire, être révoqués par le Roi, sur la proposition de la Commission ou de la Députation permanente.

gemeenten worden voor drie jaar benoemd. Elke gemeente wordt door ten minste éénen afgevaardigde vertegenwoordigd.

ART. 41.

Het getal leden der Intercommunale Commissie mag niet beneden vijf zijn. Er zijn plaatsvervangende afgevaardigden om desnoods in de plaats van de verhinderde leden op te treden.

Bij de oprichting van de Vereeniging en vervolgens om de drie jaar wordt het getal der aan elke gemeente toegekende afgevaardigden bepaald door de Bestendige Deputatie, behoudens beroep bij den Koning. Deze verdeling wordt geëvenredigd aan het cijfer der bevolking en de vermoedelijke hoegrootheid der bijdrage van elke gemeente. Evenwel heeft geen enkele gemeente recht op meer dan drie afgevaardigden.

ART. 42.

De afgevaardigden der gemeenten worden door de gemeenteraden benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten elk, voorgedragen, de eene door de Intercommunale Commissie, en de andere door het College van Burgemeester en Schepenen.

ART. 43.

In geval van zware schuld of algemeen bekend wangedrag kunnen de leden van de Intercommunale Commissie door den Koning, op voorstel van de Commissie of van de Bestendige Deputatie, worden afgezet.

Chaque commission a, dans les mêmes cas, le droit de proposer la révocation de ses délégués.

ART. 44.

Le président de la Commission intercommunale est nommé pour trois ans par le Roi sur une liste de trois candidats présentés par la Députation permanente. Cette liste peut comprendre d'autres candidats que les délégués des communes.

ART. 45.

La Commission intercommunale peut former dans son sein un bureau permanent de trois à cinq membres chargé de l'expédition des affaires courantes.

ART. 46.

La Commission intercommunale nomme son secrétaire et son receveur et fixe leur traitement. Elle les suspend et les révoque. Ces délibérations sont soumises à l'approbation de la Députation permanente, sauf recours au Roi.

Le secrétaire et le receveur peuvent aussi être suspendus ou révoqués d'office par la Députation permanente, la Commission intercommunale entendue et sauf recours au Roi.

ART. 47.

Les médecins, pharmaciens et sages-femmes de l'assistance publique sont nommés pour six ans, suspendus et révoqués par la Commission

Elke commissie is, in dezelfde gevallen, gerechtigd om de afzetting van hare afgevaardigden voor te stellen.

ART. 44.

De Voorzitter van de Intercommunale Commissie wordt door den Koning voor drie jaar benoemd uit eene lijst van drie kandidaten, voorgedragen door de Bestendige Deputatie. Op deze lijst kunnen andere kandidaten dan de afgevaardigden der gemeenten worden gebracht.

ART. 45.

De Intercommunale Commissie kan onder hare leden een bestendig bureel van drie tot vijf leden vormen, waaraan het afdoen van de loopende zaken is opgedragen.

ART. 46.

De Intercommunale Commissie benoemt haren secretaris en haren ontvanger en bepaalt hunne wedde. Zij schorst ze en zet ze af. Die beraadslagingen worden aan de Bestendige Deputatie onderworpen ter goedkeuring, behoudens beroep bij den Koning.

De secretaris en de ontvanger kunnen ook van ambtswege door de Bestendige Deputatie geschorst of afgezet worden, nadat de Intercommunale Commissie is gehoord en behoudens beroep bij den Koning.

ART. 47.

De geneesheeren, apothekers en vroedvrouwen van den openbaren onderstand worden benoemd voor zes jaar, geschorst en afgezet door

intercommunale sous l'approbation de la Députation permanente et sauf recours au Roi. La Commission intercommunale règle leurs traitements sous l'approbation de la Députation permanente. Elle en fixe le nombre de manière à assurer, autant qu'il est possible, aux indigents la liberté de leur choix.

ART. 48.

La Commission intercommunale nomme, suspend et révoque tous les autres employés de l'assistance publique et fixe leur traitement.

ART. 49.

Toutes les charges de la Commission intercommunale excédant ses ressources propres sont supportées par les communes réunies, pour la moitié d'après leur population et pour l'autre moitié au prorata du produit en principal des impôts dont le rendement sert de base à la répartition du fonds communal. La quote-part de chaque commune est fixée annuellement par la Députation permanente sauf recours au Roi. La contribution imposée à chaque commune est une dépense obligatoire qui peut être portée d'office au budget.

ART. 50.

Les établissements de bienfaisance publique compris dans une union remettent à la Commission intercommunale, dans le délai fixé par l'Arrêté Royal constitutif, la gestion

de l'Intercommunale Commissie mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie en behoudens beroep bij den Koning. De Intercommunale Commissie stelt hunne wedde vast behoudens goedkeuring door de Bestendige Deputatie. Zij bepaalt hun getal, derwijze dat de vrije keuze aan de behoeftigen zooveel mogelijk verzekerd wordt.

ART. 48.

De Intercommunale Commissie benoemt, schorst of zet af de overige beambten van den openbaren onderstand af en stelt hunne jaarwedde vast.

ART. 49.

Al de lasten van de Intercommunale Commissie, die hare eigen middelen overschrijden, worden door de vereenigde gemeenten gedragen: de eerste helft naar hare bevolking en de tweede naar verhouding van het bedrag in hoofdsom der belastingen, waarvan de opbrengsten grondslag ligt aan de verdeling van het gemeentefonds. Elk jaar bepaalt de Bestendige Deputatie het aandeel van elke gemeente, behoudens beroep bij den Koning. De aan elke gemeente opgelegde bijdrage is eene verplichte uitgave, welke van ambtswege op de begroeting kan worden gebracht.

ART. 50.

De instellingen van openbare wel-dadigheid behorende tot eene vereeniging, dragen, binnen den termijn bepaald door het koninklijk besluit van oprichting, het beheer

et la jouissance de leurs biens et capitaux. La Commission intercommunale en percevra les revenus et les produits qui viendront en déduction de la cotisation imposée à la commune. Les apports de chaque commune seront établis par un inventaire dont la forme sera réglée par un arrêté royal.

ART. 51.

La Commission intercommunale respectera toute affectation spéciale des biens et des capitaux légalement établis.

ART. 52.

Dans tous les cas où pour la Commission locale l'approbation de l'autorité communale est requise, l'approbation de la Députation permanente sera requise pour la Commission intercommunale. Les Conseils communaux intéressés donnent leur avis. Il y aura recours au Roi dans tous les cas où il y aurait eu recours à la Députation permanente pour la Commission locale.

ART. 53.

Le siège de la Commission intercommunale est fixé par le Roi. Elle s'y réunit au moins une fois par mois sur la convocation du Président. Elle peut délibérer quand au moins la moitié de ses membres actifs ou suppléants sont présents.

en het genot hunner goederen en kapitalen aan de Intercommunale Commissie over. Deze ontvangt de inkomsten en de opbrengsten daarvan, welke in mindering komen van de bijdrage aan de gemeente opgelegd. De inbrengsten van elke gemeente worden vastgesteld door eenen inventaris, waarvan de vorm bij koninklijk besluit wordt geregeld.

ART. 51.

Door de Intercommunale Commissie wordt elke bijzondere bestemming van de wettig gevestigde goederen en kapitalen in acht genomen.

ART. 52.

In al de gevallen, waar de goedkeuring door de gemeenteoverheid voor de Plaatselijke Commissie wordt vereischt, is voor de Intercommunale Commissie de goedkeuring door de Bestendige Deputatie noodig. De betrokken gemeenteraden brengen hun advies uit. Bij den Koning wordt in beroep gekomen in al de gevallen, waar voor de Plaatselijke Commissie beroep bij de Bestendige Deputatie mocht aangeteekend geweest zijn.

ART. 53.

De Koning bepaalt de plaats, waar de Intercommunale Commissie gevestigd is. Aldaar vergadert zij ten minste eenmaal elke maand op bijeenroeping van den Voorzitter. Zij kan beraadslagen wanneer ten minste de helft harer werkelijke of plaatsvervangende leden aanwezig is.

ART. 54.

La Commission intercommunale doit être régulièrement convoquée par le Président pour l'approbation des budgets et des comptes, pour toute délibération relative à des aliénations de biens ou à des placements définitifs de capitaux et, en général, pour toutes les affaires d'une importance majeure.

ART. 55.

La Commission intercommunale peut acquérir et posséder des biens et des capitaux, recevoir des libéralités, établir des hospices et des hôpitaux dans les mêmes conditions que la Commission locale.

ART. 56.

Les budgets et les comptes de la Commission intercommunale sont soumis à l'avis de tous les conseils communaux intéressés et à l'approbation de la Députation permanente, sauf recours au Roi par la Commission et par les Conseils communaux.

ART. 57.

Toutes les dispositions légales relatives au devoir et aux modes d'assistance et au domicile de secours sont applicables à l'Union intercommunale qui, sous ce rapport, est entièrement substituée aux communes qu'elle comprend.

ART. 58.

Les registres de population et

ART. 54.

De Intercommunale Commissie moet door den voorzitter geregeld worden bijeengeroepen voor de goedkeuring der begrootingen en der rekeningen, voor elke beraadslaging betreffende vervreemdingen van goederen of vaste beleggingen van kapitalen en, in 't algemeen, voor al de zaken van hoofdzakelijk belang.

ART. 55.

De Intercommunale Commissie kan goederen en kapitalen verkrijgen en bezitten, schenkingen ontvangen, gasthuizen en hospitalen oprichten op dezelfde wijzen als de Plaatselijke Commissie.

ART. 56.

De begrootingen en de rekeningen van de Internationale Commissie worden aan het advies van al de betrokken gemeenteraden en aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie onderworpen, behoudens beroep bij den Koning door de Commissie en door de gemeenteraden.

ART. 57.

Al de wettelijke bepalingen betreffende den verplichten onderstand, de wijzen van onderstand en de bijstandwoonst zijn van toepassing op de Intercommunale Vereeniging; hieromtrent wordt deze voorkomen gesteld in de plaats van de gemeenten die tot haar gebied behooren.

ART. 58.

De bevolkingsregisters en alle

tous documents utiles sont communiqués sans déplacement aux délégués de la Commission intercommunale par les administrations communales, sous peine pour celles-ci de supporter les frais d'assistance tombés à la charge de l'Union par suite de leur défaut de se soumettre à cette prescription.

ART. 59.

La Commission intercommunale d'assistance est soumise à la surveillance et au contrôle de la Députation permanente. Le Bourgmestre de chacune des communes comprises dans l'Union intercommunale ou son délégué visite les établissements de bienfaisance chaque fois qu'il le juge convenable.

ART. 60.

L'Union intercommunale peut être dissoute à la demande d'une ou de plusieurs communes ou sur la proposition de la Députation permanente, les Conseils communaux intéressés, la Commission intercommunale et l'Inspection de la Bienfaisance publique entendus.

Dans les mêmes conditions, des communes peuvent être séparées de l'Union ou lui être incorporées.

ART. 61.

En cas de dissolution ou de séparation, chaque commune prélève dans l'actif de l'Union une part proportionnelle à son apport. Le reste de l'actif sera partagé au prorata des cotisations des cinq dernières années.

stukken, die van nut kunnen zijn, worden, alleen ter plaatse waar zij berusten, aan de afgevaardigden der Intercommunale Commissie medegedeeld door de gemeentebesturen; zoo niet, moeten deze de kosten van onderstand dragen, die, wegens het niet nakomen van dit voorschrift, ten laste van de Vereeniging vallen.

ART. 59.

De Intercommunale Commissie van onderstand staat onder het toezicht en de contrôle van de Bestendige Deputatie. De burgemeester van elke der gemeenten behorende tot de Intercommunale Vereeniging of zijn afgevaardigde bezoekt de gestichten van weldadigheid telkens als hij het geraden acht.

ART. 60.

De Intercommunale Vereeniging kan worden ontbonden op aanvraag van eene of meer gemeenten of op voorstel van de Bestendige Deputatie, nadat de betrokken gemeenteraden, de Intercommunale Commissie en de dienst van toezicht op de openbare weldadigheid zijn gehoord.

Op gelijke wijze kunnen gemeenten worden gescheiden van de Vereeniging of bij deze gevoegd.

ART. 61.

Bij ontbinding of scheiding wordt aan elke gemeente een deel van het actief der Vereeniging toegekend naar evenredigheid van haren inbreng. Het overige van het actief wordt naar verhouding van de bijdragen der laatste vijf jaar verdeeld.

ART. 62.

Le partage des biens et capitaux et la répartition de l'actif et du passif de l'Union sont réglés par l'Arrêté royal de dissolution, la Députation permanente et les Conseils communaux intéressés entendus. Il sera tenu compte des charges et des affectations spéciales, légalement établies.

ART. 63.

Chaque commune, en cas de dissolution ou de séparation, a le droit de racheter à dire d'experts les établissements de bienfaisance appartenant à l'Union, qui sont situés sur son territoire. Si cette reprise n'a pas lieu, en cas de dissolution, ces établissements sont vendus aux enchères et le prix en est joint à la masse à partager.

ART. 64.

A la demande des communes il peut être constitué par Arrêté royal des Commissions intercommunales à but spécial, hospices, hôpital, refuge, etc., qui, en ce qui concerne leur composition, leur organisation et leur administration, sont soumises aux mêmes règles que les Commissions intercommunales d'assistance publique. Si des dispositions particulières sont nécessaires, elles sont établies par Arrêté royal.

Gestion des biens et administration.**ART. 65.**

Les biens des Commissions d'assie-

ART. 62.

De deeling der goederen en kapitalen en de verdeeling van het actief en van het passief der Vereeniging worden geregeld door het koninklijk besluit tot ontbinding, nadat de Bestendige Deputatie en de betrokken gemeenteraden zijn gehoord. Met de wettelijk vastgestelde bijzondere lasten en bestemmingen wordt rekening gehouden.

ART. 63.

Bij ontbinding of scheiding heeft iedere gemeente het recht, de aan de Vereeniging toebehoorende gestichten van weldadigheid, welke op haar grondgebied zijn gelegen, volgens schatting der zaakkundigen terug te nemen. Heeft deze terugneming niet plaats, dan worden, bij ontbinding, deze gestichten in veiling gebracht en de prijs aan de te deelen massa toegevoegd.

ART. 64.

Op aanvraag van de gemeenten kunnen, bij koninklijk besluit, Intercommunale Commissiën met een bijzonder doel, gasthuizen, hospitalen, toevluchtshuizen, enz., worden opgericht; voor hunne samenstelling, hunne inrichting en hun bestuur zijn zij aan dezelfde regeling onderworpen als de Intercommunale Commissiën van openbaren onderstand. Zijn er bijzondere schikkingen noodig, dan worden zij bij koninklijk besluit getroffen.

Beheer der goederen en Bestuur.**ART. 65.**

De goederen van de Commissiën

lance publique sont régis et administrés dans la forme déterminée par la loi pour les biens communaux, sauf les dispositions suivantes :

ART. 66.

L'aliénation des biens immobiliers ne peut être imposée par les autorités supérieures qu'en vertu d'une loi, sauf le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 67.

Les acquisitions de biens, l'acceptation de libéralités et les placements définitifs de capitaux sont soumis à l'avis des Conseils communaux et à l'approbation de la Députation permanente jusqu'à concurrence d'une évaluation de 5,000 francs, à l'avis des Conseils communaux et de la Députation permanente et à l'approbation du Roi si l'évaluation dépasse ce chiffre. Les titres de valeurs mobilières doivent être, quand il est possible, convertis en inscriptions nominatives.

ART. 68.

Les locations de biens peuvent être faites par voie d'enchères publiques ou de gré à gré. Néanmoins, les premières locations et les locations de biens libres ou délaissés doivent se faire en règle générale par adjudication publique. Le mode choisi par la Commission, le cahier des charges et les locations elles-mêmes, sont soumis à l'approbation du Conseil communal et à celle de la Députation permanente. Les locations de biens pour un terme qui dépasse neuf ans doivent être justifiées par des motifs exceptionnels.

van openbaren onderstand worden beheerd en bestuurd op de wijze door de wet vastgesteld voor de gemeentegoederen, behoudens de volgende bepalingen :

ART. 66.

De vervreemding van de onroerende goederen kan door de hoogere overheden slechts krachtens eene wet worden opgelegd, behalve in geval van onteigening ten algemeenen nutte.

ART. 67.

Het verkrijgen van goederen, het aanvaarden van schenkingen en het vast beleggen van kapitalen worden onderworpen aan het advies der gemeenteraden en aan de goedkeuring der Bestendige Deputatie ten beloope van eene op 5.000 frank begroote som, aan het advies der Gemeenteraden en der Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring des Konings indien de begrooting dit cijfer overschrijdt. De titels van roerende goederen moeten, zoo mogelijk, omgezet worden in inschrijvingen op naam.

ART. 68.

Het verhuren van goederen kan geschieden bij openbaar opbod of uit de hand. Evenwel moeten de eerste verhuringen en de verhuringen van vrije of verlaten goederen, in alle gevallen, bij openbare aanbesteding geschieden. De wijze door de Commissie gekozen, het lastkohier en de verhuringen zelf worden aan de goedkeuring van den Gemeenteraad en aan die der Bestendige Deputatie onderworpen. De verhuringen van goederen voor eenen termijn, die negen jaar overschrijdt, moeten gewettigd worden door uitzonderlijke redenen.

ART. 69.

La construction et l'acquisition de maisons à bon marché, la participation aux œuvres sociales et l'acquisition de forêts ou de terrains à boiser, dans les conditions prévues par la loi du 26 juillet 1899, sont des placements de capitaux recommandés aux Commissions d'assistance publique. Néanmoins, ces opérations sont toujours soumises à l'autorisation du Roi.

ART. 70.

Les actions judiciaires en demandant et en défendant sont exercées au nom de la Commission et conformément à ses instructions, poursuites et diligences du Receveur. Aucune autorisation n'est nécessaire à la Commission pour se défendre en justice ou pour intenter les actions en référé et les actions possessoires ainsi que les actions en recouvrement des loyers, fermages et revenus. Toutes autres actions dans lesquelles la Commission intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées qu'après l'autorisation du Conseil communal, ou de la Députation permanente s'il s'agit d'une Commission intercommunale.

ART. 71.

Les budgets de la Commission d'assistance publique sont soumis à l'approbation du Conseil communal ou de la Députation permanente, en ce qui concerne les Commissions intercommunales, et leur sont transmis avant le 15 août de chaque année. Les comptes sont soumis à l'approbation du Conseil communal ou de la Députation permanente et

ART. 69.

Het bouwen en het verkrijgen van goedkoope woningen, het deelnemen aan maatschappelijke werken en het verkrijgen van bosschen of boschgronden, onder de voorwaarden voorzien bij de wet van 26 Juli 1899, zijn kapitaalsbeleggingen aan de Commissiën van openbaren onderstand aanbevolen. Evenwel worden deze verrichtingen altijd onderworpen aan de goedkeuring des Konings.

ART. 70.

De rechtsgedingen als eischer en als verweerder worden namens de Commissie en overeenkomstig hare onderrichtingen gevoerd op vervolging en benaarstiging van den ontvanger. De Commissie behoeft geene machtiging om zich in rechten te verweren of om de rechtsvorderingen in kortgeding en de bezitvorderingen in te stellen, evenals deze in zake invordering van huishuren, landhuren en inkomsten. Alle andere vorderingen, waarin de Commissie optreedt als eischeres, kunnen slechts ingesteld worden na machtiging door den Gemeenteraad of, wanneer het eene Intercommunale Commissie geldt, door de Bestendige Deputatie.

ART. 71.

De begrootingen van de Commissie van openbaren onderstand worden onderworpen aan de goedkeuring van den Gemeenteraad of van de Bestendige Deputatie, wat betreft de Intercommunale Commissiën, en worden hun overgemaakt vóór 15 Augustus van ieder jaar. De rekeningen worden onderworpen aan de goedkeuring van den Gemeenteraad of van

leur sont transmis avant le 15 avril suivant.

En cas de désaccord il est statué sur les budgets et les comptes des Commissions locales par la Députation permanente et par le Roi sur les budgets et les comptes des Commissions intercommunales.

En tout cas une expédition des budgets et des comptes des Commissions locales doit être transmise à la Députation permanente.

ART. 72.

Dans tous les cas où la Commission d'assistance publique refuserait de porter au budget les dépenses obligatoires que la loi met à sa charge, la Députation permanente, après avoir entendu la Commission, les y inscrira d'office, sauf recours au Roi.

ART. 73.

Si les recettes portées au budget sont insuffisantes pour payer une dette exigible ou résultant d'une décision en dernier ressort de la juridiction administrative ou judiciaire, la Commission d'assistance publique proposera les moyens d'y suppléer. A son défaut et après deux avertissements constatés par la correspondance, il y sera pourvu par la Députation permanente qui inscrira dans ce but un subside suffisant au budget de la commune ou des communes qui doivent fournir les ressources nécessaires.

de Bestendige Deputatie en worden hun overgemaakt vóór 15 April daaropvolgend.

Is er geschil, dan wordt over de begrootingen en de rekeningen der Plaatselijke Commissiën beslist door de Bestendige Deputatie en over de begrootingen en de rekeningen van de Intercommunale Commissiën door den Koning.

In ieder geval moet een afschrift van de begrootingen en de rekeningen der Plaatselijke Commissiën aan de Bestendige Deputatie overgemaakt worden.

ART. 72.

In al de gevallen, waar de Commissie van openbaren onderstand mocht weigeren de verplichte uitgaven, haar door de wet opgelegd, op de begrooting te brengen, schrijft de Bestendige Deputatie, na de Commissie gehoord te hebben, ze van ambtswwege daarop in, behoudens beroep bij den Koning.

ART. 73.

Zijn de op de begrooting gebrachte ontvangsten ontoereikend tot betaling eener schuld die eischbaar is of voortspruit uit eene in hoogsten aanleg genomen beslissing van de bestuurlijke of rechterlijke macht, dan stelt de Commissie van openbaren onderstand de middelen voor om daarin te voorzien. Bij gebreke daarvan en na twee door briefwisseling vastgestelde waarschuwingen wordt daarin voorzien door de Bestendige Deputatie, die daartoe een toereikend krediet uittrekt op de begrooting van de gemeente of van de gemeenten die de noodige geldmiddelen moeten leveren.

Art. 74.

Si la Députation permanente réduit ou rejette une allocation inscrite au budget par la Commission d'assistance publique ou refuse de l'inscrire d'office au budget de la commune ou des communes, il y sera statué par le Roi.

Art. 75.

Dans le cas où il y aurait refus ou retard d'ordonnancer les dépenses que la loi met à la charge de la Commission d'assistance publique, la Députation permanente, la Commission entendue, délibère et ordonne le paiement. Cette décision tient lieu de mandat et le receveur de la Commission est tenu d'acquitter la dépense.

Mode de secours.**Art. 76.**

Les Commissions d'assistance publiques ont le devoir de secourir les indigents, d'assurer le service hospitalier et de prévenir la misère par les mesures qui sont en leur pouvoir.

Art. 77.

Les Commissions d'assistance doivent, autant qu'il est nécessaire, former des comités de charité et déléguer à ces comités et à des personnes dévouées le soin de visiter et de secourir les indigents. Cette coopération peut être rendue obligatoire par un règlement communal soumis à l'approbation du Roi.

Art. 74.

Vermindert of verwerpt de Bestendige Deputatie een door de Commissie van openbaren onderstand op de begrooting gebracht krediet of weigert zij het van ambtswege te brengen op de begrooting der gemeente of der gemeenten, dan wordt daarover door den Koning beslist.

Art. 75.

Ingeval het bevel tot betaling van de uitgaven, welke de wet ten laste van de Commissie van openbaren onderstand legt, geweigerd of vertraagd wordt, beraadslaagt de Bestendige Deputatie en beveelt zij de betaling, na de Commissie te hebben gehoord. Deze beslissing geldt als mandaat en de ontvanger der Commissie is gehouden de uitgave te vereffenen.

Wijze van onderstand.**Art. 76.**

De Commissiën van openbaren onderstand hebben tot plicht de behoeftigen te ondersteunen, den dienst der ziekenverpleging te verzekeren en de ellende te voorkomen door de maatregelen, die in haar bereik zijn.

Art. 77.

In zooverre het noodig is, moeten de Commissiën van onderstand liefdadigheidscomiteiten tot stand brengen en aan deze comiteiten, alsook aan hulpvaardige personen de zorg opdragen om de behoeftigen te bezoeken en bij te staan. Deze medewerking kan verplichtend worden gemaakt door een gemeentereglement, aan de goedkeuring des Konings onderworpen.

ART. 78.

Les secours permanents en argent et les suppléments de salaires sont strictement limités quand ils ne sont pas motivés par des calamités publiques ou des circonstances exceptionnelles.

ART. 79.

Les Commissions d'assistance publique peuvent participer à la formation, à l'organisation et à l'action des institutions de prévoyance et des œuvres collectives, mutuelles ou individuelles destinées à prévenir la misère, la maladie et le chômage. Elles peuvent même les subsidier ou leur consentir des avances remboursables. Elles peuvent contribuer à des entreprises de secours par le travail. Ces dépenses doivent être inscrites au budget et régulièrement approuvées. Elles sont soumises à l'approbation du Roi si leur import dépasse 5,000 francs.

ART. 80.

Le Roi peut imposer à la Commission d'assistance publique l'obligation de s'assurer la disposition d'un hôpital ou d'un lazaret où elle puisse placer les indigents malades qui ne peuvent être soignés ou isolés à domicile. Il peut être satisfait à cette obligation par un contrat avec une autre Commission d'assistance ou avec un établissement de charité privée.

Surveillance et contrôle.**ART. 81.**

Le Collège des Bourgmestres et

ART. 78.

Bestendige onderstand in geld en aanvullende dagloonen worden streng beperkt wanneer zij niet gebillijkt zijn door openbare rampen of uitzonderlijke omstandigheden.

ART. 79.

De Commissiën van openbaren onderstand mogen deelnemen aan de oprichting, de inrichting en de werking van de verzorgingsinstellingen en van de gemeenschappelijke, onderlinge of individueele inrichtingen bestemd om ellende, ziekte en werkloosheid te voorkomen. Zij mogen haar zelfs toelagen verleen en of terugbetaalbare sommen voorschieten. Zij mogen bijdragen tot ondernemingen van onderstand door den arbeid. Deze uitgaven moeten op de begrooting gebracht en regelmatig goedgekeurd worden. Indien haar bedrag 5,000 frank overschrijdt, worden zij aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

ART. 80.

De Koning kan de Commissie van openbaren onderstand verplichten te zorgen voor een hospitaal of een lazaret ter opneming van de behoeftige zieken, die te hunnent niet kunnen verzorgd of afgezonderd worden. Aan deze verplichting kan worden voldaan door eene overeenkomst met eene andere Commissie van onderstand of met eene instelling van private liefdadigheid.

Toezicht en Contrôle.**ART. 81.**

Aan het College van Burgemeester

Echevins a la surveillance et le contrôle de la Commission locale et la Députation permanente la surveillance et le contrôle des Commissions intercommunales d'assistance publique. Cette surveillance comporte le droit de visiter tous les établissements, de prendre connaissance de toute pièce et document et de veiller à ce que la Commission observe la loi et ne s'écarte pas de la volonté des donateurs et des testataires en ce qui concerne les charges légalement établies.

Contentieux.

ART. 82.

Tout conflit au sujet de l'application de la présente loi entre les communes, entre celles-ci et les Commissions d'assistance et entre celles-ci, est soumis à la Députation permanente sauf recours au Roi, si les communes et les Commissions d'assistance appartiennent à la même province; il est statué par le Roi s'il en est autrement ou si le conflit se produit entre des Députations permanentes.

Fonds provincial d'assistance.

ART. 83.

Il est constitué dans chaque province un fonds spécial d'assistance publique, destiné à subsidier les commissions locales ou intercommunales dont les ressources sont insuffisantes quand les charges des communes qui doivent y suppléer sont excessives.

en Schepenen zijn opgedragen het toezicht en de contrôle over de Plaatselijke Commissie, aan de Bestendige Deputatie het toezicht en de contrôle over de Intercommunale Commissiën van openbaren onderstand. Dit toezicht brengt het recht mede, al de gestichten te bezoeken, kennis te nemen van alle stukken en bescheiden en te zorgen, dat de Commissie de wet naleeft en niet afwijkt van de wilsbeschikking der schenkers en erflaters betreffende de wettelijk bepaalde lasten.

Betwiste zaken.

ART. 82.

Ieder geschil betreffende de toepassing van deze wet, tusschen de gemeenten, tusschen deze en de Commissiën van onderstand en tusschen deze laatste onderling, wordt, behoudens beroep bij den Koning, aan de Bestendige Deputatie onderworpen, indien de gemeenten en de Commissiën van onderstand tot dezelfde provincie behooren; is dit niet het geval of ontstaat het geschil tusschen Bestendige Deputatiën, dan beslist de Koning.

[Provinciaal Onderstandsfonds.

ART. 83.

In elke provincie wordt een bijzonder fonds voor openbaren onderstand ingesteld, bestemd om toelagen te verleen aan de Plaatselijke of Intercommunale Commissiën, welker geldmiddelen ontoereikend zijn, wanneer de lasten der gemeenten, die in het ontbrekende moeten voorzien, overdreven zijn.

Ce fonds est alimenté par :

- a) les dons et legs,
- b) par les subsides de l'État et de la Province,
- c) au besoin par les taxes spéciales que le Conseil provincial peut établir avec l'approbation du Roi.

Inspection.

ART. 84.

Il y a une Inspection centrale et permanente de l'Assistance publique. Les inspecteurs sont nommés, suspendus et révoqués par le Roi.

Il y a au moins un inspecteur par province. Il surveille le fonctionnement de l'assistance publique, veille à l'application de la loi, fait aux administrations charitables les observations nécessaires et adresse au Ministre de la Justice un rapport annuel.

Conseil supérieur de la Bienfaisance.

ART. 85.

Il est institué auprès du Département de la Justice un Conseil supérieur de la Bienfaisance.

Le Conseil a un caractère purement consultatif. Il donne son avis sur toutes les questions relatives à la bienfaisance, dont l'examen lui est confié par le Ministre de la Justice.

Le Conseil est composé de onze membres. Le Directeur général de la bienfaisance en fait partie de droit. Les dix autres membres sont nommés par le Roi pour un terme de cinq ans.

Toute personne nommée en remplacement d'un membre démission-

Dit fonds wordt gestijfd door

- a) Giften en legaten;
- b) Toelagen van den Staat en van de Provincie;
- c) Zoo noodig, door bijzondere heffingen, welke de Provinciale Raad, met goedkeuring des Konings, kan invoeren.

Toezicht.

ART. 84.

Er bestaat een centrale en bestendige dienst van toezicht over den openbaren onderstand. De opzieners worden door den Koning benoemd, geschorst en afgezet.

Er is ten minste één opziener per provincie. Hij gaat de werking van den openbaren onderstand na, zorgt voor de toepassing der wet, maakt aan de liefdadige instellingen de noodige opmerkingen en doet jaarlijks verslag aan den Minister van Justitie.

Hooge Raad van Weldadigheid.

ART. 85.

Bij het Departement van Justitie wordt een Hooge Raad van Weldadigheid ingesteld.

De Raad dient enkel tot raadgeving. Hij brengt zijn advies uit over al de zaken betreffende de weldadigheid, waarvan het onderzoek hem door den Minister van Justitie is toevertrouwd.

De Raad bestaat uit elf leden. De Algemeene Bestuurder van de weldadigheid is er van rechtswege lid van. De overige tien leden worden, voor een tijdvak van vijf jaren, door den Koning benoemd.

Ieder persoon, die ter vervanging van een ontslagnemend of overleden

naire ou décédé achèvera le mandat de celui-ci. Les mandats des membres sortants peuvent être renouvelés. Le Roi choisit parmi les membres du Conseil, un Président et un Vice-président. Le Ministre de la Justice nomme en dehors du Conseil et sans voix délibérative, un secrétaire et un ou plusieurs secrétaires-adjoints. Le Ministre peut adjoindre au Conseil pour l'étude d'une question déterminée des membres temporaires désignés à raison de leur compétence spéciale.

Le Ministre de la Justice, lorsqu'il le juge convenable, assiste aux réunions du Conseil. Dans ce cas il préside l'assemblée et y a voix délibérative. Le Conseil se réunit sur convocation du Président d'après les ordres du Ministre.

Le Ministre de la Justice détermine les indemnités et les frais de séjour alloués aux membres du Conseil, au secrétaire et aux secrétaires-adjoints (1).

Domicile de secours.

ART. 86.

Le paragraphe premier de l'article 2 de la loi du 24 novembre 1891 est modifié ainsi :

Les frais de l'entretien et du traitement des indigents admis dans les hôpitaux et de l'assistance de leur famille pendant leur séjour à l'hôpital et ceux de l'assistance accordée aux enfants de moins de 16 ans orphelins de leur père et de leur mère ou de leur père ou *abandonnés par leurs parents, ceux de l'assistance accordée*

lid wordt benoemd, voleindigt dezes mandaat. De mandaten van de uittredende leden kunnen vernieuwd worden. Onder de leden van den Raad kiest de Koning eenen Voorzitter en eenen Ondervoorzitter. De Minister van Justitie benoemt, buiten den Raad en zonder beraadslagende stem, eenen secretaris en een of meer toegevoegde secretarissen. Tot het bestudeeren van eene bepaalde zaak kan de Minister aan den Raad tijdelijk leden toevoegen, die daartoe wegens hunne bijzondere bevoegdheid zijn aangewezen.

Wanneer hij het geraden acht, woont de Minister van Justitie de raadsvergaderingen bij. In dit geval zit hij de vergadering voor en heeft er beraadslagende stem. De Raad vergadert wanneer de Voorzitter, op bevel van den Minister, hem bijeenroeft.

De Minister van Justitie stelt de vergoedingen en de verblijfskosten vast, die aan de leden van den Raad, aan den secretaris en aan de toegevoegde secretarissen worden toegekend (1).

Bijstandwoonst.

ART. 86.

Het eerste lid van artikel 2 der wet van 24 November 1891 wordt gewijzigd als volgt :

De kosten van onderhoud en verpleging van de in de gasthuizen opgenomen behoeftigen, de kosten van onderstand aan hun gezin gedurende den tijd dat zij in 't gasthuis verblijven, en die van den onderstand verleend aan kinderen beneden 16 jaar welke vader- en moederloos of vaderloos zijn *ofwel door hunne ouders verla-*

(1) Arrêté royal du 25 mai 1912.

(1) Koninklijk besluit van 25 Mei 1912

aux infirmes et aux incurables incapables de travailler et aux vieillards de plus de 70 ans sont remboursés à la commune, etc.

L'article 16 de la loi du 27 novembre 1891 est complété ainsi :

La Députation permanente contrôle l'état mental de l'aliéné et son état d'indigence.

Dispositions transitoires.

ART. 87.

Les administrations des Hospices civils et des Bureaux de Bienfaisance sont remplacées par les Commissions d'assistance publique dans toutes les communes endéans les six mois de la promulgation de la présente loi et conformément à ses dispositions.

ART. 88.

Les premières nominations sont faites par le conseil communal sur une double liste de candidats formée par le Collège des Bourgmestres et Echevins. Le Conseil communal aura en outre le droit de nommer des membres des Commissions des Hospices civils et des Bureaux de Bienfaisance en fonctions.

Chaque Commission ainsi formée procédera sans retard après son installation à la nomination d'un président, d'un secrétaire et d'un receveur. Néanmoins la nomination du président des Commissions intercommunales, en tout cas, est faite par le Roi.

Les renouvellements se font ensuite de la manière suivante : les premières sorties, dans les proportions détermi-

ten zijn, die van den onderstand verlernd aan gebrekkelijken en aan ongenesbaren onbekwaam om te arbeiden, alsmede aan ouderlingen van meer dan 70 jaar worden terugbetaald aan de gemeente, enz.

Artikel 16 der wet van 27 November 1891 wordt aangevuld als volgt :

De Bestendige Deputatie vergewist zich van den geestestoestand des krankzinnigen en van zijnen staat van behoefte.

Overgangsmaatregelen.

ART. 87.

In al de gemeenten worden, binnen zes maanden na de afkondiging van deze wet en overeenkomstig hare bepalingen, de besturen der Burgerlijke Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid door de Commissiën van openbaren onderstand vervangen.

ART. 88.

De eerste benoemingen worden door den Gemeenteraad gedaan uit eene dubbele lijst van candidaten, door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt. De gemeenteraad heeft daarenboven het recht, in functie zijnde leden van de Commissiën der Burgerlijke Godshuizen en van de Bureelen van Weldadigheid te benoemen.

Iedere aldus gevormde Commissie benoemt onverwijld na hare aanstelling eenen voorzitter, eenen secretaris en eenen ontvanger. Echter wordt de voorzitter der Intercommunale Commissie, in elk geval, door den Koning benoemd.

Daarna geschieden de vernieuwingen op de volgende wijze : de eerste uittredingen hebben, in de bij deze wet

nées par la présente loi, ont lieu dans le courant du mois de janvier qui suit la deuxième année de l'installation, d'après un tirage au sort qui se fait dans une séance extraordinaire fixée à cette fin dans le courant du mois d'octobre précédent. Des expéditions du procès-verbal sont adressées aux Administrations communales et à la Députation permanente.

Les sorties ultérieures ont ensuite lieu aux époques et de la manière déterminée par la présente loi.

ART. 89.

La remise des biens et des archives des Hospices civils et des Bureaux de Bienfaisance aux Commissions d'assistance publique est réglée par arrêté royal en exécution de la présente loi.

ART. 90.

Les secrétaires et les receveurs des Hospices civils et des Bureaux de Bienfaisance qui ne pourraient être maintenus dans leurs fonctions, auront droit à un traitement de disponibilité.

bepaalde verhoudingen, plaats in de maand Januari na het tweede jaar der aanstelling, volgens eene loting die geschiedt in eene buitengewone vergadering welke te dien einde in den loop der vorige maand October wordt vastgesteld. Afschriften van het proces-verbaal worden aan de Gemeentebesturen en aan de Bestendige Deputatie overgemaakt.

De latere uittredingen geschieden vervolgens op de tijdstippen en op de wijze bepaald bij deze wet.

ART. 89.

De overgave van de goederen en van het archief der Burgerlijke Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid aan de Commissiën van openbaren onderstand wordt geregeld bij koninklijk besluit ter uitvoering van deze wet.

ART. 90.

De secretarissen en de ontvangers der Burgerlijke Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid, die in hun ambt niet kunnen behouden worden, hebben recht op wachtgeld.

AMÉDÉE VISART.

JUL. LIEBAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 FEBRUARI 1919.

Wetsvoorstel

tot hervorming van de openbare weldadigheid.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Aan de Koninklijke Commissie voor de Weldadigheid, bij koninklijk besluit van 3 April 1895 ingesteld ten gevolge van eene vraag om uitlegging van den heer Liebaert in de Kamer, was een zeer uitgebreide taak opgedragen. De redenen, opgegeven door den heer Liebaert, en de overwegingen van den heer Begerem, Minister van Justitie, laten dienaangaande niet den minsten twijfel. « De heer Liebaert », zegde de Minister, « heeft zijn ver- » trouwen in de verzekering uitgedrukt en gevraagd of de tijd niet was » gekomen om onze zoo verouderde weldadigheidswet te vervangen door » een nieuw stelsel, dat eene plaats zou verleen en aan de voorbehoedende » liefdadigheid in een gebied waar alleen de heelende liefdadigheid toegang » heeft. Op gematigde wijze toegepast, is deze gedachte rijk aan beloften » voor de toekomst en, wat mij aangaat, aarzel ik niet mij er mede te » vereenigen in den vorm zooals ik zooeven heb aangeduid ». In het verslag tot rechtvaardiging van de instelling der Commissie drukte de Minister zijne gedachten nog duidelijker uit. « Zonder in iets de waarde te willen » verminderen », zegde hij, « van de diensten door de Openbare Inrichtingen » van Weldadigheid tot nog toe bewezen, moet men erkennen dat hunne » arbeidssfeer binnen al te nauwe grenzen beperkt is. De Weldadigheid » kan de ellende verzachten, zij is thans onmachtig om haar te voorkomen » en het is niet zonder reden dat men haar aanwrijft het pauperisme in stand » te houden en te bestendigen in stede van het te helpen uitroeden. Nu » de maatschappij, onder den invloed der gedachten zoowel als onder » den drang van de economische verhoudingen, zich hervormt, schijnt zij » in de plaats van het wettelijke begrip der openbare weldadigheid een

» geheel van opvattingen te plaatsen die er buiten zijn gesloten, hoewel zij
 » daaraan door gewisse en talrijke banden zijn gehecht. De volksspaarkassen,
 » de mutualiteit, de arbeidersverzekering zijn zooveel nieuwe bestanddeelen
 » die, omdat zij later ontstonden, aan de huidige wetgeving niet bekend
 » zijn en in dit opzicht de aandacht van de openbare besturen verdienen ».

Onder den invloed van deze gevoelens en van deze overtuiging, heeft de Minister het besluit tot instelling der Weldadigheidscommissie aan de goedkeuring des Konings onderworpen. Aan deze Commissie werd dus eene uiterst ruime taak opgedragen, welke niet alleen de hervorming en de inrichting van de Openbare Weldadigheid begrijpt, maar ook het onderzoek en de studie van al de punten die in verband staan met de voorzorg, de arbeidersvereenigingen, lijfrentekassen, kortom, met al wat men « sociale verzekering » heeft geheeten.

Dit programma was te uitgebreid en daardoor kreeg de werking van de Commissie een minder bepaald en minder practisch karakter. Hare beraadslagingen beoogden niet meer alleen de eigenlijk gezegde Weldadigheid, den Onderstand van de behoeftigen en de ongelukkigen; zij omvatten al de vraagstukken, door de verbetering van de huidige levensvoorwaarde der arbeidersklas opgeworpen.

Hoewel de Commissie, zonder aarzelen, den haar aangewezen weg was opgegaan en eene onder commissie, die zich uitsluitend met de voorzorg had bezig te houden, reeds eene groote werkzaamheid had ontwikkeld en op grondige wijze de sociale verzekeringen was gaan bestudeeren, bemerkten verscheidene leden der Commissie en de Minister zelf dat het aangenomen plan niet kon verwezenlijkt worden en niet strookte met de wezenlijke inzichten van de Regeering en van de Wetgevende Kamers. Tegenover den twijfel, die te dien opzichte ontstond, vroeg het Bureau der Commissie uitdrukkelijke bevelen aan den Minister van Justitie. Deze antwoordde in de volgende bewoordingen :

« Brussel, 5 December 1896.

» Mijnheer de Voorzitter,

» Het heeft u behaagd aan mijn oordeel te onderwerpen de meenings-
 » verschillen welke zich hebben voorgedaan in de Commissie ingesteld
 » voor het onderzoek en de studie van de vraagpunten betreffende de
 » herinrichting der Openbare Weldadigheid, zoowel wat betreft den voor-
 » rang die moet worden gegeven aan de punten die tot het gebied der
 » heelende liefdadigheid of tot dat der voorbehoedende liefdadigheid
 » behooren, als wat betreft de bevoegdheid zelve der Commissie. In het
 » Verslag aan den Koning, dat aan het besluit tot instelling der Commissie
 » voorafging, vinden eenige leden aanleiding om te beweren dat deze vooral
 » voor taak heeft, vóór alle andere punten, die te bestudeeren, welke in
 » verband staan met de voorzorg, de arbeidersvereenigingen, de lijfrente-
 » kassen, enz., en zij aanzien de herinrichting der Weldadigheid als eene
 » bijzaak. Anderen, daarentegen, oordeelen dat de Commissie slechts

» bevoegd is om de middelen tot herinrichting der Openbare Weldadigheid
 » te onderzoeken en te bestudeeren. Anderen, eindelijk, zonder te willen
 » ontkennen dat tusschen de Voorzorg en den Onderstand een nieuw verband
 » bestaat, zijn van gevoelen dat de Commissie zich hoofdzakelijk zou moeten
 » toelekken op het onderzoek en de studie van de hervorming der wetgeving
 » op de openbare liefdadigheid, mits zij tevens nagaat op welke wijze de
 » Onderstand tot de Voorzorg zou kunnen en moeten bijdragen, doch zonder
 » dat zij zelve de inrichting daarvan op zich neemt. Ik vereenig mij, Mijn-
 » heer de Voorzitter, met dezé laatste zienswijze. Op een zoo uitgebreid
 » gebied als dat der Openbare Weldadigheid, dacht ik er niet aan, de
 » bevoegdheid der Weldadigheidscommissie binnen te juist afgebakende
 » en bepaalde grenzen te beperken; doch, indien de inrichting van de Voor-
 » zorg, gewis in de hoogste mate, de Openbare Weldadigheid aanbelangt,
 » volgt daar uit niet, dat de Commissie zich moet bezighouden met de
 » grondige studie van de quæstiën betreffende de sociale verzekeringen.
 » Deze studie werd reeds op eene bijzondere wijze aan andere commissiën
 » opgedragen en zij behoort inzonderheid tot de bevoegdheid van andere
 » ministerieele departementen.

» Ik denk dus, Mijnheer de Voorzitter, dat de Commissie zich eerst en
 » vooral heeft bezig te houden met de studie der vraagstukken die de
 » eigenlijk gezegde Weldadigheid betreffen. In den huidige stand der
 » zaken schijnt mij dit middel de meeste waarborgen op te leveren om
 » nuttigen arbeid te verrichten en om, binnen een niet al te ver verwijderd
 » tijdstip, tot practische uitkomsten te geraken.

» *De Minister van Justitie,*

» **BEGEREM.** »

Door deze beslissing werd de bevoegdheid van de Commissie van Weldadigheid voorgoed vastgesteld en afgebakend, en het karakter en doel van hare onderzoekingen en besprekingen juist omschreven. Weliswaar schijnt, door den brief van den Minister, evenals door het koninklijk besluit tot instelling der Commissie, de herinrichting van de *Openbare* Weldadigheid als het voornaamste en eigenlijke onderwerp harer werkzaamheden te zijn bedoeld, maar de belangrijke plaats, die de onmisbare deelneming der *private* weldadigheid in de besprekingen en beslissingen der Commissie heeft ingenomen, heeft zich om zoo te zeggen opgedrongen en van de zijde der Regeering geene enkele tegenwerping ontmoet. De hulp en de medewerking van allerlei liefdadige instellingen, daargelaten zelfs diegene welke, als sommige genootschappen tot ziekenverpleging en sommige stichtingen, reeds rechtspersoonlijkheid bezitten, hebben eene zoodanige uitbreiding genomen en bewijzen zoo groote diensten, dat het een hoofdzakelijk sociaal belang is dat ze wettelijk en geregeld kunnen bestaan. Uit de onderrichtingen van de Regeering bleek ook duidelijk dat de Commissie gemachtigd was en zou aangezocht worden om de mogelijke uitbreiding van de taak der

openbare weldadigheid te onderzoeken in den zin van de Voorzorg en de Voorbehoedende Weldadigheid.

Alleenlijk was haar de raad gegeven, in haar programma niet de eigenlijk gezegde arbeidswetgeving en de sociale verzekeringen op te nemen, welke — zooals de Minister zegde — het onderwerp van studiën en voorstellen vanwege andere ministerieele departementen moesten uitmaken.

De Weldadigheidscommissie werd op 1 Mei 1898 door den Minister van Justitie plechtig aangesteld en bracht hare werkzaamheden ten einde op 4 April 1900. De processen-verbaal van de drie-en-zestig algemeene vergaderingen door haar gehouden, de talrijke daaraan gehechte verslagen en bescheiden, het algemeen verslag door haren uitmuntenden secretaris, den heer C. Van Overbergh, opgemaakt, en, ten slotte, de gezamenlijke door haar opgemaakte voorstellen en besluiten, zijn de uitslag van eene werkzaamheid en van eene volharding waaraan de heer Van den Heuvel, Minister van Justitie in 1900, plechtig hulde heeft gebracht.

De Commissie, althans, was op de hoogte geweest van de haar opgedragen taak. Nooit werden de talrijke vraagpunten betreffende de inrichting der Weldadigheid op eene meer volledige en meer actueele wijze bestudeerd en toegelicht.

Sinds de Koninklijke Commissie voor de Weldadigheid aan de Regeering de door haar aangenomen besluiten en het wezenlijk wetsontwêrp, door haar opgemaakt, heeft onderworpen, zijn zestien jaren verlopen. Het behoort mij niet de beweegredenen te beoordeelen, die de Regeering belet hebben dit groote, door haar zelf ingegeven werk wezenlijk te voltrekken en eindelijk aan de Wetgevende Kamers de hervorming van de Weldadigheid voor te stellen, welke geëischt werd door al degenen die de gebreken van hare inrichting in België en de gedane vorderingen in den vreemde bespeuren. Ongetwijfeld hebben groote politieke en sociale vraagstukken den voorrang moeten innemen, en nu laten vreeselijke gebeurtenissen ons slechts toe te hopen dat wij eerlang, dank zij de nationale onafhankelijkheid en den vrede, de verbeteringen en de vorderingen, waarnaar België meer dan ooit verlangt, zullen kunnen verwezenlijken. Overtuigd zijnde dat het uur zal slaan, waarop wij met een nieuw vertrouwen en eene nieuwe wilskracht dit zoo groote en zoo schoone werk zullen hernemen, ondanks de smarten van het huidige oogenblik, ondanks den ouderdom die mij alle verwijderde vooruitzichten ontzegt, durf ik het bestaan, de werken van de Commissie, waartoe ik de eer had te behooren, te benuttigen om een ontwerp op te maken en aan te bieden tot herinrichting van de Openbare Weldadigheid waarvoor ik op eenige bijzondere bevoegheid en op een weinig eigen ervaring kan bogen.

Om verscheidene redenen heb ik, in dit ontwerp, de inrichting en de regeling van de private weldadigheid niet begrepen.

Ik denk dat, wanneer de tijd zal aangebroken zijn, iedereen zal inzien dat in België, zooals in Holland, in Duitschland, in Engeland, in Amerika, het belang van de behoeftigen en van de ongelukkigen vóór alles moet gaan, en dat men aan de groote werken der vrije en private liefda-

digheid meer hechtheid en meer zekerheid, meer leven en ontwikkeling moet geven om de werking der Openbare Weldadigheid, die er insgelijks noodig is, aan te vullen en te volledigen. Voorzeker moet de wettelijke regeling, die aan de private weldadigheid wordt verleend, met zulke voorwaarden en waarborgen worden omringd als noodig zijn om de misbruiken te voorkomen en het algemeen belang te vrijwaren; doch het is even stellig dat het onredelijk, onmenschelijk en in alle opzichten betreutenswaardig is, in zake liefdadigheid de meest edelmoedige en de meest nuttige werken te verbieden of te verlammen. De openbare instellingen zelve hebben het allergrootste belang bij dezen wedijver en bij deze samenwerking zonder welke zij aan hunne verplichtingen niet kunnen voldoen. Eenparig hebben de leden van de Commissie erkend welke belangrijke taak thans aan de private liefdadigheid beschoren is. Slechts deden zich verschillen van meening voor ten opzichte van de voorwaarden waaraan het verleen van rechtspersoonlijkheid moet onderworpen zijn. Nu de Commissie de meest volledige inlichtingen, met de verschenen documenten en de groote parlementaire besprekingen, onder de oogen had, onderzocht zij zeer grondig het vraagstuk van de herinrichting der private weldadigheid en na lange beraadslagingen werd door haar eene reeks beslissingen aangenomen, die het wettelijk stelsel, dat men er aan zou moeten verleen, regelde.

Dit voorstel verdient voorzeker de volle aandacht der openbare machten en zal in de toekomst uitstekende elementen leveren voor de onpartijdige en wijze oplossing van een groot sociaal vraagstuk.

Ik denk nochtans niet de inrichting der vrije en private weldadigheid te moeten begrijpen in het wetsvoorstel dat ik de eer heb over te leggen. Ernstige besprekingen en talrijke tegenstrijdigheden zullen de verwezenlijking nog voorafgaan van de wenschen dergenen die weten welke diensten de ondernemingsgeest en de toewijding der vrije instellingen kunnen bewijzen, en hoe zij de openbare lasten kunnen verlichten. Om tot die verwezenlijking te komen, wanneer zij geëischt wordt door de instellingen die het genot der rechtspersoonlijkheid moeten bezitten, is er een zeker akkoord in de openbare meening noodig en een algemeene geest van verdraagzaamheid en edelmoedigheid die de sociale noodwendigheid boven de vooroordeelen en de politieke driften plaatst. Beter dan een eenvoudig afgevaardigde, kan de Regearing oordeelen en beslissen wanneer en in welke mate een belangrijk initiatief in dit soort van zaken kan genomen worden. Zij zal overigens in de besprekingen en beslissingen van de Commissie van Weldadigheid een ontwerp van regeling der private liefdadigheid vinden, waaraan, met een ruim inzicht, zeer bevoegde mannen, die volstrekt niet dezelfde politieke meening deelden, hebben saangewerkt.

Bij de hervorming der Openbare Weldadigheid staat men niet voor dezelfde moeilijkheden. De noodzakelijkheid harer herinrichting is zoo dringend geworden, dat bijna al de besturen die eischen. Waarschijnlijk kan zij zonder uitstel of tegenstand voltrokken worden. De openbare meening is er geheel op voorbereid. Daarvoor heb ik beproefd een wetsontwerp op

te maken, waarvan de werken, de besprekingen en de beslissingen der Commissie van Weldadigheid de sterke en onbetwispbare grondslag zullen zijn, mij voorbehoudend nochtans er eenige persoonlijke opvattingen en eenige schikkingen, waarvan het nut sedert enkelen tijd gebleken is, bij te voegen.

*
* * *

Een der eerste en bijzonderste vraagstukken, die zich ten aanzien der hervorming van de Weldadigheid voordoen, is het volgende : moet de dienst van de Openbare Weldadigheid toevertrouwd worden aan een enkel korps, te gelijker tijd belast met den dienst der ziekenverpleging en de hulpverleening aan huis ?

De quæstie, sedert lang reeds opgeworpen, werd reeds in bevestigenden zin opgelost in het wel gekend ontwerp dat de heer Faider, Minister van Justitie, in 1834 bij de Kamers had ingediend. Maar hij had alsdan eenvoudig de vereeniging der besturen voorgesteld, zooals zij reeds lang op eene uitzonderlijke wijze bestaat te Brussel en te Leuven, met het behoud, evenwel, van het min of meer theoretisch onderscheid tusschen vermogen, begroting en bevoegdheden. De Commissie van Weldadigheid was van meening dat de opwerpingen, eertijds tegen de eenmaking der besturen aangevoerd, niet afdoende waren. Met eenparige stemmen heeft zij de volledige samensmelling goedgekeurd van de Godshuizen en de Weldadigheidsbureelen, vervangen door eene enkele Commissie van Openbaren Onderstand.

Het geldt eene belangrijke hervorming, die tegen algemeen aangenomen meeningen indruischt, ofschoon de centralisatie der weldadigheidsbesturen reeds vele voorstanders telt onder de personen die van dichtbij het bestaande dualisme gekend hebben.

De wetten van 16 Vendemiaire en van 7 Frimaire Jaar V, waarbij de Weldadigheidsbureelen werden ingesteld, zijn inderdaad beknopte decreten door het Directoire uitgevaardigd, toen in de noodwendigheden van den openbaren onderstand, door de revolutionnaire maatregelen heelemaal ontredderd, dringend moest worden voorzien. Men weet dat de wet van 7 Frimaire Jaar V, zoo belangrijk in deze zaak, blijkt in zekeren zin geïmproviseerd te zijn geweest om het gebruik te regelen van den deciem per frank die gedurende zes maanden moest geheven worden boven den prijs der toegangskaarten van al de openbare schouwburgen. Zoo werden de Weldadigheidsbureelen als bij toeval gesticht, en de wet van 16 Vendemiaire Jaar V, die de Burgerlijke Godshuizen instelde, heeft evenmin het karakter van een overdacht en voorbereid wetgevend werk.

Deze schikkingen, voortgesproten uit de noodwendigheden van het oogenblik, zijn nochtans geworden en tot op heden gebleven de organieke wetten van de administratieve weldadigheid, min of meer gewijzigd en aangevuld door bijzondere wetten. Ondanks haren oorsprong en haar gebrekkig karakter bezaten deze wetten zekere kracht en duurzaamheid. Politieke wijsheid en practische zin waren bij de afkondiging niet volstrekt buiten-

gesloten. De herstelling van het vermogen der behoeftigen en de armenbedeeling per gemeente waren maatregelen door het openbaar belang en de menschheid geëischt. Al de oude liefdadigheidsinstellingen waren van alles beroofd en afgeschaft. De genationaliseerde weldadigheid, plechtig uitgeroepen, was een lokaas en eene onmogelijkheid trots de veelvuldige verbeurdverklaringen en de uitdrukkelijkste wetten. Men moest te allen prijze en onverwijld den dienst van den openbaren onderstand herinrichten. Anderzijds hadden de wetten van het jaar V, door de oprichting der weldadigheidsbureelen en Burgerlijke Godshuizen met hun plaatselijk en municipaal karakter, iets uit de overleveringen van het verleden overgenomen en de nieuwe instellingen met de reeds zoolang bestaande verbonden. Inderdaad, zeer zelden is een administratief of politiek werk bij zijn ontstaan levensvatbaar wanneer het niets aan de ondervinding en aan de vroegere feiten ontleent. Onze voorouders kenden geene Weldadigheidsbureelen, maar zij hadden overal Armentafels, Tafels van den Heiligen Geest, liefdadigheidsinstellingen, meestal ontstaan in de schaduw der kerken, die reeds een half burgerlijk karakter hadden aangenomen en vaak het onderwerp waren geweest van plaatselijke regelingen en vorstelijke edicten (1). De vroegere liefdadigheidstafels kregen dikwijls opdracht, al de armen van eene parochie of van eene stad of gemeente ter hulp te komen: Zij beantwoordden aan eene publieke en algemeene noodwendigheid. Zelfs daar waar geene, door den Souverein erkende, bijzondere instelling bestond, werd de Arme van rechtswege geacht een rechtspersoon te zijn, die giften en legaten mocht aanvaarden en eene voorgeschreven vorm aannam zoodra hij een vermogen bezat. In tegenstelling met de andere lieden van de doode hand, had de gemeenschap der armen geene keurbrieven noodig voor haar ontstaan of om de giften te kunnen ontvangen, die haar werden gedaan (2).

Deze parochiale of plaatselijke armentafels konden niet alle armen ter hulp komen, daar er velen zijn voor wie geld en voedsel niet voldoende zijn, maar die een schuiloord, verzorging of doktersbijstand noodig hebben. Onder de behoeftigen, en zelfs buiten deze, zullen er altijd zieken, gewonden, weezen bestaan die moeten opgenomen worden en stoffelijk en zedelijk op bestendige wijze bijgestaan, gedurende een langen tijd of zelfs tot aan hun dood. De christelijke liefdadigheid heeft dus eertijds bijna overal gasthuizen, toevluchtsoorden en weezenhuizen moeten oprichten, en aldra hebben de openbare macht en de geestelijke overheid het bestaan daarvan erkend en het bestuur dezer noodzakelijke instellingen geregeld. In tegenstelling met de armentafels, hebben deze godshuizen dikwijls een bijzonder en wel bepaald karakter. Zij zijn bestemd voor zekere klassen van ongelukkigen en werden gesticht door weldoeners, wier bedoeling was eene ellende of een lijden te verzachten waardoor zij bijzonder waren getroffen geworden.

(1) Decreet van Maria Theresia van 15 September 1751.

(2) Zie DENISART, « Collection de décisions nouvelles », artikel *Pauvres*, deel III, bladz. 627. Zie eveneens VAN ESPEN.

Het moest aldaar blijken dat al die diensten van onderstand te zamen weldra onmisbaar zouden zijn. In vele steden werd het een *algemeen hospitaal* of eene andere half municipale instelling, zooals de armentafels, in zekeren zin reeds met den vorm onzer huidige burgerlijke godshuizen.

Ongetwijfeld zijn eenzijdig de armentafels, die de gewone behoeftigen ter hul'p komen, en anderzijds de vroegere godshuizen, met hunne dotatiën en bijzondere besturen, de kiem en het voorbeeld geweest der tegenwoordige Weldadigheidsbureelen en Godshuizen, waaraan de nieuwe opvattingen en wetten op veel meer kenmerkende wijze den vorm en het karakter van burgerlijke en municipale besturen hebben gegeven.

Hadden deze herinneringen en deze overleveringen niet bestaan, dan zou de moderne wetgever er waarschijnlijk niet aan gedacht hebben een dubbel dienst van openbaren onderstand te stichten en naast elkander twee instellingen te plaatsen waarvan het doel en de bevoegheden vaak ineensloopen, zoodanig dat het onderscheid en de afbakening slechts op willekeurige en fictieve wijze kan geschieden.

Het huidige stelsel van den openbaren onderstand bestaat nauwelijks sedert eene eeuw in België. De macht van de gewoonte, ik durf niet te zeggen « de slenter », is zoo groot en zoo vele lieden zijn geneigd iets wat lang geduurd heeft als onschendbaar en heilig te beschouwen, dat het roekeloos kan schijnen, aan het werk onzer voorgangers te raken. Nochtans is het onbetwistbaar dat onze wetgeving in zake weldadigheid, die steeds gebrekkig en onsamenhangend was, hoe langer hoe meer onvereinbaar is met ons bestuursstelsel in het algemeen en met onze huidige behoeften.

De vereeniging van de Bureelen van Weldadigheid en van de Burgerlijke Godshuizen kan opgevat worden onder tweeërlei vorm. Men kan algemeen maken hetgeen te Brussel en te Leuven gedaan werd krachtens een besluit van den prefect der Dijle in dato van 22 Pluviôse jaar XI. In deze twee steden worden de Burgerlijke Godshuizen en de Bureelen van Weldadigheid beheerd door eene en dezelfde commissie, doch er bestaat geen de minste samensmelting van goederen. De twee besturen hebben afzonderlijke begrootingen en rekeningen en het is het eene niet toegelaten, het te kort aan inkomsten van het andere aan te vullen. Niettegenstaande dit enigszins fictief voorbehoud, wordt niet betwist dat de uitzondering, voor Brussel en Leuven toegestaan, voortreffelijke uitslagen heeft opgeleverd met het oog op den samenhang en de eenheid van den dienst. Deze twee steden wachten zich wel te vragen tot het gemeene recht terug te keeren.

Er kan ook sprake zijn van eene volledige en wezenlijke samensmelting en eenmaking van de twee takken van den openbaren onderstand.

In 1854 had een voornaam man, de heer Fander, Minister van Justitie, een wetsontwerp opgemaakt en overgelegd, waarbij het uitzonderlijk stelsel van Brussel en Leuven tot al de gemeenten werd uitgebreid en tevens de schikkingen betreffende de Openbare Weldadigheid herzien en geordend werden. In de memorie van toelichting van dit ontwerp van wet verklaarde de Reggering dat zij niet een nieuw stelsel invoeren, doch enkel het

bestaande verbeteren wilde. Zij wilde het beginsel van den onderstand per gemeente en het streng onderscheid tusschen den onderstand ten huize en den gods- en gasthuisdienst behouden. Luidens deze memorie, had men ten doel de goede samenstelling van de Bestuurscommissiën te vergemakkelijken, een beter bestuur te bekomen, meer eenheid in de bedeeing van den onderstand te brengen en moeilijkheden en geschillen te vermijden.

De Regeering wilde de bijzondere bestemming der goederen en die van de inkomsten der Godshuizen en Bureelen van Weldadigheid voor bepaalde klassen van behoeftigen eerbiedigen. Nochtans gaf zij, tot staving van deze volstrekte en strenge zienswijze, slechts de tamelijk weinig overtuigende beweegredenen op van de dikwijls aangehaalde beraadslaging van het centraal bestuur van het departement Sambre-en-Maas, die op bevel van het Directorium werd afgekondigd om de samensmelting van de Burgerlijke Godshuizen en de Weldadigheidsbureelen te verbieden. Eenige uittreksels uit de memorie van toelichting lieten toe te onderstellen, dat de Minister niet meer heeft durven voorstellen dan de eenvoudige bestuursvereeniging, omdat de volledige eenmaking te dien tijde te veel tegenkantsing zou hebben ontmoet. Het wetsonwerp van den heer Faidier werd den 20^{en} Januari 1856 ingetrokken zonder behandeld te zijn geweest. Verslag was er over uitgebracht door den heer Tesch, uit naam der middenafdeeling, die het ontwerp mits lichte wijzigingen had aangenomen.

Tot nog toe is de quæstie zonder oplossing gebleven. Wij dienen het vraagstuk in zijnen vollen omvang te behandelen en de beste oplossing te betrachten, alleen het belang der behoeftigen en dat der gemeenten voor oogen hebbend, doch mits eerbiediging van de verworven rechten en de door de wet bepaalde bestemmingen van goederen. Buiten dit noodzakelijk voorbehoud, hebben wij ons enkel te bekreunen om de verbetering van het stelsel van den openbaren onderstand.

Het is nuttig de ernstige en talrijke bezwaren, die uit de tweevoudige werking van het huidige stelsel voortspruiten, op te sommen en in het licht te stellen :

1^o Het onderscheid tusschen onderstand in gods- en gasthuizen en onderstand ten huize, dat op 't eerste gezicht eenvoudig en klaar schijnt, is onzeker en willekeurig in de practijk. Welke reden kan men, in 't opzicht der grondbeginselen, inroepen om ten laste van een Weldadigheidsbureel, dat over de noodige geldmiddelen niet beschikt en toelagen aan de gemeente moet vragen, te leggen de ouderlingen, de weezen, de gebrekkelijken en de zieken die in een godshuis of in een gasthuis niet worden opgenomen, die dikwijls er niet moeten geplaatst of er niet kunnen geplaatst worden zonder de lasten van den openbaren onderstand te verzwaren?

Eene Commissie der Burgerlijke Godshuizen is bepaald vrij hare verplichtingen en hare uitgaven te beperken of uit te breiden door talrijke behoeftigen, die tot deze klassen behooren, toe te laten of af te wijzen. Daar feitelijk een bestuur niet graag eenen last op zich neemt, dien het afwijzen kan, en eenen zuiveren en gemakkelijken geldelijken toestand verkiest te

behouden, zien wij in sommige gemeentenrijke en rijkelijk begiftigde Godshuizen kapitalen samenhoopen of niet verplichte uitgaven doen, terwijl nevens hen het Bureel van Weldadigheid de noodige geldmiddelen mist en ieder jaar aanvullende toelagen van den gemeenteraad moet zoeken los te maken. In andere gemeenten, waar een soortgelijke toestand heerscht, komt hetzelfde misbruik niet voor, omdat Commissiën, die goeden wil aan den dag leggen en verstandig zijn, door min of meer wettelijke middelen de ouderlingen, de weezen en de gebrekkelijken, die in de gods- en gasthuizen niet meer worden opgenomen, gedeeltelijk ten hunnen laste nemen. Dit is een zeer wijze maatregel, want eene te gemakkelijke toelating in gast- of godshuizen brengt verpletterende lasten mede en wordt meestal door het wezenlijk belang der behoeftigen niet vereischt.

2^o Het gebrek aan eenheid en overleg in den verleenden onderstand is eene zeer jammerlijke leemte in het huidig stelsel. De Commissiën der Burgerlijke Godshuizen en de Bureelen van Weldadigheid kennen elkander niet. Feitelijk ondersteunen zij meestal dezelfde lieden of ten minste dezelfde gezinnen, doch hunne afzonderlijke tuschenkomst kan niet met gelijke aanhoudendheid en samenwerking worden geleid. Onderstand, met oordeel en soms op breede schaal verleend en verstrekt, zou dikwijls voor gevolg hebben lateren verplegingsonderstand te verminderen of nutteloos te maken. Er zouden minder zieken, gebrekkelijken, verlaten kinderen en hulplooze onderlingen zijn, zoo men met verstand en overleg onderstand had verleend op een dier kritieke oogenblikken, die elk gezin der werkende klasse kan te doorworstelen hebben. De gezinnen, die reddeloos tot de uiterste ellende, tot gewone bedelarij en tot landlooperij zijn vervallen, bereiden de Godshuizen eene jammerlijke reeks klanten voor; konden de Godshuizen zulks voorkomen, zij zouden het voorzeker doen.

3^o De scheiding van Godshuizen en Bureelen van Weldadigheid is eene bron van moeilijkheden en geschillen. Er ontstaan betwistingen betreffende schenkingen van twijfelachtigen aard en de Minister van Justitie moet het spitsvondigste onderscheid maken om de bestemming er van te regelen. De inrichtingen willen hare zelfstandigheid en haar eigenbelang vrijwaren: zij zijn het lang niet altijd eens en schuiven de lasten en verplichtingen op elkanders rug. Daar de wetgeving gebrekkig en verward is, zijn de gemeenteraden en de hogere overheden zelf verplicht de geschillen willekeurig te beslechten. In de meeste gevallen weten de behoeftigen niet tot wie zich te wenden; zij worden van het eene bestuur naar het andere gestuurd en na vele stappen en tijdverlies worden zij niet of wel te laat ondersteund.

4^o Het gelijktijdig bestaan van twee weldadigheidsgestichten in eene zelfde gemeente geeft aanleiding tot vele nuttelooze uitgaven, als daar zijn algemeene kosten, besturen, inrichtingen, toezicht op goederen, inrichting van den geneeskundigen dienst, enz. Een deel dier nuttelooze uitgaven blijft bestaan, zelfs met eenen gemeenschappelijken ontvanger of secretaris.

5^o De Bureelen van Weldadigheid, welker inkomsten doorgaans merke-

lijk beneden die der Godshuizen in dezelfde gemeenten zijn, hebben ruimere en stiptere verplichtingen.

Krachtens talrijke schikkingen en beslissingen wordt het aangenomen dat de dienst van den onderstand ten huize al de middelen omvat om de behoeftigen bij te staan, behoudens den eigenlijk gezegden verplegingsdienst. Zij hebben te zorgen voor de verbetering en de gezondmaking der woningen, de inrichting van werkhuizen van liefdadigheid en beroepsopleiding, de ondersteuning van de voorzorgskassen, enz. Men heeft dus, op willekeurige en weinig redelijke wijze, aan den onderstand ten huize de meest uitgebreide beteekenis en aan de verplegingsdiensten de meest beperkte beteekenis gegeven.

6° Onze huidige wetgeving levert eene groote leemte op. De Godshuizen bestaan slechts in de steden en in eenige landelijke gemeenten (1). Er zijn er betrekkelijk weinig in de Waalsche provinciën. De Bureelen van Weldadigheid bezitten niet de minste bevoegdheid in zake verplegingsdienst: hieruit volgt dat deze dienst, in rechten en ongelukkiglijk ook in feite, in de meeste gemeenten niet bestaat. Weliswaar was de wet van 27 November 1891 op den kosteloozen geneeskundigen onderstand eene poging om dezen misselijken toestand te verhelpen, doch tot nog toe schijnt zij schier niet te zijn toegepast geweest. De memorie van toelichting van deze wet verklaart overigens dat zij geenszins aan de inrichting der weldadigheidsinstellingen raakt, alhoewel zij al de gemeenten, die geene overeenkomst aangingen met het bestuur der godshuizen van eene of meerdere gemeenten van het Rijk, verplichtte den verplegingsdienst in te voeren in hare eigene weldadigheidsinrichtingen. De wet zegt niet of men door de woorden « hare eigen inrichtingen » hoeft te verstaan de Bureelen van Weldadigheid met meer uitgebreide bevoegdheden of nog op te richten Burgerlijke Godshuizen met afzonderlijke besturen.

De kosten van dezen nieuw in te richten dienst legt zij geheel en al ten laste van de begrooting der gemeente, hetgeen nog eens onregelmatig is. Deze wet leverde geen uitslag op en de Regeering maakte geen gebruik van de haar toegekende macht om de gemeenten te verplichten ze toe te passen. Men moet er dus geen rekening mede houden en tot deze gevolgtrekking komen dat de openbare onderstand in alle gemeenten diende te begripen den dienst der ziekenverpleging die, evenals de dienst van den onderstand ten huize, overal noodig is. Hadden al de weldadigheidsbesturen dezelfde bevoegdheden, dan zou de verpleging der zieken, alsmede die der ouderlingen en der weezen stilaan kunnen verbeterd worden in meestal de gemeenten. Deze uitslag ware nog zekerder te bereiken, indien, zooals wij het hopen, het stelsel van de Intercommunale Commissiën van onderstand aangenomen werd. De wet van 1896 op den geneeskundi-

(1) Getal der Burgerlijke Godshuizen in de verschillende provinciën: Antwerpen 28; Brabant 40; West-Vlaanderen 71; Oost-Vlaanderen 86; Henegouw 44; Luik 40; Luxemburg 9; Limburg 8; Namen 9. Gezamenlijk getal in het Rijk 334.

gen onderstand en de wet van 6 Augustus 1897 op de intercommunale diensten voor ziekenverpleging zouden kunnen toegepast worden. Deze uitslag zal moeielijk bereikt worden, indien men zich erbij bepaalt de gemeenten te gelasten op eigen kosten in den verplegingsdienst te voorzien. Voor deze taak zijn zij niet geschikt. Dit middel, dat weinig strookte met de bestuurlijke beginselen, was geene oplossing, zooals de ondervinding het bewezen heeft.

7° In vele gemeenten en zelfs in tamelijk belangrijke steden valt het moeielijk, op behoorlijke wijze een bureel van weldadigheid en eene commissie der godshuizen samen te stellen. Het getal der lieden, die tegelijk en bekwaamheid en zelfopoffering en vrijen tijd hebben, is beperkt. Een enkel bestuur zou de best geschikte mannen vereenigen en meer diensten bewijzen dan twee commissiën, die verscheidene leden tellen, van wie men noch bevoegdheid, noch werkzaamheid kan verwachten. Deze moeielijkheid om goede weldadigheidsbesturen samen te stellen was eene der hoofdredenen van de herziening, door den heer Faider in 1854 voorgesteld.

8° Het is waarschijnlijk dat de vooruitgang der sociale wetenschappen hoe langs zoo meer zal doen aannemen als een onbetwistbaar beginsel, dat de rol van de Openbare Weldadigheid bestaat zoowel in het voorzien en voorkomen van de armoede en het pauperisme als in de rechtstreeksche verzachting er van. Het vraagstuk der werkmanswoningen, eene hoofdzaak, de bescherming en de opvoeding der stoffelijk en zedelijk verlaten kinderen, de bestraffing en de verbetering der bedelaars, ten slotte de invaliditeits- en ouderdomspensioenen eischen dringend de tusschenkomst en de bezorgdheid der besturen van weldadigheid. Hoe kan men hopen dat zij eenmaal hunne groote zending zullen vervullen en zelfs hunne latere lasten verminderen, wanneer hunne bevoegdheden en hunne plichten bij voortdurend geregeld en nauw beperkt blijven door gebrekkige en verouderde wetten, die niets gemeen hebben met onzen maatschappelijken toestand en onze huidige behoeften en een echte wanklank in onze vooruitstrevende wetgeving zijn?

Al de aangehaalde redenen schijnen klaar te bewijzen dat niet alleen de bestuurlijke vereeniging der Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid, zooals zij in 1854 werd ontworpen, maar hunne volledige eenmaking met samensmelting van vermogen, begrootingen en rekeningen, met eene zoo ruime vrijheid als mogelijk in de wijzen van den onderstand, zoo voor de behoeftigen als voor de gemeenten belangrijke voordeelen zou opleveren.

In de gemeenten, waar de twee inrichtingen tegenwoordig bestaan, zou de Openbare Weldadigheid haren werkkring met de meeste doelmatigheid en de minst mogelijke kosten kunnen uitoefenen. In de andere gemeenten zou de dienst der ziekenverpleging in beginsel en in rechten ingericht zijn, gelijk de gewone diensten, en zich kunnen uitbreiden, wanneer de omstandigheden het zouden toelaten.

Er blijft thans te onderzoeken in hoeverre dergelijke hervorming zou overeenstemmen met de verworven rechten en de bijzondere wilsbeschikkingen

die een gedeelte van het vermogen der tegenwoordige Godshuizen en Bureellen van Weldadigheid kunnen bezwaren, alsook met de behoeften van de openbare weldadigheid.

Vroeger werd beweerd dat men het onderscheid in de diensten behouden moest om de verschillende wijzen van onderstand te verzekeren, om aan elk hunner de geldmiddelen, die hem zijn toegekend, te behouden en den wil der stichters te eerbiedigen. Eerst en vooral is het zeker, gelijk ik het reeds aanmerken deed, dat de invoering van de eenige commissiën van openbaren onderstand, die gelijke bevoegdheden in alle gemeenten bezitten, vooreerst voor gevolg zou hebben de inrichting in beginsel en de mogelijke ontwikkeling van den dienst der gods- en gasthuizen in meer dan twee duizend gemeenten, waar hij tegenwoordig in het geheel niet bestaat. Deze wijze van onderstandsverleening, waarvan de noodzakelijkheid zich zoo levendig doet gevoelen, zou in alle geval minder verwaarloosd worden dan tot nog toe; de hoogere overheden, evenals de gemeenteraden, zouden het recht hebben, de besturen van liefdadigheid te verzoeken zich niet tevreden te stellen met eenigen onderstand ten huize uit te deelen, maar wel hunne gansche taak te vervullen.

De andere gemeenten zijn grootendeels steden. Men mag hoegenaamd niet onderstellen dat zij hare tegenwoordige verplegingsdiensten zouden afschaffen of aan hunne bestemming onttrekken. Vele onder haar, waaronder voorkomen Brussel, Antwerpen, Gent, Luik, Mechelen, Aalst, Sint-Niklaas, Lokeren, Rousse, Turnhout, Oostende, Rousselare, Verviers en Namen, verleen en thans aan hare godshuizen min of meer aanzienlijke toelagen en laten hun toe de verplegingsdiensten volmaakt in te richten.

Buiten de steden zijn er een zeker getal landelijke gemeenten die burgerlijke godshuizen bezitten, omdat er zich de eene of andere bijzonder begiftigde inrichting bevindt, schier altijd eene wettelijk gevestigde stichting, waaraan men niet mag raken en die noodzakelijkerwijze zal behouden blijven, zelfs wanneer haar bestuur met dat van het Weldadigheidsbureau samengesmolten wordt.

Kortom, het waar belang van de behoeftigen en ongelukkigen is, overal en te allen tijde, niet eene bepaalde soort van onderstand, maar den meest algemeenen, den meest gepast en den meest door hunne behoeften en hun lijden vereischten onderstand te vinden. Waarom zou men den verplegingsdienst en den geneeskundigen onderstand niet kunnen uitbreiden, wanneer eene besmettelijke ziekte of eene ramp ze noodzakelijk maakt; waarom den onderstand ten huize of andere wijzen van onderstand, die in een oogenblik van crisis, hongersnood of oorlog nog nuttiger zijn, niet kunnen vermeerderen? Sommige besturen van godshuizen, zoo zij het vermochten, zouden meer ouderlingen in familiën, meer verlaten kinderen en weezen op den buiten uithesteden. Zulks ware beter voor de behoeftigen en tevens beterkoop dan de buitensporige uitbreiding van toevluchtsoorden en weezenhuizen, die altijd geen goede uitslagen opleveren. De Openbare Weldadigheid moet de handen vrij hebben om doelmatig werk te verrichten

en ongetwijfeld is eene der redenen van hare tegenwoordige ontoereikendheid dat al hare handelingen en al hare uitgaven bij voorbaat vastgesteld en geregeld worden, terwijl de behoeften van de onvermogenen voortdurend veranderen. Laat ons niet vreezen ze van de strenge bureaucratische overleveringen te verlossen.

Moeten wij volstrekt de bestemming eerbiedigen, door de Regeeringen van het jaar V en navolgende gegeven aan de goederen die zij willekeurig aan de Bureelen van Weldadigheid en de Burgerlijke Godshuizen hebben toegekend? Geldt het hier waarlijk eene quæstie van recht en rechtvaardigheid? Heeft de huidige wetgever niet het recht te hervormen en te verbeteren wat in dien beroerden tijd tot stand werd gebracht?

Het onderscheid tusschen onderstand ten huize en onderstand in gods- en gasthuizen scheen bepaald onbekend onder het vroegere stelsel, doch artikel 5 der wet van 16 Vendémiaire jaar V beschouwt stilzwijgenderwijs de burgerlijke godshuizen als de vertegenwoordigers der gasthuizen, die vroeger bestonden, en kent hun het vruchtgebruik toe der goederen, renten en cijnsen die bleken aan die afgeschafte inrichtingen toe te hooren.

De wet van 10 Ventôse jaar V maakt de artikelen 5 en volgende der wet van 16 Vendémiaire van toepassing op de instellingen voor onderstand ten huize. Deze zoo bondige teksten schijnen, in de praktijk, geene stof te leveren tot moeilijkheid of strijd, want de verzamelingen van rechtspraak geven geene enkele rechterlijke of bestuurlijke beslissing wegens dit vraagstuk op. Feitelijk blijkt dat de goederen voortkomende van de vroegere Armentafels toegekend werden aan de Bureelen van Weldadigheid, terwijl de andere goederen werden toevertrouwd aan de Burgerlijke Godshuizen, zonder dat men er zich om bekommerde of zij bestemd waren om de behoeftigen te ondersteunen in de gasthuizen of ten huize. Aldus bezat, in vele steden, te Brugge, bij voorbeeld, de Armentafel huizen (dischhuizen) waarin de behoeftigen kosteloos werden toegelaten. Deze goederen werden aan de Bureelen van Weldadigheid overgemaakt. Andere huizen (godshuizen), die bijzondere stichtingen uitmaakten of afhingen van de ambachten en neringen en insgelijks dienden tot kosteloze huisvesting van de behoeftigen, werden aan de Burgerlijke Godshuizen afgestaan. Er bestonden stichtingen genaamd: « Algemeene armengoederen » of anderszins en die voor doel hadden de gebrekkige ouderlingen *ten huize onderstand te verleen*en : hunne goederen werden insgelijks aan de Burgerlijke Godshuizen ter hand gesteld.†

Voor de wet bestaan al deze stichtingen nog enkel als geschiedkundige herinneringen. De wetgeving van het jaar V heeft ze alle doen verdwijnen. Een arrest van het Hof van Beroep te Gent, van 11 November 1869, heeft dit vraagstuk beslissend opgelost. Ziehier de dikwijls aangehaalde bewoordingen van dit arrest :

« Krachtens de wet van 16 Vendémiaire jaar V, bekrachtigd door die van 16 Messidor jaar VII, en het besluit van het Uitvoerend Directorium van 22 Brumaire jaar V, ook in België afgekondigd, wordt de Bestuurscommissie van de Burgerlijke Godshuizen, die alleen belast is met het beheer van al de armengoederen der omschrijving, ook alleen belast met het

inwendig bestuur van al de godshuizen, met het toelaten of doorzenden der behoeftigen en, eindelijk, werden de inkomsten van gezegde godshuizen zonder onderscheid gebruikt voor de uitgaven van al deze gestichten en dienen als zoodanig slechts door eenen en denzelfden ontvanger gëind te worden. »

De beginselen, door dit arrest van het Hof van Beroep te Gent gehuldigd, worden door de Burgerlijke Godshuizen, evenals door de Bureelen van Weldadigheid toegepast. Al de inkomsten der oudere stichtingen worden, evenals andere inkomsten, door al die besturen zonder onderscheid aangewend tot bestrijding van al hunne uitgaven, ofschoon enkele onder hen, met name die van Leuven, Bergen, Doornik en Luik, zich schijnen te blijven om oudere instellingen min of meer in stand te houden, met hare bestemming of althans met hare benaming. Wel kent men soms welke goederen voortkomen van zekere instellingen of van zekere stichtingen van vóór de Fransche Omwenteling; daarom echter acht men zich geenszins verplicht, in de algemeene begrooting verscheidene afzonderlijke begrootingen met eigen inkomsten en eigen goederen op te nemen. Wat integendeel, naar de bekomen inlichtingen, wordt gehandhaafd en geëerbiedigd, dat zijn de bijzondere stichtingen, zooals kerkelijke diensten, renten, enz., waarmede de goederen, aan de Godshuizen en aan de Bureelen van Weldadigheid overgemaakt, waren bezwaard.

Anders is het gesteld met de schenkingen en de stichtingen, sedert de Fransche Omwenteling wettelijk gevestigd en aan de besturen van weldadigheid toegekend met bijzondere en bepaalde bestemmingen en verplichtingen, die gehandhaafd en geëerbiedigd moeten worden.

De samensmelting en de eenmaking van al de oudere stichtingen en bestemmingen — behoudens de rechtsquaestie welke een uitgemaakte zaak is — worden verklaard en eenigszins gerechtvaardigd door de volgende beschouwingen: In meest al de gevallen waer het schier onmogelijk, ze na te leven, ja zelfs ze juist te kennen en niet zelden zouden zij aan niet ééne bestaande noodwendigheid beantwoorden. De wil der stichters wordt geëerbiedigd wat betreft de hoofdzaak: deze is steeds de verzachting van het tot der ongelukkigen. Insgelijks schijnt het natuurlijk dat meestal de besturen van weldadigheid en vooral die der steden, waaraan aanzienlijke goederen werden geschonken, aan elke klasse van behoeftigen, die door de oorspronkelijke akten werden bevoordeeld, meer regelmatig en ook meer aanzienlijken onderstand verstrekken dan dien welke hun mocht verleend worden uit de inkomsten der stichtingen.

Ten slotte mag men niet uit het oog verliezen een feit, dat van hoofdzakelijk belang is in deze zaak. Door de bestaande wetten zijn de gemeenten verplicht, aan de Godshuizen en aan de Bureelen van Weldadigheid geldmiddelen te verstrekken en het tekort hunner begrooting aan te vullen. Feitelijk hebben schier al de gemeenten, met uitzondering van enkele steden waar de godshuizen rijkelijk zijn bedeed, uit hoofde der weldadigheid zware lasten te dragen, welke haar vóór de Fransche Omwenteling niet waren opgelegd.

Kortom, en wat men ook denken moge over de gegrondheid van de handelingen en besluiten der wetgevers van het omwentelingstijdvak, men moet erkennen dat in wettelijk opzicht, de huidige besturen geen uitgestrekte verplichtingen hebben wat aangaat de stichtingen. Naar recht en billijkheid zijn zij gehouden, alle hoegenaamde stellige lasten, welke de goederen bezwaren, te dragen en de bedingen en bijzondere bestemmingen gevestigd door de schenkingen, welke zij gemachtigd werden te aanvaarden sedert de Omwenteling, stipt na te leven. Dat doen zij, doch er bestaat geen enkele reden om te gelooven dat zij het niet meer zullen doen, wanneer zij vereenigd en volkomen samengesmolten zijn. De hoogere overheid zal, evenals thans, het recht en den plicht hebben, de wettelijk bepaalde beschikkingen te doen eerbiedigen. De derde personen en de betrokken familiën zullen, evenals thans, wanneer zij rechten doen gelden, hunne bezwaren kunnen indienen, zich beroepen op de gemeenteraden en op den Minister van Justitie en zich desnoods tot de rechtbanken richten.

Al deze beschouwingen, welke eenigszins moesten uiteengezet worden wegens de gewichtigheid dezer nieuwigheid, hebben de Commissie van Weldadigheid er toe gebracht, de volgende beslissing *met eenparige stemmen* goed te keuren :

« Behoudens eerbiediging van de verworven rechten en van de wettelijk gevestigde bestemmingen van goederen, dienen de Commissiën der Godshuizen en de Bureelen van Weldadigheid te worden ééngemaakt met volkomen samensmelting van vermogens, begrootingen en rekeningen en tevens met eene zoo ruim mogelijke vrijheid, wat aangaat de wijzen van onderstand. »

Na hare goedkeuring te hebben gehecht aan het beginsel van de volledige éénmaking der Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid, in welker plaats zouden worden gesteld Commissiën van Openbaren Onderstand met dezelfde bevoegdheden in al de gemeenten, heeft de Commissie van Weldadigheid, na grondig onderzoek, insgelijks hare goedkeuring in beginsel gehecht aan eene andere gewichtige nieuwigheid : het tot stand brengen van intercommunale vereenigingen van openbaren onderstand, welke in de plaats zouden komen van de plaatselijke commissiën, wanneer deze niet in staat mochten zijn hare zending te vervullen. Een lid van de Commissie, voorstander van eene volstreekte centralisatie, had zelfs voorgesteld, den Staat te belasten met de inrichting van de Openbare Weldadigheid, daar de Staat de samenleving vertegenwoordigt op meer volmaakte wijze dan welk andere macht ook.

Dit stelsel werd met eene grootemeerderheid verworpen. De Staat behoeft zich niet te belasten met een maatschappelijken plicht, waarvan de gemeenten, beter dan hij en met mindere kosten, zich kunnen kwijten. De volledige centralisatie van den openbaren onderstand, waarmee in het verleden eene jammerlijke proeve werd genomen, zou aanleiding geven tot tal van bezwaren, waarvan eene ontzaglijke verhooging der uitgaven niet het minste zijn zou. Dat ware het geregelde pauperisme op groote schaal.

Ook was er sprake van de inrichting van de Weldadigheid per canton ; doch zulke verdeeling van het grondgebied, die slechts geldt voor het gerecht en voor de verkiezingen, is willekeurig en stemt overeen noch met eene éénheid noch met eene werkelijke samenschikking.

Men komt dus tot dit onvermijdelijk besluit : de openbare onderstand moet in ons land eene uitsluitend gemeentelijke zaak blijven. Dat is de traditie. Het ware onbezonnen, dezen stand van zaken om te werpen. De weldadigheid in en door de gemeente staat het dichtst bij de behoeftigen en kent deze het best ; zij ook is het, die de meeste redenen en de meeste middelen bezit om de ellende te verminderen en te voorkomen. Het is ook weer de gemeente die noodzakelijkerwijs den grootsten last van den onderstand draagt. Bijgevolg zal zij, bij het verleenen van den onderstand, blijk geven van de omzichtigheid en het doorzicht, zonder welke de openbare en de private liefdadigheid, ondanks de beste bedoelingen, de plaag van het pauperisme doen ontstaan en tallooze leegloopers, tallooze lieden zonder voorzorg in 't leven roepen, steeds bereid om de geldmiddelen bestemd voor de nijvere bevolking op te slorpen. Wordt de Gemeente echter afgezonderd en aan zich zelve overgelaten, dan is zij niet altijd in staat om den plicht van den openbaren onderstand te vervullen. Te geringe hulpmiddelen of te zware lasten ; gebrek aan beheerders, die zich willen of kunnen bekommeren om de behoeftigen ; uitzonderlijke en toevallige ellende in kleine gemeenten ; karigheid en hardvochtigheid van deze of gene bevolking op het platteland ; drukkende gevolgen van sommige bepalingen der wet op de bijstandwoning ; gebrek aan pensioen voor de bejaarde lieden of invaliden ; ten slotte, onmogelijke oprichting van godshuizen en toevluchtsoorden : al deze omstandigheden doen zich voor en loopen soms te zamen om klaarblijkelijk te bewijzen dat de plaatselijke weldadigheid ontoereikend is. Soms wordt de menschheid op ondraaglijke wijze gekrenkt. De zieken of de gewonden worden slecht of laattijdig verzorgd ; behoeftige bejaarde lieden en gebrekkelijken vinden hun bestaan alleen in het bedelen ; weduwen met een last van kinderen en weezen worden ternauwernood ondersteund. Voor tal van gemeenten schijnt de voornaamste bekommring te zijn, den last van hare behoeftigen te doen dragen door andere gemeenten. Deze betreurenswaardige toestand komt maar al te dikwijls voor en zonder overdrijving mag worden gezegd dat in een aantal kleine gemeenten de dienst van den openbaren onderstand slechts bij name bestaat en dat de ongelukkigen werkelijk geen steun vinden dan bij de private liefdadigheid, welke wisselvallig en onzeker is. Er bestaan, wel is waar, op het platteland tal van gemeenten, die er zich op toeleggen, den openbaren onderstand op ernstige wijze in te richten, doch hare hulpmiddelen kunnen voor een ruim deel opgeslorpt worden door de behoeftige gezinnen die er hunne bijstandwoning hebben. Eene uitzonderlijke ramp of slechts het bloote toeval kan in eene gemeente de lasten van de Openbare Weldadigheid buitenmate verzwaren.

Hoe zijn zulke hachelijke toestanden te verhelpen ? Hoe zal men overal een behoorlijken dienst van den openbaren onderstand verzekeren ? Hoe

zal men zulks tot stand brengen zonder aan eene gemeente een al te grooten last op te leggen?

Het komt klaar voor, dat, tenzij men de geheele bestaande regeling omwerpen wil, geen bevredigende uitkomst te bereiken is dan door het vereenigd optreden van de gemeenten die afzonderlijk niet bij machte zijn den plicht van den openbaren onderstand te vervullen; door deze vereeniging zou hare toestand nagenoeg de toestand zijn van de steden en van de aanzienlijke gemeenten. De zelfstandigheid en de vrijheid der gemeenten zullen er eenigerwijs onder lijden; zelfs zal de oprichting van eenen dienst van onderstand aanleiding geven tot nieuwe lasten, doch uit hoofde van de menschheid en van de noodzakelijkheid moet men eene nieuwigheid invoeren, waarbij de bestaande regeling niet sterker zal gekrenkt worden dan door andere intercommunale inrichtingen welke zich hoe langs zoo meer opdringen. Deze regeling heeft niettemin iets ongewoons en daarom dient zij niet algemeen te worden gemaakt en toegepast waar zij niet onontbeerlijk is.

Iets dergelijks komt voor in twee landen waar men zich het meest om de noodwendigheden van de Openbare Weldadigheid bekommerde, met name in Engeland en in Duitschland. Het is dus niet alleen in België dat het voor de gemeenten en de parochiën onmogelijk was, in den onderstand der behoeftigen te voorzien. In deze beide landen bestaat de vereeniging van verscheidene plaatsen voor den dienst van den openbaren onderstand reeds sedert geruimen tijd; zij was er slechts de uitbreiding en de volmaking van eene vroeger bestaande regeling. In Engeland zijn de parochiale vereenigingen de algemeene regel en het gewone stelsel, in Duitschland echter worden de *Gesamt Armen Verbände* aan de gemeenten niet opgelegd; zij kunnen opgericht worden door gemeenten welke niet aanzienlijk genoeg zijn noch middelen genoeg bezitten om een *Orts Armen Verband* tot stand te brengen. Er dient ook te worden opgemerkt dat in Engeland de parochiale vereenigingen niet afhangen van de steden en gemeenten, dat de beheerders (Boards of Guardians) rechtstreeks door de kiezers worden benoemd en dat de geldmiddelen rechtstreeks door de belastingschuldigen worden verstrekt. In Duitschland, integendeel, zijn de beheerders der vereenigingen van onderstand afgevaardigden van de gemeenten, onder welke de te dragen lasten worden verdeeld. Eene instelling zooals die, welke in Duitschland werkt krachtens eene Rijkswet waarvan de toepassing aan elken Staat is overgelaten, schijnt het best overeen te stemmen met onze gemeentelijke instellingen. Wij mogen er niet aan denken, eene gansch nieuwe regeling, zooals de Engelsche regeling, onvoorbereid in België in te voeren. Op het gebied van bestuur en belasting moet zoo weinig mogelijk ingegaan worden tegen de wetten en de gevestigde gebruiken.

Voor de behoeftigen en zelfs voor de gemeenten kan de vereeniging der gemeenten voor den dienst van de Openbare Weldadigheid aanzienlijke voordeelen opleveren. Verscheidene gemeenten te zamen zullen degelijk ingerichte liefdadige besturen kunnen tot stand brengen; zooals die welke

in meestal de steden bestaan. Daarvan zullen deel uitmaken personen, die de noodige toewijding en tevens de vereischte bevoegdheid en vrijheid hebben. Zij zullen beschikken over eenen secretaris en over bedienden die, behoorlijk bezoldigd, zich geheel en al aan hun ambt kunnen wijden.

Er zal een werkelijk bestaande, bestendig bestuur zijn, waartoe men zich te allen tijde zal kunnen wenden. De uitzonderlijke uitgaven van onderstand, welke niet zelden verpletterend zijn voor eene kleine gemeente, zullen gemakkelijker bestreden worden door eene vereeniging van gemeenten, waarvoor een gemiddelde last is te voorzien. Dat is eenigszins een bijzonder en beperkt gemeen fonds. Eene intercommunale commissie zal, zoo nodig, een gasthuis, een armenhuis, een weeshuis kunnen oprichten, terwijl meest al de alleenstaande gemeenten het thans niet kunnen doen. Wat de bijstand-woonst betreft, zullen de moeilijkheden en de geschillen tusschen de aangrenzende gemeenten, alsmede het huidig bedrog en de misbruiken wegvallen.

Aan de commissie samengesteld uit de afgevaardigden van de gemeenten en eenen Voorzitter, door den Koning benoemd uit eene lijst van drie candidaten, voorgedragen door de Bestendige Deputatie van den Provinciaal Raad, zouden over gansch het gebied der tot die vereeniging behorende gemeenten opgedragen zijn de bevoegdheden en de verplichtingen welke de plaatselijke commissiën hebben in de afzonderlijke gemeenten; zij zou *mutatis mutandis* aan dezelfde bestuursregelen onderworpen zijn. De Commissie van Weldadigheid heeft hare goedkeuring gehecht aan het stelsel der intercommunale commissiën als aan eene door de noodzakelijkheid opgelegde nieuwigheid; zij wilde echter zoo weinig mogelijk inbreuk maken op het bestaande gemeentelijk karakter van den openbaren onderstand.

De vereeniging zal in de plaats van de gemeente optreden, wat den verplichten onderstand betreft. Aangaande de bijstandwoonst zal zij slechts als ééne gemeente worden beschouwd. De intercommunale vereenigingen dienen niet in zulke mate uitgebreid te worden, dat zij tot eene te groote wijziging in de bestaande bestuursregeling aanleiding geven of de vrijheid der betrokken gemeenten, alsmede dezer recht van tusschenkomst en contrôle kunnen in gevaar brengen. Over het algemeen, moeten de vereenigingen slechts opgericht worden met de toestemming van de gemeenten en, in elk geval, met inachtneming van haar advies en van hare opmerkingen. Van de vereenigingen mogen slechts deel uitmaken aangrenzende gemeenten, die tot dezelfde provincie behooren en welker aantal tien niet overschrijdt. Zoodra zij niet meer noodzakelijk zijn, kunnen de vereenigingen worden ontbonden. Op de meest billijke wijze moet worden geregeld het getal aan elke gemeente toegekende afgevaardigden, alsmede haar aandeel in de mogelijke lasten en voordeelen. Ten slotte, vermits de vereenigingen tot stand gebracht worden om bijzondere bezwarende toestanden te verhelpen, moet men voorzien dat Staat en Provincie haar toelagen kunnen verleen.

De wet van 6 Augustus 1897 betreffende de intercommunale verplegingsgestichten werd als eene voorloopige wet beschouwd en vond bijna geen toe-

passing. De intercommunale commissiën met bijzonder doel kunnen nochtans ook groot nut opleveren. Zij kunnen bestaan te gelijk met de intercommunale vereenigingen. Zelfs kan worden voorzien dat verscheidene intercommunale commissiën zich aansluiten bij plaatselijke commissiën of bij eene andere intercommunale vereeniging ten einde een gasthuis, een armenhuis, een weeshuis, enz., op te richten.

De Commissie van Weldadigheid heeft zich met gansch bijzondere aandacht beziggehouden met het vraagstuk van de intercommunale vereenigingen. Meestal hare leden houden zich thans overtuigd dat die nieuwigheid noodzakelijk is geworden, zoo men wil dat de openbare onderstand in tal van landelijke gemeenten geen ijdel woord zij.

*
* *
*

Tot heden bleef de zending der Officieele Instellingen van Weldadigheid, in beginsel en ook schier altijd in feite, beperkt tot den engen kring van wat gewoonlijk de *heelende onderstand* wordt geheeten.

De Godshuizen hebben op zich genomen, de ziekenverpleging te verzekeren, waaronder trouwens niet enkel wordt verstaan de verpleging der zieken en gebrekkelijken, maar ook de opneming van weezen, invaliden en bejaarde lieden in bijzondere gestichten en weeshuizen; de Bureelen van Weldadigheid schijnen te zijn ingesteld met het enkel doel, onderstand te verstrekken aan de huiszittende ongelukkigen die door middel van hunnen arbeid of van hunne eigen middelen hun eigen bestaan of het bestaan van hunne gezinnen niet kunnen verzekeren.

In België, evenals in tal van andere landen, schijnen thans allen het eens te zijn om aan te nemen dat het niet alleen menschelijk en liefdadig ware, maar dat het ook nuttig voor de samenleving zou zijn en het zelfs zou bijdragen tot vermindering van de Staats- en gemeentelasten, zoo men de voorzorg, alsmede het voorkomen van de ellende en van het pauperisme aanstelde als een van de voornaamste plichten der Openbare Weldadigheid. Afschoon aan deze niet kunnen worden opgedragen de instelling en de leiding der arbeidersverzekeringen, der mutualiteiten en der crediet- en spaarkassen, welke thans eene overwegende plaats in de wetgeving hebben ingenomen, mag en moet zij steun en aanzienlijke medewerking verleen en aan al wat de Sociale Voorzorg aanbelangt. Dit gewichtig beginsel werd door de Commissie van Weldadigheid eenparig aangenomen. Voortaan zouden dus de commissiën van openbaren onderstand, naar hare maatschappelijke zending en binnen de grenzen van hare werkmiddelen, aanmoediging en steun kunnen verstrekken aan al de wel bepaalde instellingen van voorbehoedende weldadigheid, ja ze in 't leven roepen en haar toelagen verleen en : mutualiteiten, pensioenkassen, werkverschaffing, bonden van het hockje grond, goedkoope woningen, voorschotten op crediet toegestaan aan instellingen of zelfs aan gezinnen. Het is klaar dat, op dit gebied minstens even zooveel als voor de gewone uitgaven, het toezicht en desnoods de goedkeuring van de gemeenteraden en van de hooge overheden

dienen te worden aangenomen; ook zouden de tot stand gebrachte of gesteunde werken het onbetwistbaar kenmerk van voorbehoedende weldadigheid moeten dragen. De openbare onderstand moet meer vrijheid genieten, zonder daarom te treden buiten zijne eigene en bijzondere zending welke hierin bestaat, de behoeftigen en de ongelukkigen te ondersteunen op de meest doelmatige wijze, namelijk door het aanwenden van de voorbehoedende middelen. Het opnemen van dergelijke bepaling in de wet is van groot gewicht. Zij mag in den ruimsten zin worden uitgelegd, mits de bedeeing van onderstand steeds het doel zij.

*
* * *

De leden der Commissie van Weldadigheid waren het eens om te erkennen dat wijziging dient te worden gebracht in een deel van de bestaande bepalingen betreffende de verkrijging, het behoud en het beheer van het vermogen der Instellingen van Weldadigheid. De Commissie heeft bevonden welke erge bezwaren voortvloeien uit de toepassing van enge en verouderde regelen. Ongetwijfeld moeten de algemeene beginselen, gevestigd door de wet van 16 Messidor jaar VII en door de artikelen 76, 79, 84 en 91 der gemeentewet, worden gehandhaafd, wat aangaat het beheer der goederen. Het geldt een openbaren dienst en een vermogen dat tot het algemeen nut is bestemd en dat rechtspersonen in handen hebben. Daarenboven kunnen de gemeenten en zelfs de provinciën en de Staat, in zekere mate, ertoe gebracht worden, de ontoereikende middelen van die besturen aan te vullen. Het spreekt vanzelf dat, onder deze omstandigheden, de verkrijging en de vervreemding der goederen, evenals het beheer en het gebruik daarvan, moeten onderworpen worden aan het toezicht en aan de goedkeuring der overheden, naar gelang van de hoegrootheid der handelingen. Deze op de rede gegronde regelen, welke overeenkomen met de aan de andere openbare besturen opgelegde regelen, moeten behouden worden. Deze noodzakelijkheid moet ons echter niet beletten te erkennen, dat de wettelijke en bestuurlijke bepalingen, welke van toepassing zijn op het bezit en het beheer van de goederen der Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid, niet zelden willekeurig en weinig gerechtvaardigd zijn of zelfs steunen op beschouwingen die met het belang der armen niets te maken hebben. Terecht mag men meenen dat, op dit gebied evenals op menig ander, wat meer decentralisatie en meer vrijheid van handelen voor het verstand en den ondernemingsgeest der bestuurders zeer wenschelijk zouden zijn. Laten wij de onmisbare waarborgen handhaven, doch laten wij afzien van elke nuttelooze of schadelijke belemmering.

Voor het bezit van de onroerende goederen, voor de verhuring daarvan en voor de geldbeleggingen, zijn de strenge hun opgelegde regelen noodlottig. Men wil ze beschermen, maar in werkelijkheid veroordeelt men hen tot eene ononderbroken verarming.

De vraag van de verplichte vervreemding der onroerende goederen van

Godshuizen en Bureelen van Weldadigheid levert te dien aanzien een bijzonder belang op. Stellig zal niemand betwisten dat de verkrijging of aanvaarding van die goederen door de besturen der liefdadige instellingen aan het advies der gemeenteraden en aan de goedkeuring der hooge overheden moet onderworpen worden. Het is niet aannemelijk dat sommige instellingen, waaraan de rechtspersoonlijkheid is verleend, overtollige goederen vergaren, die hunne behoeften en lasten overtreffen, of dat een te grootte uitgestrektheid gronds aan den privaten eigendom ontnomen of aan den omloop onttrokken worde in het land of in een bepaalde streek. Zekere regelen en beperkingen dringen zich op. Moet men verder gaan en het bezit van onroerende goederen door de instellingen van weldadigheid beschouwen als een kwaad in economisch en sociaal opzicht en als een nadeelig feit voor de behoeftigen zelve? Dat is eene zeer gewichtige en belangwekkende vraag die grondig moet bestudeerd worden. Geen wet heeft tot heden het beginsel van de opheffing of beperking van het onroerend eigendom der weldadigheid gehuldigd, maar in de besprekingen betreffende de openbare weldadigheid in het Parlement werd de zaak meer dan eens aangeraakt. Er bestaat ook een zeer uitgebreid vooroordeel tegen die *doodde hand*. Wat ten slotte het ergste is, het Departement van Justitie schijnt reeds sedert lang als een stelregel aangenomen te hebben dat het bezit van onroerende goederen door de liefdadige instellingen moet geacht worden tijdelijk te zijn en slechts geduld wordt, tot dat het mogelijk zijn zal, die goederen te vervreemden en de opbrengst daarvan te beleggen. Het schijnt een gebruik te zijn, tot het aanvaarden van schenkingen, onroerende goederen begrijpend, slechts machtiging te verleen op voorwaarde dat men ze later vervreemdt. De verkrijgingen van onroerende goederen ter belegging van beschikbare gelden of ter wederbelegging van kapitalen worden slechts bij uitzondering toegelaten. Men maakt van alle gelegenheden gebruik om de Godshuizen en de Bureelen van Weldadigheid aan te sporen hunne onroerende goederen in Staatsrenten om te zetten; verrichtingen van dien aard worden altijd toegelaten. Men is zoo ver niet gegaan, hun de vervreemding van geheel hun onroerend vermogen voor te schrijven, maar men moet voorzien dat die verplichting hun wel eens zou kunnen opgelegd worden door eene eenvoudige ministerieele onderrichting.

Die strekking, die in de jongste tijden zeer uitkomt, schijnt ingegeven door de volgende gedachten: de *doodde hand* beperken, de inkomsten van de liefdadige instellingen vermeerderen; eindelijk, de Staatsrenten eene aanzienlijke cliënteel verschaffen.

Naar mijn bescheiden oordeel, zijn die inzichten niet goed en de toepassing van die bureaucratische leer zou noodlottig zijn. Die strekking moet bestreden worden. Zij is strijdig met het belang van de armen en van de gemeenten en wordt gerechtvaardigd noch door het gevaar van eene buitengewone uitbreiding der *doodde hand* noch door de noodzakelijkheid om het crediet van den Staat te steunen.

De openbare besturen van weldadigheid zijn bestendige, altijd noodige instellingen. Meer dan bijzonderen moeten zij in de toekomst blikken en hun

vermogen beheeren derwijze dat zij van blijvende en toenemende inkomsten verzekerd zijn. Zij moeten zich bekommeren om de behoeften der toekomstige geslachten schier evenzeer als om die der tegenwoordige geslachten.

Men begrijpt dat sommige theoretici beweren kunnen dat de besturen van weldadigheid evenals de andere besturen mogen eischen dat al hunne inkomsten worden verzekerd door de belastingschuldigen die in alle openbare behoeften voorzien moeten en de heffingen, benoodigd tot de behoeften van elk tijdvak, te dragen hebben. Dit stelsel, te eenvoudig en te zeer in strijd met de overleveringen van alle beschaafde landen, is slechts in schijn redematig. Het zou de begroting van den openbaren onderstand beperken tot het volstrekt noodige en niet zelden de andere diensten van algemeen belang in gevaar brengen. Het zou verpletterend wezen in tijden van nood en economische gedruktheid. Beter is het dus dat de besturen van weldadigheid eenigen voorbehouden en vergaarden rijkdom bezitten, voortspuitend uit de milddadigheid en de voorzorg van hen die vroeger leefden; doch, indien dat zoo is, indien het voor de gemeenten zoowel als voor de armen voordeelig is dat zij een vermogen verwerven kunnen, dan is het ook van belang dat zij dit vermogen gansch behouden mogen en het beheeren derwijze dat het in verhouding blijft tot hunne huidige en toekomstige verbintenissen. Dat kan men niet bekomen, zoo men de Godshuizen en de Bureelen van Weldadigheid verplicht, langzamerhand al hun vermogen om te zetten in Staatsrenten of in waarden die daarmee gelijkgesteld zijn. Welke zou de tegenwoordige toestand zijn, indien men zulken regel sedert een groot getal jaren toegepast had? Gedurende een zekeren tijd zouden de instellingen van weldadigheid misschien wel eene vermeerdering van inkomèn en eene vermindering van hunne beheerkosten gehad hebben, doch die voordeelen zouden meestal slechts tijdelijk zijn en die voorspoed zou maar schijn wezen!

De Staatsrenten, verworven in een tijd, toen zij 5 t. h. gaven, zouden nu slechts 3 t. h. opbrengen. De openbare instellingen moeten, evenals elk andere bezitter, de gevolgen der omzettingen en der vermindering van het bedrag der rente van het geld ondergaan. Om die aan ononderbroken dalingen onderhevige renten te verkrijgen, zouden de Godshuizen en de Bureelen van Weldadigheid hunne onroerende goederen vervreemd hebben tegen den verkoopprijs van vroeger, dus tegen lagen prijs in vergelijking met de huidige waarde: derhalve zouden zij een degelijk en zeker vermogen, waarvan het kapitaal en de inkomsten ondanks de onvermijdelijke schommelingen toenamen te gelijk met den aangroei van de bevolking en van den openbaren rijkdom, geruimd hebben tegen een portefeuille, die onvermijdelijk langzamerhand moet verminderen en uit hunne handen verdwijnen. Die instellingen zouden zelfs niet in staat geweest zijn om, naar het voorbeeld van de werkzame en verstandige lieden die gepaste verrichtingen en speculaties doen, hun roerend vermogen te behouden of te vermeerderen door achtereenvolgende verkoopen en omzettingen. Zulk beheer zou voor hen niet mogelijk zijn, zelfs al mocht het hun toegelaten zijn, beleggingen van allen aard te doen. Integendeel, zij kunnen zeer goed een deel hunner onroerende

goederen verkoopen en de opbrengst daarvan wederbeleggen, wanneer deze, zooals dat vaak gebeurt, eene zeer hooge waarde verkrijgen ten gevolge van de uitbreiding der steden, van het aanleggen van verkeerswegen of de ontwikkeling der nijverheid.

Voor de instellingen, zoowel als voor de familiën die een blijvend bestaan willen hebben, is de grond de door niets te vervangen vaste basis. Er dient nog te worden opgemerkt dat de aard der zaken, de waarde der onroerende en zakelijke goederen in verhouding blijven tot den prijs der voortbrengselen en waren, waarvan zij de hoofdbron zijn. Hij, die landerijen, huizen, bosschen bezit, zal over 't algemeen zijn inkomen zien dalen en stijgen naar evenredigheid van de prijzen der voor het leven onontbeerlijke zaken. De instellingen van weldadigheid, die onroerende goederen bezitten, zullen derhalve beschikken over inkomsten, die er naar streven het bedrag der lasten en der behoeften te bereiken. Het is zelfs waarschijnlijk dat de aangroei der bevolking, waarnit noodzakelijkerwijze voor hen grootere verplichtingen ontstaan, schier altijd met eene vermeerdering van de waarde hunner goederen zal samengaan. Men mag niet denken dat die voldoende vergoedingen en die gepaste toeneming van inkomsten zich ook zullen voordoen, wanneer het vermogen van de instellingen van weldadigheid uitsluitend zal bestaan uit renten op den Staat en op de gemeenten. Wij raken hier een zeer gewichtig punt aan, namelijk de muntquaestie in verband met de zekerheid der instellingen, die kapitalen moeten bezitten en behouden. In algemeenen regel is de munt, de maat voor koopwaren en zelf koopwaar, onderhevig aan prijschommelingen, waarvan elke *rentenier* de uitwerking moet ondergaan. Hij ontvangt eene bepaalde som, maar niemand kan hem verzekeren dat die nominale waarde altijd dezelfde koop- en ruilkracht vertegenwoordigen zal. Dat stellig feit is reeds een voldoende reden om de instellingen van weldadigheid niet te veroordeelen tot de rol van louter renteniers. Die instellingen moeten een blijvend en vast bestaan hebben en mogen dus niet heelemaal onderworpen worden aan de schommelingen van welkdanig muntstelsel. En de waarheid daarvan is nog meer treffend, wanneer men zich, zooals dit het geval in België is, bevindt tegenover een bij overeenkomst bepaald en onbestendig muntstelsel, dat op zekeren dag gansch omvergeworpen kan worden. Onze munteenheid is de frank of vijf gram zilver. Die zilveren franken zouden onmiddellijk, in vergelijking met het goud, de helft van hunne waarde verliezen, zoo de schorsing van het slaan van zilveren munt en eene internationale overeenkomst er geen papieren geld van maakten ten beloope van de helft.

Nochtans is de frank of vijf gram zilver wettelijk de eenige munt, die verschuldigd is, wanneer eenige som aangeduid is op eene obligatie of op een rentetitel, en de Belgische Staat heeft, evenmin als de andere Regeeringen, de verbintenisaangegaan, de werkelijke waarde van die munteenheid kunstmatig te steunen of te handhaven. Wordt die eenheid eenmaal aan zich zelf overgelaten, dan daalt zij onvermijdelijk zoo laag als eene Chi-neesche of Mexikaansche munt; zij heeft enkel de waarde van het zilver dat zij bevat. Mag men zeggen dat bedoeld gevaar ingebeeld is? Eene talrijke

school houdt niet op, te vragen wat men het « bimetalisme » noemt. Zij bevestigt dat men landbouw en nijverheid slechts redden kan door aan het metaal-zilver zijne volle muntrol terug te geven, om veel klinkende munt te verzekeren en de prijzen te doen stijgen. Dit stelsel, dat, bij ontstentenis van wetenschappelijke grondslagen, verbonden is met zulke aanzienlijke belangen in de oude en nieuwe wereld, kan in ons land evenals in vele andere zegevieren; als eerste gevolg zal het hebben een waardevermindering van de munteenheid, die 50 t. h. en nog meer bedragen kan. Indien zulks kan gebeuren, al ware het ook in eene min of meer verwijderde toekomst, dan is het voorzichtigheidshalve ongeoorloofd het vermogen van de behoeftigen op zulke wijze samen te stellen, dat het 't allereerste slachtoffer van die omverwerping wezen zou. Renten en vaste inkomsten zijn maar in schijn blijvend en regelmatig. Onroerende goederen of aandeelen, vertegenwoordigend een deel van zakelijke goederen, kunnen alleen aan de instellingen eene ware stevigheid geven, zoodat zij niet afhangen van de jammerlijke schommelingen van een zoo gebrekkig muntstelsel als het onze. Zooals wij het reeds deden opmerken, is het ook de mogelijkheid van de vermeerdering der inkomsten met de vermeerdering der lasten.

De tegenstrevers van de onroerende bezittingen der Weldadigheid hebben dikwijls het schrikbeeld van de doode hand doen oprijzen, ofschoon dat middel om op de openbare meening indruk te maken, heden een weinig uit de mode geraakt is. Stellig moet men geen groote uitbreiding voorstaan van de doode hand voor gods- en gasthuizen, die binnen redelijke perken moet gehouden worden. In werkelijkheid bestaat het gevaar, waarop men wijst, heden in 't geheel niet. Ofschoon sommige besturen (Brussel, Gent, Brugge, Yperen, Doornik, Oudenaarde, Leuven, enz.) een nog al aanzienlijk domein bezitten, toch is de uitgestrektheid van het nationaal grondgebied, aan de openbare weldadigheid toegekend, betrekkelijk gering en lang niet verschrikkelijk. Volgens de laatste officiële statistiek, die, wel is waar, uit 1864 dagteekent, hebben al de weldadigheidsbureelen van het land eenen gezamenlijken eigendom van 40,084 hectaren en de godshuizen 36,958 hectaren. Men mag aannemen dat die cijfers sedert vijftig jaar wat verhoogd zijn, maar de verhouding van dat domein tot de geheele oppervlakte van het grondgebied die, in 1864, 2,60 t. h. was, belooft zeker thans geen 3 t. h. Dat is een onbeduidende hoeveelheid in economisch opzicht en waarachtig, dat domein der armen neemt zoo langzaam toe, dat wij aan onze opvolgers de zorg kunnen overlaten een grens te trekken, die nooit mag overschreden worden. Het gemeentelijk domein, waarvan het behoud of zelfs de uitbreiding niemand ongerust maakt, is wat aanzienlijker. Het begrijpt bijna een tiende van het grondgebied, d. i. 290,000 hectaren en dat is nochtans niet zoo gerechtvaardigd als het domein der gods- en gasthuizen. Het heeft een duidelijker afgeteekend collectivistisch karakter, is niet onontbeerlijk en heeft wellicht maar één reden van bestaan, namelijk het behoud der bosschen.

Dienaangaande dient hier een belangwekkende opmerking gemaakt te worden. De verplegingsgestichten, zoo men ze daartoe machtigde of zelfs

aanspoorde, zouden er kunnen toe bijdragen de door de Regeering opgevatte ontwerpen te verwezenlijken ten einde het boschdomein van België te herstellen. Men weet dat de geheele oppervlakte der bosschen van den Staat, die voorheen meer dan 70.000 hectaren bedroeg, tot op 25.000 hectaren verminderd werd door eeuwig te betreuren vervreemdingen gedaan vóór en na 1830, toen schadelijke boschuitrooiingen een echte plaag geworden waren. Het behoud en het aanleggen van groote bosschen op gronden die wegens hun ligging en hun hoogtevlak beter daartoe geschikt zijn dan tot landbouw, is een bij uitstek nationaal belang. Hier hoef ik de economische, climatologische en zelfs aesthetische redenen niet uiteen te zetten, die deze bewering staven. Mits men in geen overdrijving valt en rekening houdt met de maatschappelijke behoeften, zou zij heden stellig weinig tegenspraak ontmoeten. Ook heeft de Regeering sedert lang vermeden, zonder ernstige reden, het boschdomein van den Staat of van de gemeenten te verminderen. Ieder jaar heeft zij op de Begrooting een bijzonder crediet doen uittrekken voor de verkrijging van bosschen of boschgronden. In 1899 ging men één stap verder op dien weg. Op voorstel der Regeering hebben toen de Kamers een wetsontwerp aangenomen waardoor de verkrijging van wonden, bosschen of boschgronden door gemeenten of instellingen van openbare liefdadigheid vrij zijn van registratie- of overschrijvingsrechten.

Heden blijkt het ongelukkig maar al te klaar dat het behoud van aanzienlijke bosschen, die een groote oppervlakte beslaan, door bijzondere eigenaars, zelfs door de rijkste, schier onmogelijk geworden is. Ons fiscaal stelsel en ons stelsel van erfopvolging, waarvan men de wijziging niet kan voorzien, verbieden een vooruitziend en berekenend eigenaar in een bosch een te groot kapitaal zich te laten ophoopen. Openbare instellingen, die een blijvend bestaan hebben en nooit successierechten betalen, mogen anders redeneeren. Zij moeten het zelfs doen, vermits hun domein aan het boschbeheer onderworpen is. Een belangrijk feit wordt vastgesteld; het is bekend en onbetwistbaar.

Over 't algemeen zijn de bosschen, aan de instellingen van weldadigheid behoorend, de best beheerde en zij zijn het best gevrijwaard tegen de misbruiken, die in collectieve eigendommen bestaan. De statistieken leeren ons, dat onder de bosschen die aan het boschbeheer zijn onderworpen, het die zijn welke onder alle, de hoogste en regelmatigste opbrengst leveren. In weerwil van een tamelijk verspreid vooroordeel moet men trouwens niet gelooven dat boschbouw minder voordeelig is dan een andere wijze om den grond te bebouwen, op voorwaarde dat men de regelen van den boschbouw in acht neemt en met de gegevens van de nieuwere wetenschap rekening houdt. In het bosch is er goed bezoldigd werk te verrichten, wat handel en nijverheid ten goede komt. Die bijzondere doode hand, ruim toegelaten en begunstigd, zou niets nadeeligs noch schrikwekkends opleveren en zou zelfs een middel zijn om de instellingen van weldadigheid te doen deelnemen aan een werk van nationaal belang.

Er bestaat nog een andere soort van onroerende goederen, die bijzonder past voor de instellingen van weldadigheid en de hardnekkigste tegenstrevers

van de doode hand niet kan verontrusten. Het zijn de werkmanshuizen en de goedkoope woningen, rechtstreeks bezeten, ofwel door deelneming in het vormen van het kapitaal der maatschappijen, die ze bouwen. De wet van 9 Augustus 1889, artikel 9, laat het reeds toe; maar die deelneming aan het schoonste der maatschappelijke werken, zou een groote uitbreiding kunnen nemen. Men dient immers op te merken dat het bouwen en het verhuren van goedkoope huizen niet alleen aan werklieden, ambachtslieden en kleine bedienden ruimer en gezonder woningen bezorgt, maar tevens een voordeelige en winstgevende verrichting wezen kan. Die soort eigendommen is ook in de handen van lieden, die zoo weinig mogelijk inrichtings- en onderhoudskosten doen, en toch een hoogen interest van hun kapitaal willen hebben, van elke gelegenheid gebruik maken en alle mogelijke voorwendsels uitdenken om den huurprijs te verhoogen. Ook is overal de woningnood voor geringe lieden groot en dat heeft de ergste gevolgen voor het gezinsleven. Zoo de instellingen van weldadigheid er kunnen toe bijdragen dien toestand te verbeteren en dat gewichtig maatschappelijk vraagstuk op te lossen, bestaat er geen reden om hun werking te belemmeren. Het gaat nochtans niet, hun aan te raden beleggingen te doen die niets opbrengen of hem daartoe te verplichten. De kapitalisten of de maatschappijen die goedkoope woningen bouwen, mogen geen schadelijke verrichtingen doen, ook niet met verlies der hoofdsom werken. Om hun doel te bereiken en werkelijke diensten te bewijzen, moeten die werken blijven bestaan en zich gedurig uitbreiden. Derhalve is het noodig dat de kapitalen, die er aan besteed worden, vergelding vinden en dat regelmatige winsten niet uitgesloten zijn. Die uitslag kan stellig bekomen worden door de huurprijzen te bepalen naar een veel lageren interest dan zulks tot dusver geschiedde. Voor de instellingen van weldadigheid zelve, moet de deelneming aan die ondernemingen een verstandige en nuttige belegging en geenszins een schenking zijn. Ontegensprekelijk is die wijze van geldbelegging een verrichting die toegelaten en begunstigd moet worden; het is een soort doode hand, waarvan de ontwikkeling nooit buitensporig zal zijn.

Over 't algemeen, is het klaar dat er heden meer vrijheid, meer initiatief aan de Besturen van Weldadigheid zou moeten gelaten worden. Verschillende ministerieele omzendbrieven, onder andere die van 5 Januari 1861 en die van 9 Maart 1864 maken de belegging van beschikbare kapitalen in Staatsfondsen of in obligaties van het gemeentecrediet in beginsel verplichtend. Dat is willekeur, 't is wat al te bepaald. Het komt ons voor, dat het Beheer der financiën er zou moeten van afzien, in deze zaak op te treden om een gedwongen cliënteel aan de Staatsrente te bezorgen. Dat is tegenwoordig van geen belang meer en te allen tijde was het verkeerd, in de voorschriften betreffende het beheer der kapitalen van Godshuizen en Bureelen van Weldadigheid een ander oogmerk te hebben dan het belang der armen. Men zou de besturen, zoo zij er een stellig voordeel bij hebben, moeten toelaten vreemde veilige fondsen of aandeelen van allereersten rang te verkrijgen of te behouden. Waarom hun volstrekt verbieden wat de degelijkste instellingen doen en zelfs de Spaar- en Lijfrentkas? Het toezicht van de

gemeenteraden en van de hogere overheden zou gemakkelijk al de gevaarlijke verrichtingen of de eigenlijke speculatiën voorkomen.

De Commissie van Weldadigheid heeft erkend dat de regelen en gebruiken betreffende de verhuring der goederen van Godshuizen en Bureelen van Weldadigheid wijzigingen moesten ondergaan, waarvan de noodzakelijkheid uit de ondervinding gebleken is.

De huurovereenkomsten der goederen toebehoorend aan openbare inrichtingen, zijn aan bijzondere voorschriften onderworpen (Burgerlijk Wetboek, art. 1712). Die bijzondere reglementen zijn in hoofdzaak : het besluit van 7 Germinal, jaar IX, voorschrijvende dat de huurovereenkomsten van langen duur betreffende goederen van Godshuizen, enz., slechts kunnen aangegaan worden uit kracht van bijzondere besluiten der Raden; het besluit van 14 Ventôse, jaar XI, aangaande de te vervullen formaliteiten voor de verbreking of de prijsverlaging der huurovereenkomsten betreffende armen-goederen; het decreet van 12 Augustus 1807 betreffende de landpachten der godshuizen en gestichten van openbaar onderwijs; eindelijk de gemeentewet, artikel 81.

Als huurovereenkomsten onderscheidt men de gewone huurovereenkomsten, de verhuringen voor langen tijd en de erfpachten, naar gelang de duur zeven jaren of zeven-en-twintig jaren overschrijdt. Uit den samenhang van die bepalingen blijkt dat de huurovereenkomsten betreffende goederen behoorend aan openbare instellingen van weldadigheid aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie en aan het voorafgaand advies van den gemeenteraad moeten onderworpen worden, wanneer het gemeenten betreft, die onder de bevoegdheid van de arrondissementscommissarissen geplaatst zijn. In de anderen gevallen volstaat de goedkeuring van den gemeenteraad, uitgenomen wanneer de duur der huurovereenkomsten negen jaren overschrijdt of wanneer de jaarlijksche pachthuur hooger is dan 20,000 frank. (Wet van 20 Juni 1865, art. 4.)

Naar luid van het decreet van 12 Augustus 1804, moeten de landerijen der liefdadigheidsinrichtingen verpacht worden bij opbod ten overstaan van een notaris. Een lid van de Commissie der Godshuizen en van het Bureel van Weldadigheid moet de veiling en de toewijzing bijwonen. Geen enkele wetsbepaling echter eischt bijzondere formaliteiten voor de huishuurovereenkomsten. Merken wij evenwel op dat heden de bestuursrechtspraak insgelijks de openbare toewijzing eischt voor allerhande huurovereenkomsten. Een omzendbrief van het Ministerie van Justitie, van 12 Januari 1885, zegt dat de bepaling betreffende de toewijzing die reeds het onderwerp was geweest van eene onderrichting, in dato van 29 December 1843, algemeen is en van toepassing niet alleen op de overeenkomsten voor langen tijd, maar ook voor de overeenkomsten die niet negen jaar overschrijden. Daaruit volgt dat de pachten uitterhand enkel gansch bij uitzondering kunnen aangenomen worden.

't Is die volstreekte en strenge voorwaarde der toewijzing bij opbod die aanleiding gaf tot zeer gegronde critiek. Klaarblijkelijk werd die regel ingegeven door vrees voor misbruik, begunstiging of omkoopertij, en vooral door

den wensch om het armenvermogen zooveel mogelijk te doen opbrengen.

Zooals het dikwijls gebeurt, hebben de strengheid en de overdrijving der genomen voorzorgen veel schade berokkend aan hen, die men wilde beschermen; als volstreckte en onwrikbare regel is de eenvoudige openbare toewijzing het slechtste stelsel dat men kan uitdenken voor de landpachten en dikwijls zelfs voor de huurovereenkomsten. De private eigenaars die zooveel en zelfs meer dan de besturen hunne belangen in het oog houden, nemen bijna nooit hun toevlucht daartoe. Zij weten immers dat het meesttijds veel beter is een solieden verstandigen en vasten huurder te hebben dan een toevalligen huurder die zich verbindt een hoogen prijs voor korten duur te betalen. Dat is onbetwistbaar vooral wanneer het landpachten betreft. Hij alleen is een goed landbouwer, die belang stelt in het verbeteren van den grond en zich er op toelegt zoowel voor de toekomst als voor den dag van heden te werken. De landpacht voor korten duur en de bezetting, aan gestadige mededinging en onzekerheid onderworpen, zijn zoowel in strijd met het belang van den eigenaar als van den pachter. Deze is dan verplicht zijn grond uit te putten. Het verarmen van den grond en de trapsgewijze vermindering van de opbrengst zijn onvermijdelijk, indien het stelsel der openbare toewijzing streng wordt toegepast. Dat blijkt immers duidelijk voor de goederen, die aan dat stelsel onderworpen zijn. De landerijen toebehoorende aan de Besturen en aan de Stichtingen zijn meestal de slechtst verzorgde en op den duur de minst vruchtbare. Zij liggen als vlekken van gebrekkige en verachtete teelt te midden van algemeene verbetering en vooruitgang. Is dat noodlottig gevolg van een verkeerd huurstelsel niet algemeen, dan is zulks enkel te danken aan min of meer wettelijke maatregelen, waardoor veel besturen erin slagen van de openbare toewijzing eene loutere en ijdele formaliteit te maken. Ze geven aan den uittredenden pachter stilzwijgenderwijs de voorkeur: zij bepalen te zijnen voordeele vergoedingen voor de verbetering en voor de vette, die voor den intredenden pachter een zware last zijn, ofwel eischen zij van den nieuwen pachter waarborgen, welke hij moeilijk kan leveren. De besturen, die aldus handelen met een uitmuntend inzicht, gaan niet op regelmatige wijze te werk. Zij ontduiken de wet en ondanks alles, kunnen zij den pachter maar eene betrekkelijke zekerheid geven. Deze loopt altijd gevaar dat men hem den voet licht en destemeeer naar gelang hij zijn grond verbeterd heeft. Veel Besturen willen overigens niet de verantwoordelijkheid van eenige onwettigheid op zich nemen en doen niets dergelijks; zij laten de openbare veiling bij opbod en de openbare toewijzing hunne gansche nadelige uitwerking hebben.

De schikkingen betreffende het verpachten van de goederen van godshuizen en Weldadigheidsbesturen moeten herzien worden. Het is nuttig en voegzaam de openbare toewijzing aan te bevelen of te eischen voor een eerste verpachting of voor de herverpachting van een opgegeven of slecht bebouwd grond, maar een beroep op de mededinging moet niet vereischt worden. De trapsgewijze verbeterende teelt dient te worden bevorderd, en de pachters der Openbare Besturen moeten niet, in tegenstelling met al

de anderen, zwervende pachters zijn wien alle bestendigheid en alle zekerheid voor de toekomst worden ontzegd.

Mogelijk zal men daartegen opwerpen dat zonder openbare toewijzing bij opbod de Weldadigheidsbesturen niet altijd het hoogste inkomen van hunne goederen zullen trekken. Dat kan waar zijn in een bijzonder geval, maar de waardevermindering langzamerhand volgend uit eene bebouwing zonder vooruitzicht is veel erger dan een tijdelijk verlies. Er valt niet te vreezen dat de Besturen er behagen zullen in scheppen hunne goederen tegen een geringen prijs te verhuren. Evenals de Gemeenteraden en de Bestendige Deputatiën die hunne daden nagaan, beschikken zij gestadig over de akten, de inlichtingen en de vergelijkingsmiddelen die hun toelaten de waarde der landerijen evenals de gewone en geregelde huurprijzen in een bepaalde streek te schatten. Zij hebben overigens meer en meer geld noodig en zullen voorwaar niet geneigd zijn in geldmoeilijkheden te geraken, evenmin als de Gemeenteraden de toelagen zullen willen noodig maken. De vrees voor omkooprij en begunstiging schijnt geen voldoende reden te zijn om de bezwaren van het huidige stelsel te handhaven. De liefdadigheidsbesturen zijn nagenoeg overal, voornamelijk in al de steden, waar zij veel goederen bezitten, uit zeer toegewijde en de meest onbaatzuchtige burgers samengesteld. Het is om zoo te zeggen, in ons land nooit gebeurd dat eenigen onder hen beschuldigd zijn geweest van ambtsontrouw. Het toezicht der schepencollege's, de goedkeuring der gemeenteraden en het toezicht der Bestendige Deputatiën leveren allen waarborg op dat de pachten, zelfs niet uit de hand, zullen kunnen gesloten worden onder nadeelige of verkeerde voorwaarden. De waarde der groote boerderijen kan gemakkelijk bepaald worden bij ondervinding en vergelijking. Voor de afzonderlijke stuk per stuk verpachte perceelen, is het schier niet menschelijk eene buitensporige mededinging te baat te nemen om de arme lieden, die ze bebouwen, uit te persen.

Ik meen dus dat de navolgende regelen zouden moeten aangenomen worden: verplichte openbare aanbesteding in de huidige omstandigheden voor het verpachten van vrije of opgegeven goederen; vrijheid voor de Besturen voor het hernieuwen der pachten aan huurders die hunne verplichtingen naleefden uit de hand te verpachten: hernieuwing van de pachten op geregelde tijdstippen; toezicht en goedkeurig vanwege de Bestendige deputatiën voor alle pachten zonder openbare toewijzing.

Zooals hierboven gezegd werd, zijn, volgens de huidige rechtspraak ook de huishuren onderworpen aan de strenge voorwaarden der openbare toewijzing. Die eisch veroorzaakt ook merkelijke bezwaren vermits de beste huurders, zij die best betalen en de zorgvuldigste zijn, juist degenen zijn die niet graag hunnen intrek nemen in eene tijdelijke en onzekere woning. De hervorming, voorgesteld voor het verpachten van grond zou dus ook hare reden van bestaan hebben voor verhuren van huizen.

De zaak der landpachters heb ik tamelijk lang behandeld omdat zij wezenlijk veel belang oplevert. De erge bezwaren van 't huidige stelsel op economisch en landbouwgebied had men reeds in 't licht gesteld en erkend tijdens vroegere besprekingen, meer dan zestig jaar geleden. Niettemin bleef de

bestuurslenter op dat gebied ongestoord voortduren. Die onontbeerlijke hervorming moet het werk zijn van den wetgever die kan oplossen zonder rekening te houden met de vooroordeelen die maar te lang de bovenhand hadden.

De Commissie van Weldadigheid is natuurlijk er toe gebracht geworden een vraagstuk te onderzoeken dat thans zeer belangwekkend is : het toelaten van vrouwen tot de ambten der openbare Weldadigheid. Een uitstekend lid der Commissie heeft zulks sterk aangeprezen met deze woorden :

« België is overdekt met werken en inrichtingen van private weldadigheid, gesticht, bestuurd en geleid door vrouwen, zoo wereldlijke als geestelijke. Inrichting voor moederzorg, kinderbewaarplaatsen, bewaarscholen, weezenhuizen, godshuizen, hospitalen, rusthuizen, krankzinnigengestichten, patronaten, hulpverstrekking ten huize, enz., ontstaan, groeien en bloeien overal dank aan den vruchtbaren ondernemingsgeest en onder het verstandig beheer der vrouwen. Zij bleven ook niet vreemd aan de openbare Weldadigheid. Veel inrichtingen, die ervan afhangen, weezenhuizen, hospitalen of godshuizen, worden zeer handig door haar bestuurd. Sommige godshuis- of weldadigheidsbesturen hebben er zelf onder hare leden. Het spreekt dus vanzelf dat de Commissie uitdrukkelijk het recht der vrouwen huldigt om, met hetzelfde recht als de mannen, tot de ambten der openbare Weldadigheid toegelaten te worden. De rol, welke zij vervullen, en de diensten, welke zij bewijzen in den uitgestreken werkkring der private weldadigheid, kunnen zij vervullen en bewijzen op het gebied der openbare Weldadigheid, tot groot voordeel dezer laatste. In Engeland, van welks wetgeving het werk der Commissie uitgaat, zijn de gehuwde en andere vrouwen verkiesbaar tot de ambten der bureelen die de parochiale vereenigingen beheeren. In Frankrijk, onstaat eene soortgelijke strekking. Een decreet van 15 November 1895 machtigt de vrouwen om lid van de weldadigheidsbureelen te zijn. Dat is zeer natuurlijk en nuttig. Liefdadigheid is de geliefkoosde werkkring der vrouw. De gave van verpleging en vertroosting zijn haar ingeboren. De weldadigheid is feitelijk, bij de vrouw, de sociale uitstraling van het moederschap! Zij besteedt hare bijzondere gaven aan de behandeling en de bewaking van sommige bijzonderheden van den bijstand, zooals het uitkiezen, het in ontvangst nemen, het voorbereiden van de kleedingstukken, de eetwaren, de geneesmiddelen, voor de behoeftigen bestemd.

Zij is ook beter begaafd dan de man om sommige zedelijke of lichamelijke kwalen te ontdekken en te lenigen, vooral die welke de kinderen, de vrouwen en de moeders betreffen. Zij doordringt, kortom, het gansche werk met de bevalligheid, de zachtaardigheid en den opofferingsgeest die vooral aan haren aard eigen zijn. Wij stellen dus voor, dat er beslist worde dat de vrouwen worden toegelaten tot alle ambten der openbare weldadigheid, mits de beperking evenwel dat indien zij minderjarig, niet ontvoegd zijn of getrouwd, zij de toestemming noodig hebben van hare ouders, haren voogd of haren man. Want, al willen wij de openbare weldadigheid voordeel doen trekken uit de kostbare medewerking der vrouwen, wij willen tevens het

beginsel van het vaderlijk of echtelijk gezag ongeschonden bewaren, daar dit gezag een der voorwaarden is van de eenheid en van het bestaan van de echtelijke gemeenschap en van het huisgezin. »

Die stelling, welsprekend verdedigd, stuitte niettemin op vrij erge tegenkanting, maar het voorstel werd bij groote meerderheid aangenomen. Die hervorming is immers een van die welke zich heden opdringen. Het is de redelijkste en de best begrepene van al de eischen der vrouw, en de ondervinding heeft reeds bewezen in België, evenals elders, dat de vrouwen, welke de openbare meening aanwijst om soortgelijke ambten te vervullen, nagenoeg altijd die keus hadden gerechtvaardigd door groote hoedanigheden van bekwaamheid en toewijding. Ik meen nochtans dat eene beperking noodig is. Met het oog op het beheer en de financiën zou het eenig bezwaar opleveren de openbare Weldadigheidsbesturen bij meerderheid of uitsluitend uit vrouwen samen te stellen.

De Commissie van Weldadigheid, na het punt van het beroep der behoeftigen tegen de beslissingen der liefdadigheidsbesturen vrij breedvoerig te hebben besproken, heeft dat recht op beroep aangenomen en in de volgende bewoordingen uitgedrukt :

« Ieder behoeftige kan in beroep komen tegen de beslissingen jegens hem genomen door de commissiën van Openbaren onderstand. Zijn beroep, door hem onderteekend of bevestigd in 't bijzijn van twee getuigen, wordt overhandigd aan den toezieners die, na de Commissie te hebben gehoord, het opstuurt aan de Regeering met zijn advies. Er wordt uitspraak over gedaan door de Bestendige Deputatie, wier besluit wordt overgemaakt tot uitvoering aan den toezieners en bij voorkomend geval als betalingsbevel geldt. »

Ik meen dat die bepaling door uitmuntende inzichten ingegeven niet in de wet moet opgenomen worden. De Commissie had het *recht op onderstand* niet eigenlijk aangenomen maar zich erbij bepaald den plicht te bevestigen welken de samenleving heeft om de behoeftigen te helpen. Het recht van beroep zou beteekenen dat een behoeftige het recht heeft te eischen dat te zijnen opzichte de wetten der openbare weldadigheid zouden nageleefd worden.

Wat er ook van zij, het is niet practisch en niet onontbeerlijk eene verpletterende zending toe te vertrouwen aan de Bestendige Deputatiën, die voorwaar op dit gebied weinig bevoegd zijn. Die beroepen, vrij van alle kosten en formaliteiten zullen ontelbaar zijn, want het geldt hier klanten, die moeilijk te voldoen zijn. Het onderzoek van ieder afzonderlijk geval zal meestal moeten geschieden in gemeenten verre afgelegen van de provinciehoofdstad waar de Bestendige Deputatie vergadert en alvorens die onderzoeken tot een besluit hebben geleid, zal dat besluit te laat komen of nutteloos wezen. Indien sommige Bestendige Deputatiën, die populariteit beoogen, de weldadigheidsbesturen en de gemeenten, die deze desnoods moeten toelagen geven, rijkelijk doen betalen, dan zullen de lasten van den openbaren bijstand overdreven worden.

Zullen zij beter de toestanden en de behoeften kennen, zullen zij meer

schranderheid en betere inzichten aan den dag leggen dan de leden der liefdadigheidsbesturen die ter plaatse zijn en personen en zaken van nabij zien? Het is vrij twijfelachtig. Men moet het wel bekennen en in de rampvolle omstandigheden welke wij belcfsden is zulks zonneklaar gebleken, de private liefdadigheid is bekwaam in België eene bedrijvigheid en eene edelmoedigheid aan den dag te leggen die niet het wantrouwen wettigen dergenen, die hare daden gestadig over den hekel willen halen. Mag men overigens zeggen dat zij, die klagen over de ontoereikendheid van de verleende hulp geen beroep hoegenaamd hebben en hunne klachten niet kunnen doen hooren? Zij hebben het recht, hebben er dikwijls gebruik van gemaakt, hunne bezwaren in te dienen en hunne klachten te doen hooren bij de schepencolleges, bij de gemeenteraden en zelfs bij de hoogere overheden, aan wier toezicht de weldadigheidsbureelen en de Commissiën der Godshuizen evenals alle openbare besturen onderworpen zijn. Er valt daarenboven op te merken dat het huidig kiesstelsel politieke rechten geeft aan alle burgers, aan hen die hoegenaamd geen belasting betalen en zelfs aan de behoeftigsten. De besturen hebben niet alleen het recht jegens die talrijke kiezers, rechtvaardig en welwillend te zijn, zij hebben er zelfs belang bij.

Iedereen ten slotte schijnt het eens om het toezicht over den openbaren onderstand, door den Staat ingericht, aan te nemen, en die nieuwe instelling zal natuurlijk aangewezen zijn om een nuttigen invloed op de liefdadigheidsbesturen uit te oefenen en dezen desnoods doeltreffende opmerkingen te maken. De WeldadigheidsCommissie heeft inderdaad aangenomen dat in België zooals in verscheidene andere landen, het geregeld en bestendig toezicht, uitgeoefend onder 't beheer van den Minister van Justitie, het stelsel van den openbaren onderstand moest aanvullen.

Op het gebied der Weldadigheid evenals op dit van het onderwijs zal de gestadige werking van toegewijde mannen, met bijzondere bevoegdheid en gezag, die een ernstig en gestadig toezicht uitoefenen, nuttiger wezen dan een hersenschimmig recht op beroep, aan de behoeftigen verleend. Niet de dwang maar wel de onderrichtingen, de raadgevingen, de overreding, de aanmoedigingen zullen de toezichters in staat stellen uitstekend werk te verrichten.

Ongetwijfeld kan de herinrichting van de Weldadigheid, zooals die heden moet voorzien worden, voor een aantal gemeenten eene vrij aanzienlijke vermeerdering van lasten veroorzaken, al was het maar uit hoofde van eene meer algemeene en dringende verplichting ten minste te doen wat op gebied van onderstand onontbeerlijk is. De Commissie van Weldadigheid, wel beseffende hoe lastig en kiesch de geldelijke toestand is van de gemeenten en zelfs van de steden, waar de liefdadigheidsbesturen geen eigen geldmiddelen bezitten, heeft in iedere provincie de stichting voorzien van een bijzonder fonds, gespijsd door middel van allerhande geldmiddelen en zelfs van een armengeld, waardoor toelagen zouden kunnen verleend worden aan de gemeenten voor wie de last van den onderstand te zwaar mocht wezen. Die gedachte, zooals het reeds bestaande gemeene fonds, op een beginsel van

solidariteit en onderlinge hulp gesteund, blijkt juist te zijn en moet aangenomen worden om de voorgestelde verbeteringen mogelijk te maken.

Er dient echter te worden opgemerkt dat de ouderdomspensioenen en de verzekeringen tegen arbeidsongevallen en vroegtijdige invaliditeit, wier wettelijke regeling ongetwijfeld eerlang zal verbeterd en aangevuld worden, zeer belangrijke instellingen zijn met het oog op den openbaren onderstand. Indien de maatschappelijke wetten toegepast worden en haar doel bereiken, zullen veel ouderlingen en zieken ophouden ten laste van den openbaren onderstand te vallen.

Dat kan min of meer opwegen tegen de gevolgen van nieuwe verplichtingen, die zouden opgelegd worden. Daaruit zou de mogelijkheid voortvloeien om de behoeftigen, welke geen voorzorgs- of beschermingsmaatregel hoegenaamd tegen de ellende kan vrijwaren, op doelmatige wijze bij te staan. Te allen tijde zullen er armen en ongelukkigen zijn en de samenleving heeft een plicht van menschlievendheid te vervullen zelfs jegens hen, die het slachtoffer zijn van hunne onbekwaamheden van hunne eigen mislagen. Derhalve schijnt eene verzwaring van de lasten der Weldadigheid mogelijk en zelfs waarschijnlijk.

De Commissie had, na grondige bespreking, het beginsel aangenomen van een centraal en bestendig toezicht over den openbaren onderstand. Zij had insgelijks de aanstelling gevraagd van een hooger raad van Weldadigheid. Aan dien wensch werd reeds voldoening gegeven bij koninklijk besluit van 26 Mei 1912. Die instelling komt thans volstrekt te gepasten tijde en schijnt als opgedrongen. De groote plaats, welke de vraagstukken betreffende de verbetering van het lot der volksklassen in de bekommelingen der openbare meening heeft ingenomen, vergt dat de inrichting en de verbetering van de liefdadigheidsinstellingen insgelijks voordeel kunnen trekken uit de werken en de beraadslagingen der meest bevoegde en verlichte mannen, officieel vereenigd en genoeg gezag bezittend om de hervormingen en den vooruitgang, waarvan de noodzakelijkheid blijkt, aan te wijzen en te doen aannemen.

De Commissie van Weldadigheid heeft sommige wijzigingen in de wet op de bijstand woonst, waarvan de noodzakelijkheid levendig gevoeld wordt, voorgesteld en sterk gemotiveerd. Zonder inbreuk te maken op de hoofdbeginselen en op den geest der wet van 1891, dient er middel geschaft in onloochenbare misbruiken waarop is gewezen geworden en die zich blijven voordoen.

* * *

Kortom, het wetsvoorstel dat ik de eer heb aan 't onderzoek der Kamer te onderwerpen, is over 't algemeen ingegeven door de beraadslagingen der Commissie van Weldadigheid en hoofdzakelijk gekenschetst door de volgende bepalingen :

1^o Samenordening van de bepalingen tot regeling van het bestuur der godshuizen en der weldadigheidsbureelen.

2° Samenvoeging van godshuizen en weldadigheidsbureelen, éénmaking van 't beheer en samensmelting van de erfgoederen met inachtneming van de wettelijk vastgestelde bestemmingen en lasten.

3° Instelling van intercommunale commissiën van openbaren onderstand, wanneer die vereenigingen noodig zijn om den dienst der weldadigheid te verzekeren.

4° Uitbreiding van de bevoegdheid der openbare Weldadigheid in den zin van de voorzorg en van den voorkomenden onderstand.

5° Toelating van de vrouwen tot de ambten der openbare Weldadigheid.

6° Herziening van de regelen betreffende het beheer en de verhuring der goederen alsmede het beleggen der kapitalen.

7° Stichting van een provinciaal fonds voor openbaren onderstand.

8° Toezicht over den openbaren onderstand.

9° Wijziging van eenige artikelen der wet op de bijstandwoonst.

AMÉDÉE VISART.

(36)

PROPOSITION DE LOI
sur la réforme de la bienfaisance
publique.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Les administrations communales veillent à ce que dans chaque commune il soit établi une « Commission d'assistance publique » ayant pour mission de soulager et de prévenir la misère et d'organiser le service hospitalier.

Néanmoins, le service de l'assistance publique, dans les conditions déterminées par la présente loi, peut être confié à une Commission intercommunale.

ART. 2.

Les Commissions d'assistance publique sont substituées aux Commissions des Hospices civils et aux Bureaux de bienfaisance. Sauf respect des droits acquis et des affectations de biens légalement établies, l'unification de l'administration et la fusion du patrimoine des Hospices civils et des Bureaux de bienfaisance sont complètes.

ART. 3.

Plusieurs communes limitrophes,

WETSVOORSTEL

tot hervorming van de openbare
weldadigheid.

EERSTE HOOFDSTUK

Algemeene bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

De gemeentebesturen zorgen dat in elke gemeente eene « Commissie van openbaren onderstand » wordt ingesteld, gelast de ellende te verzachten en te voorkomen en den dienst der ziekenverpleging in te richten.

De dienst van den openbaren onderstand kan echter, op de bij deze wet bepaalde wijzen, aan eene Intercommunale Commissie toevertrouwd worden.

ART. 2.

De Commissiën van openbaren onderstand komen in de plaats van de Commissiën der Burgerlijke Godshuizen en van de Bureelen van Weldadigheid. Behoudens eerbiediging van de verworven rechten en van de wettelijk bepaalde bestemmingen van goederen, worden het beheer der Burgerlijke Godshuizen en dit der Bureelen van Weldadigheid volkomen ééngemaakt en hun vermogen volkomen samengesmolten.

ART. 3.

Verscheidene aangrenzende ge-

appartenant à la même province, peuvent former une Union intercommunale pour le service de l'assistance publique. Ces Unions ne peuvent comprendre plus de dix communes.

ART. 4.

L'Union intercommunale est créée par le Roi, les communes, l'Inspection de l'assistance publique et la Députation permanente du Conseil provincial entendues.

ART. 5.

La formation de l'Union intercommunale peut être proposée par les communes et par la Députation permanente ou être décrétée d'office par le Roi.

ART. 6.

Le service de l'assistance publique est confié dans chaque commune et dans chaque Union intercommunale à une seule Commission d'assistance.

ART. 7.

La Commission communale ou intercommunale est dotée de la personification civile et constitue un établissement public distinct sous la surveillance et le contrôle des administrations communales et de la Députation permanente du Conseil provincial, ainsi qu'il sera réglé ci-après.

ART. 8.

Deux ou plusieurs communes et

meenten, tot dezelfde provincie behorend, kunnen eene Intercommunale Vereeniging voor den dienst van den openbaren onderstand oprichten. Die Vereenigingen mogen niet uit meer dan tien gemeenten bestaan.

ART. 4.

De Intercommunale Vereeniging wordt opgericht door den Koning, nadat de gemeenten, de dienst van toezicht op den openbaren onderstand en de Bestendige Deputatie van den Provinciaal Raad zijn gehoord.

ART. 5.

De oprichting van de Intercommunale Vereeniging kan door de gemeenten en door de Bestendige Deputatie voorgesteld of door den Koning van ambtswege bevolen worden.

ART. 6.

In elke gemeente en in elke Intercommunale Vereeniging wordt de dienst van den openbaren onderstand aan eene zelfde Commissie van onderstand toevertrouwd.

ART. 7.

De gemeentelijke of de intercommunale Commissie heeft rechtspersoonlijkheid en maakt eene afzonderlijke openbare instelling uit onder toezicht en contrôle van de gemeentebesturen en de Bestendige Deputatie van den Provinciaal Raad, zooals hierna geregeld wordt.

ART. 8.

Twée of meer gemeenten en in-

unions intercommunales appartenant à la même province peuvent être autorisées par le Roi, la Députation permanente entendue, à s'unir pour fonder et entretenir des institutions ayant un des buts spéciaux du service de l'assistance publique.

Ces institutions à but spécial jouissent de la personnification civile dans les mêmes conditions que les unions intercommunales et sont soumises aux mêmes règles administratives.

CHAPITRE III.

Commissions locales.

ART. 9.

Les Commissions d'assistance publique sont composées de cinq membres dans les communes dont la population n'atteint pas 5,000 habitants, de six dans les communes de 5,000 à 15,000 habitants, de huit dans les communes de 15,000 à 50,000 habitants, de dix dans les communes de 50,000 et au-dessus.

ART. 10.

Les membres de la Commission locale sont nommés par le Conseil communal pour le terme fixé par la loi, sur deux listes doubles de candidats présentées l'une par la Commission, l'autre par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

Les deux listes peuvent contenir

intercommunale vereenigingen. tot dezelfde provincie behorend, kunnen door den Koning, de Bestendige Deputatie gehoord zijnde, gemachtigd worden zich te vereenigen om instellingen, met een der bijzondere doeleinden van den dienst van den openbaren onderstand, tot stand te brengen en in stand te houden.

Die instellingen met een bijzonder doel hebben rechtspersoonlijkheid onder dezelfde voorwaarden als de intercommunale vereenigingen en zijn aan dezelfde bestuursregelen onderworpen.

HOOFDSTUK II.

Plaatselijke Commissiën

ART. 9.

De Commissiën van openbaren onderstand zijn samengesteld uit vijf leden in de gemeenten met eene bevolking van minder dan 5,000 inwoners, uit zes in de gemeenten van 5,000 tot 15,000 inwoners, uit acht in de gemeenten van 15,000 tot 50,000 inwoners, uit tien in de gemeenten van 50,000 inwoners en meer.

ART. 10.

De leden der Plaatselijke Commissie worden door den gemeenteraad, voor den bij de wet bepaalden termijn, benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten elk, voorgedragen, de eene door de Commissie, en de andere door het College van Burgemeester en Schepenen.

Op beide lijsten mogen de namen

les noms des mêmes candidats. Les membres sortants ne peuvent prendre part à la formation des listes de présentation. Les membres du Conseil communal peuvent prendre part à la nomination des membres de la Commission locale, nonobstant leur parenté ou leur alliance avec les candidats.

ART. 11.

En cas de démission de la majorité des membres de la Commission locale et en cas de composition d'une Commission nouvelle, les nominations sont faites par le Conseil communal sans présentation de candidats.

ART. 12.

Pour pouvoir être porté sur les listes de présentation, il faut être Belge par la naissance ou la naturalisation, être âgé de 25 ans, ne pas se trouver dans un des cas d'exclusion prévus par la loi communale et avoir une habitation dans la commune.

ART. 13.

Peuvent être portées sur les listes de présentation les femmes, aux mêmes conditions, moyennant, le cas échéant, l'autorisation expresse ou tacite du père ou du mari. Néanmoins, les Commissions ne peuvent pas être composées de femmes en majorité. Le cas échéant, la nomination des plus âgées seulement, à concurrence du nombre qui ne peut être dépassé, est valable.

van dezelfde kandidaten voorkomen. De uitredende leden mogen niet deelnemen aan het opmaken van de lijsten van voordracht. De leden van den Gemeenteraad mogen aan de benoeming van de leden der Plaatselijke Commissie deelnemen niettegenstaande hunne bloed- of aanverwantschap met de kandidaten.

ART. 11.

Heeft de meerderheid der leden van de Plaatselijke Commissie ontslag genomen en dient eene nieuwe Commissie te worden samengesteld, dan worden de benoemingen door den Gemeenteraad gedaan zonder voordracht van kandidaten.

ART. 12.

Om op de lijsten te kunnen voorgedragen worden, moet men Belg zijn door geboorte of naturalisatie, den leeftijd van 25 jaar bereikt hebben, zich niet bevinden in een der gevallen van uitsluiting, bij de gemeentewet voorzien, en eene woning in de gemeente hebben.

ART. 13.

Onder dezelfde voorwaarden kunnen de vrouwen worden voorgedragen, desnoods mits uitdrukkelijke of stilzwijgende machtiging van vader of man. De Commissiën mogen echter niet in meerderheid uit vrouwen bestaan. Bij voorkomend geval is slechts geldige benoeming der oudste, ten beloope van het getal dat niet mag overschreden worden.

ART. 14.

Les membres des commissions d'assistance publique ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement. Cependant, dans les communes dont la population est inférieure à 2,000 habitants, la prohibition s'arrête au deuxième degré.

L'alliance survenue après la nomination n'emporte pas la cessation du mandat. L'alliance est censée dissoute par le décès de la personne du chef de laquelle elle provient.

ART. 15.

Ne peuvent être membres des Commissions d'assistance publique : les gouverneurs de province, les membres de la Députation permanente, les greffiers provinciaux, les commissaires d'arrondissement, les médecins ou pharmaciens des pauvres et les employés des commissions mêmes.

ART. 16.

La Commission ne peut être composée en majorité de membres du Conseil communal.

ART. 17.

La Commission locale se renouvelle successivement par la sortie, le 1^{er} janvier de chaque année, des membres les plus anciens en rang de nomination.

Il sortira tous les ans un membre de la Commission composée de cinq ou de six membres, et deux de la Commission composée de huit ou de dix membres. Les membres sortants

ART. 14.

De leden der commissiën van openbaren onderstand mogen niet bloed- of aanverwanten zijn tot in den derden graad. Echter gaat, in de gemeenten van minder dan 2,000 inwoners, dat verbod niet verder dan tot den tweeden graad.

Aanverwantschap, na de benoeming voorgekomen, doet het mandaat niet vervallen. De aanverwantschap wordt geacht te vervallen door het overlijden van den persoon waardoor zij bestaat.

ART. 15.

Mogen niet lid der Commissiën van openbaren onderstand zijn : de gouverneurs van provinciën, de leden van de Bestendige Deputatie, de provinciale griffiers, de arrondissementscommissarissen, de geneesheeren of apothekers der armen en de ambtenaren der Commissiën zelve.

ART. 16.

De Commissie mag niet in meerderheid bestaan uit leden van den Gemeenteraad.

ART. 17.

De Plaatselijke Commissie wordt achtereenvolgens vernieuwd door het uittreden, op 1 Januari van ieder jaar, van de oudste leden naar de orde hunner benoeming.

Telken jare treedt één lid van de Commissie uit, indien zij bestaat uit vijf of zes leden, en twee der leden, indien zij bestaat uit acht of tien leden. De uittredende leden zijn

sont rééligibles s'ils continuent à réunir les conditions exigées.

ART. 18.

Expédition des actes de nomination est adressée à la Députation permanente avant le 1^{er} décembre de chaque année. La Députation permanente annule, soit sur réclamation, soit d'office, les nominations contraires aux prescriptions de la présente loi. En cas de réclamation contre les décisions, le Roi statue. La Députation doit se prononcer dans le mois de la réception des pièces. Passé ce délai, la nomination est réputée valide.

ART. 19.

Le membre nommé pour remplir une place vacante par suite de décès, démission ou autrement, achève le terme de son prédécesseur; les nominations qui ont lieu dans ce cas ne comptent pas pour le renouvellement annuel.

ART. 20.

Les membres qui perdent l'une ou l'autre des qualités requises pour être portés sur les listes de présentation, cessent de faire partie de la Commission.

ART. 21.

Tout démissionnaire, sauf le cas de force majeure, devra rester en fonctions jusqu'à la nomination de son successeur.

herkiesbaar, zoo zij aan de gestelde vereischten blijven voldoen.

ART. 18.

Afschrift van de benoemingsakten wordt aan de Bestendige Deputatie toegezonden vóór 1 December van elk jaar. Op grond van ingediende bezwaren ofwel van ambtswege verklaart de Bestendige Deputatie de benoemingen nietig, die in strijd zijn met de voorschriften van deze wet. Worden tegen de beslissingen bezwaren ingediend, dan beslist de Koning. De Deputatie moet uitspraak doen binnen eene maand na de ontvangst der stukken. Is die tijd verstreken, dan wordt de benoeming geacht geldig te zijn.

ART. 19.

Het lid, dat benoemd is voor eene door overlijden, ontslag of anderszins opengevallen plaats, voleindigt het mandaat van zijnen voorganger; de benoemingen, die in dat geval geschieden, komen niet in aanmerking voor de jaarlijkse vernieuwing.

ART. 20.

De leden, die eene of andere der hoedanigheden verliezen, vereischt om op de lijsten te worden voorgedragen, houden op tot de Commissie te behooren.

ART. 21.

Elk ontslagnemend lid moet, behalve in geval van overmacht, zijn ambt waarnemen, totdat zijn opvolger is benoemd.

ART. 22.

Les membres de la Commission peuvent, en cas de faute grave ou d'inconduite notoire, être révoqués par la Députation permanente sur la proposition de la Commission ou du Conseil communal ou même d'office, sauf recours au Roi. L'intéressé et, suivant le cas, la Commission et le Conseil communal seront préalablement entendus.

ART. 25.

Le Bourgmestre n'est pas membre de la Commission locale d'assistance publique. Il assiste, lorsqu'il le juge utile, aux séances et y a voix délibérative; dans ce cas, il préside l'assemblée. Il peut déléguer, à cette fin, un membre du Collège échevinal.

ART. 24.

Les membres de la Commission exercent leurs fonctions gratuitement. Toutefois un jeton de présence peut être alloué à un membre qui, étant ouvrier, aurait à subir une perte de salaire pour remplir ses fonctions.

ART. 25.

Ne peuvent être nommés membres de la Commission les personnes qui reçoivent actuellement des secours de la bienfaisance publique, soit pour eux-mêmes, soit pour les membres de leur famille habitant avec eux.

ART. 26.

La Commission élit dans son sein

ART. 22.

In geval van zware schuld of algemeen bekend wangedrag kunnen de leden der Commissie door de Bestendige Deputatie op voorstel van de Commissie of van den Gemeenteraad ofwel zelfs van ambtswege worden afgezet, behoudens beroep bij den Koning. De belanghebbende en, volgens het geval, de Commissie en de Gemeenteraad worden eerst gehoord.

ART. 25.

De burgemeester is geen lid van de Plaatselijke Commissie van openbaren onderstand. Wanneer hij het noodig oordeelt, woont hij de vergaderingen bij en heeft er beraadslagende stem; in dit geval zit hij de vergadering voor. Te dien einde kan hij een lid van het Schepencollege afvaardigen.

ART. 24.

De leden der Commissie nemen hun ambt kosteloos waar. Er kan echter een zitpenning worden toegekend aan een lid dat, werkmans zijnde, een verlies van loon zou moeten ondergaan om zijn ambt te vervullen.

ART. 25.

Personen die thans, hetzij voor zichzelf, hetzij voor de met hen inwonende leden van hun gezin, onderstand van de openbare weldadigheid genieten, kunnen niet tot leden der Commissie benoemd worden.

ART. 26.

De Commissie benoemt onder

un président pour trois ans, à moins qu'un règlement, approuvé par le Conseil communal et la Députation permanente, n'en dispose autrement.

ART. 27.

La Commission nomme un secrétaire. S'il est pris parmi les membres de la Commission, il ne peut toucher aucun traitement. Lorsqu'il n'est pas membre de la Commission, il peut lui être alloué un traitement. La délibération qui fixe ce traitement doit être approuvée par le Conseil communal et par la Députation permanente.

ART. 28.

La Commission nomme hors de son sein un receveur. Il pourra, sous l'approbation du Conseil communal et de la Députation permanente, être accordé au receveur un traitement ou une remise sur les recettes. Cette rémunération ne pourra être modifiée ultérieurement que moyennant les mêmes approbations. Le receveur doit fournir un cautionnement dont le montant devra être fixé par la Commission et approuvé par le Conseil communal et la Députation permanente.

ART. 29.

Le receveur est chargé seul et sous sa responsabilité d'effectuer les recettes et d'acquitter sur mandats réguliers signés par le président ou son suppléant et par le secrétaire les dépenses ordonnées, jusqu'à concurrence du montant spécial de chaque

hare leden eenen voorzitter voor drie jaar, tenzij een reglement, door den Gemeenteraad en de Bestendige Deputatie goedgekeurd, anders beschikt.

ART. 27.

De Commissie benoemt eenen secretaris. Wordt hij onder de leden der Commissie aangewezen, dan kan hij geen wedde trekken. Is hij geen lid van de Commissie, dan kan hem eene wedde worden toegekend. De beraadslaging, welke deze wedde bepaalt, dient door den Gemeenteraad en de Bestendige Deputatie te worden goedgekeurd.

ART. 28.

De Commissie benoemt eenen ontvanger buiten hare leden. Met goedkeuring van den Gemeenteraad en van de Bestendige Deputatie kan aan den ontvanger eene wedde of een loon geëvenredigd aan de ontvangsten toegekend worden. Deze bezoldiging kan later slechts mits dezelfde goedkeuringen worden gewijzigd. De ontvanger moet eenen borgtocht stellen, waarvan het bedrag door de Commissie dient bepaald en door den Gemeenteraad en de Bestendige Deputatie dient goedgekeurd te worden.

ART. 29.

De ontvanger wordt gelast, alleen en onder zijne verantwoordelijkheid de ontvangsten te doen en, op regelmatige mandaten ondertekend door den voorzitter of zijnen plaatsvervanger en door den secretaris, de bevolen betalingen te doen ten be-

article du budget ou du crédit spécial; de faire tous actes conservatoires ou autres interruptifs de la prescription et des déchéances; de requérir au bureau des hypothèques l'inscription, la transcription ou le renouvellement de tous les titres qui en sont susceptibles; d'avertir les administrateurs de l'échéance des baux et des retards de paiements et de toute atteinte portée aux domaines, droits, privilèges et hypothèques.

Dans le cas où il y aurait de la part du receveur refus ou retard d'acquitter le montant de mandats réguliers, le paiement en sera poursuivi comme en matière de contributions directes, sur l'exécutoire de la Commission ou, à son défaut, de la Députation permanente.

ART. 30.

Exceptionnellement, le cumul des fonctions de secrétaire et de receveur pourra être autorisé par le Conseil communal, sous réserve de l'approbation de la Députation permanente.

ART. 31.

Les fonctions de secrétaire et de receveur sont incompatibles avec celles de conseiller communal, de médecin ou de pharmacien des pauvres et avec celles d'employé salarié de la Commission. Le secrétaire et le receveur ne peuvent être ni cabaretier, ni boutiquier détaillant. Ils ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré des membres de la Commission.

loope van het bedrag van ieder artikel der begrooting of van het bijzonder krediet; alle vrijwarende handelingen of alle andere verjaring of verval schorsende handelingen te verrichten; ten kantore der hypotheken inschrijving, overschrijving of vernieuwing te vorderen van al de titels die daarvoor vatbaar zijn; de beheerders op de hoogte te houden van den vervaltijd der huur-overeenkomsten, van den achterstel en van elk feit dat de domeinen, de rechten, voorrechten en hypotheken schaadt.

In geval van weigering of nalatigheid van den ontvanger om het bedrag van regelmatige mandaten te voldoen, wordt de betaling er van vervolgd zooals in zake rechtstreeksche belastingen. nadat zij door de Commissie of, zoo niet, door de Bestendige Deputatie invorderbaar zijn verklaard.

ART. 30.

Bij uitzondering kan tot gelijktijdige uitoefening der ambten van secretaris en ontvanger machtiging worden verleend door den Gemeenteraad, behoudens goedkeuring door de Bestendige Deputatie.

ART. 31.

De ambten van secretaris en ontvanger zijn onvereinbaar met die van gemeenteraadslid, van geneesheer of apotheker der armen en met dat van bezoldigden beambte der Commissie. De secretaris noch de ontvanger mogen herbergier of kleinhandelaar-winkelier zijn. Zij mogen geen bloed- of aanverwanten van de leden der Commissie zijn tot in den tweeden graad.

ART. 32.

Les médecins, pharmaciens et sages-femmes de l'assistance publique sont nommés pour six ans, suspendus et révoqués par la Commission, sous approbation du Conseil communal et sauf recours à la Députation permanente. La Commission règle leur traitement et en fixe le nombre de manière à assurer, autant qu'il se peut, le libre choix des indigents.

ART. 33.

La Commission nomme, suspend et révoque tous les autres employés de l'assistance publique.

ART. 34.

La nomination, la suspension et la révocation du secrétaire et du receveur sont soumises à l'approbation du Conseil communal. En cas de désaccord, la Députation permanente statue. En cas de suspension ou de révocation, le recours au Roi peut être exercé par la Commission, le Conseil communal et le fonctionnaire intéressé.

ART. 35.

La Commission se réunit au moins une fois par mois, aux jours et heures fixés par le Règlement d'ordre intérieur. Toutefois, le Président ou le Bourgmestre la convoque chaque fois que le besoin du service l'exige.

ART. 36.

La Commission ne peut délibérer

ART. 32.

De geneesheeren, apothekers en vroedvrouwen van den openbaren onderstand worden benoemd voor zes jaar, geschorst of afgezet door de Commissie, mits goedkeuring door den Gemeenteraad en behoudens beroep bij de Bestendige Deputatie. De Commissie stelt hunne wedde vast en bepaalt hun getal derwijze dat de vrije keuze aan de behoeftigen zooveel mogelijk verzekerd zij.

ART. 33.

Al de overige beambten van den openbaren onderstand worden door de Commissie benoemd, geschorst en afgezet.

ART. 34.

De benoeming, de schorsing en de afzetting van den secretaris en den ontvanger worden aan de goedkeuring van den Gemeenteraad onderworpen. Is er geschil, dan beslist de Bestendige Deputatie. In geval van schorsing of afzetting kunnen de Commissie, de Gemeenteraad en de betrokken ambtenaar in beroep komen bij den Koning.

ART. 35.

De Commissie vergadert ten minste eenmaal in de maand, op de dagen en uren door het Reglement van orde vastgesteld. Evenwel wordt zij door den Voorzitter of den Burgemeester bijeengeroepen, telkens als de dienst het vereischt.

ART. 36.

De Commissie kan alleen dan be-

que si la majorité des membres en fonctions est présente. Toutefois, après deux convocations par écrit, il peut être passé outre aux délibérations quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du Bourgmestre, de son délégué ou du Président est prépondérante.

Commissions intercommunales.

ART. 37.

La Commission intercommunale d'assistance publique a, dans tout le territoire qu'elle comprend dans sa réunion, les attributions et les obligations de la Commission locale dans les communes.

ART. 38.

La Commission intercommunale supporte tous les frais d'assistance incombant aux communes, sans préjudice des subsides qui lui sont alloués en cas d'insuffisance de ressources.

ART. 39.

La Commission intercommunale est soumise aux mêmes règles administratives que la Commission locale, sauf les modifications résultant des dispositions qui suivent.

ART. 40.

La Commission intercommunale est formée des délégués des communes et d'un Président. Les délégués des communes sont nommés

raadsleden wanneer de meerderheid van de aangestelde leden aanwezig is. Echter kan zij na twee schriftelijke bijeenroepingen beraadslagen, welk ook het getal der aanwezige leden zij.

De besluiten worden genomen bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van den Burgemeester, van zijnen afgevaardigde of van den Voorzitter beslissend.

Intercommunale Commissiën.

ART. 37.

De Intercommunale Commissie van openbaren onderstand heeft, in het gansche gebied dat zij in hare vereeniging omvat, de bevoegdheden en de verplichtingen van de Plaatselijke Commissie in de gemeenten.

ART. 38.

De Intercommunale Commissie draagt al de onderstandskosten die ten laste der gemeenten vallen, onverminderd de toelagen die haar, in geval van ontoereikende middelen, worden toegekend.

ART. 39.

De Intercommunale Commissie is aan dezelfde bestuursregelen onderworpen als de Plaatselijke Commissie, behoudens de wijzigingen volgende uit de onderstaande artikelen.

ART. 40.

De Intercommunale Commissie wordt samengesteld uit de afgevaardigden der gemeenten en eenen Voorzitter. De afgevaardigden der

pour trois ans. Chaque commune est représentée par un délégué au moins.

ART. 41.

Le nombre des membres de la Commission intercommunale ne pourra être inférieur à cinq. Il y aura des délégués suppléants remplaçant éventuellement les titulaires empêchés.

Au moment de la formation de l'Union et ensuite tous les trois ans, le nombre des délégués attribués à chaque commune sera fixé par la Députation permanente, sauf recours au Roi. Cette répartition est mise en rapport avec le chiffre de la population et l'importance probable de la contribution de chaque commune. Néanmoins, aucune commune n'aura droit à plus de trois délégués.

ART. 42.

Les délégués des communes sont nommés par les Conseils communaux sur deux listes doubles de candidats présentées l'une par la Commission intercommunale, l'autre par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

ART. 43.

Les membres de la Commission intercommunale peuvent, en cas de faute grave ou d'inconduite notoire, être révoqués par le Roi, sur la proposition de la Commission ou de la Députation permanente.

gemeenten worden voor drie jaar benoemd. Elke gemeente wordt door ten minste éénen afgevaardigde vertegenwoordigd.

ART. 41.

Het getal leden der Intercommunale Commissie mag niet beneden vijf zijn. Er zijn plaatsvervangende afgevaardigden om desnoods in de plaats van de verhinderde leden op te treden.

Bij de oprichting van de Vereeniging en vervolgens om de drie jaar wordt het getal der aan elke gemeente toegekende afgevaardigden bepaald door de Bestendige Deputatie, behoudens beroep bij den Koning. Deze verdeling wordt geëvenredigd aan het cijfer der bevolking en de vermoedelijke hoegrootheid der bijdrage van elke gemeente. Evenwel heeft geen enkele gemeente recht op meer dan drie afgevaardigden.

ART. 42.

De afgevaardigden der gemeenten worden door de gemeenteraden benoemd uit twee lijsten van twee kandidaten elk, voorgedragen, de eene door de Intercommunale Commissie, en de andere door het College van Burgemeester en Schepenen.

ART. 43.

In geval van zware schuld of algemeen bekend wangedrag kunnen de leden van de Intercommunale Commissie door den Koning, op voorstel van de Commissie of van de Bestendige Deputatie, worden afgezet.

Chaque commission a, dans les mêmes cas, le droit de proposer la révocation de ses délégués.

ART. 44.

Le président de la Commission intercommunale est nommé pour trois ans par le Roi sur une liste de trois candidats présentés par la Députation permanente. Cette liste peut comprendre d'autres candidats que les délégués des communes.

ART. 45.

La Commission intercommunale peut former dans son sein un bureau permanent de trois à cinq membres chargé de l'expédition des affaires courantes.

ART. 46.

La Commission intercommunale nomme son secrétaire et son receveur et fixe leur traitement. Elle les suspend et les révoque. Ces délibérations sont soumises à l'approbation de la Députation permanente, sauf recours au Roi.

Le secrétaire et le receveur peuvent aussi être suspendus ou révoqués d'office par la Députation permanente, la Commission intercommunale entendue et sauf recours au Roi.

ART. 47.

Les médecins, pharmaciens et sages-femmes de l'assistance publique sont nommés pour six ans, suspendus et révoqués par la Commission

Elke commissie is, in dezelfde gevallen, gerechtigd om de afzetting van hare afgevaardigden voor te stellen.

ART. 44.

De Voorzitter van de Intercommunale Commissie wordt door den Koning voor drie jaar benoemd uit eene lijst van drie kandidaten, voorgedragen door de Bestendige Deputatie. Op deze lijst kunnen andere kandidaten dan de afgevaardigden der gemeenten worden gebracht.

ART. 45.

De Intercommunale Commissie kan onder hare leden een bestendig bureel van drie tot vijf leden vormen, waaraan het afdoen van de loopende zaken is opgedragen.

ART. 46.

De Intercommunale Commissie benoemt haren secretaris en haren ontvanger en bepaalt hunne wedde. Zij schorst ze en zet ze af. Die beraadslagingen worden aan de Bestendige Deputatie onderworpen ter goedkeuring, behoudens beroep bij den Koning.

De secretaris en de ontvanger kunnen ook van ambtswege door de Bestendige Deputatie geschorst of afgezet worden, nadat de Intercommunale Commissie is gehoord en behoudens beroep bij den Koning.

ART. 47.

De geneesheeren, apothekers en vroedvrouwen van den openbaren onderstand worden benoemd voor zes jaar, geschorst en afgezet door

intercommunale sous l'approbation de la Députation permanente et sauf recours au Roi. La Commission intercommunale règle leurs traitements sous l'approbation de la Députation permanente. Elle en fixe le nombre de manière à assurer, autant qu'il est possible, aux indigents la liberté de leur choix.

ART. 48.

La Commission intercommunale nomme, suspend et révoque tous les autres employés de l'assistance publique et fixe leur traitement.

ART. 49.

Toutes les charges de la Commission intercommunale excédant ses ressources propres sont supportées par les communes réunies, pour la moitié d'après leur population et pour l'autre moitié au prorata du produit en principal des impôts dont le rendement sert de base à la répartition du fonds communal. La quote-part de chaque commune est fixée annuellement par la Députation permanente sauf recours au Roi. La contribution imposée à chaque commune est une dépense obligatoire qui peut être portée d'office au budget.

ART. 50.

Les établissements de bienfaisance publique compris dans une union remettent à la Commission intercommunale, dans le délai fixé par l'Arrêté Royal constitutif, la gestion

de l'Intercommunale Commissie mits goedkeuring door de Bestendige Deputatie en behoudens beroep bij den Koning. De Intercommunale Commissie stelt hunne wedde vast behoudens goedkeuring door de Bestendige Deputatie. Zij bepaalt hun getal, derwijze dat de vrije keuze aan de behoeftigen zooveel mogelijk verzekerd wordt.

ART. 48.

De Intercommunale Commissie benoemt, schorst of zet al de overige beambten van den openbaren onderstand af en stelt hunne jaarwedde vast.

ART. 49.

Al de lasten van de Intercommunale Commissie, die hare eigen middelen overschrijden, worden door de vereenigde gemeenten gedragen: de eerste helft naar hare bevolking en de tweede naar verhouding van het bedrag in hoofdsom der belastingen, waarvan de opbrengsten grondslag ligt aan de verdeling van het gemeentefonds. Elk jaar bepaalt de Bestendige Deputatie het aandeel van elke gemeente, behoudens beroep bij den Koning. De aan elke gemeente opgelegde bijdrage is eene verplichte uitgave, welke van ambtswege op de begroting kan worden gebracht.

ART. 50.

De instellingen van openbare wel-dadigheid behorende tot eene vereeniging, dragen, binnen den termijn bepaald door het koninklijk besluit van oprichting, het beheer

et la jouissance de leurs biens et capitaux. La Commission intercommunale en percevra les revenus et les produits qui viendront en déduction de la cotisation imposée à la commune. Les apports de chaque commune seront établis par un inventaire dont la forme sera réglée par un arrêté royal.

ART. 51.

La Commission intercommunale respectera toute affectation spéciale des biens et des capitaux légalement établis.

ART. 52.

Dans tous les cas où pour la Commission locale l'approbation de l'autorité communale est requise, l'approbation de la Députation permanente sera requise pour la Commission intercommunale. Les Conseils communaux intéressés donnent leur avis. Il y aura recours au Roi dans tous les cas où il y aurait eu recours à la Députation permanente pour la Commission locale.

ART. 53.

Le siège de la Commission intercommunale est fixé par le Roi. Elle s'y réunit au moins une fois par mois sur la convocation du Président. Elle peut délibérer quand au moins la moitié de ses membres actifs ou suppléants sont présents.

en het genot hunner goederen en kapitalen aan de Intercommunale Commissie over. Deze ontvangt de inkomsten en de opbrengsten daarvan, welke in mindering komen van de bijdrage aan de gemeente opgelegd. De inbrengsten van elke gemeente worden vastgesteld door eenen inventaris, waarvan de vorm bij koninklijk besluit wordt geregeld.

ART. 51.

Door de Intercommunale Commissie wordt elke bijzondere bestemming van de wettig gevestigde goederen en kapitalen in acht genomen.

ART. 52.

In al de gevallen, waar de goedkeuring door de gemeenteverheid voor de Plaatselijke Commissie wordt vereischt, is voor de Intercommunale Commissie de goedkeuring door de Bestendige Deputatie noodig. De betrokken gemeenteraden brengen hun advies uit. Bij den Koning wordt in beroep gekomen in al de gevallen, waar voor de Plaatselijke Commissie beroep bij de Bestendige Deputatie mocht aangeteekend geweest zijn.

ART. 53.

De Koning bepaalt de plaats, waar de Intercommunale Commissie gevestigd is. Aldaar vergadert zij ten minste eenmaal elke maand op bijeenroeping van den Voorzitter. Zij kan beraadslagen wanneer ten minste de helft harer werkelijke of plaatsvervangende leden aanwezig is

ART. 54.

La Commission intercommunale doit être régulièrement convoquée par le Président pour l'approbation des budgets et des comptes, pour toute délibération relative à des aliénations de biens ou à des placements définitifs de capitaux et, en général, pour toutes les affaires d'une importance majeure.

ART. 55.

La Commission intercommunale peut acquérir et posséder des biens et des capitaux, recevoir des libéralités, établir des hospices et des hôpitaux dans les mêmes conditions que la Commission locale.

ART. 56.

Les budgets et les comptes de la Commission intercommunale sont soumis à l'avis de tous les conseils communaux intéressés et à l'approbation de la Députation permanente, sauf recours au Roi par la Commission et par les Conseils communaux.

ART. 57.

Toutes les dispositions légales relatives au devoir et aux modes d'assistance et au domicile de secours sont applicables à l'Union intercommunale qui, sous ce rapport, est entièrement substituée aux communes qu'elle comprend.

ART. 58.

Les registres de population et

ART. 54.

De Intercommunale Commissie moet door den voorzitter geregeld worden bijeengeroepen voor de goedkeuring der begrootingen en der rekeningen, voor elke beraadslaging betreffende vervreemdingen van goederen of vaste beleggingen van kapitalen en, in 't algemeen, voor al de zaken van hoofdzakelijk belang.

ART. 55.

De Intercommunale Commissie kan goederen en kapitalen verkrijgen en bezitten, schenkingen ontvangen, gasthuizen en hospitalen oprichten op dezelfde wijzen als de Plaatselijke Commissie.

ART. 56.

De begrootingen en de rekeningen van de Internationale Commissie worden aan het advies van al de betrokken gemeenteraden en aan de goedkeuring van de Bestendige Deputatie onderworpen, behoudens beroep bij den Koning door de Commissie en door de gemeenteraden.

ART. 57.

Al de wettelijke bepalingen betreffende den verplichten onderstand, de wijzen van onderstand en de bijstand woonst zijn van toepassing op de Intercommunale Vereeniging hieromtrent wordt deze volkomen gesteld in de plaats van de gemeenten die tot haar gebied behooren.

ART. 58.

De bevolkingsregisters en alle

tous documents utiles sont communiqués sans déplacement aux délégués de la Commission intercommunale par les administrations communales, sous peine pour celles-ci de supporter les frais d'assistance tombés à la charge de l'Union par suite de leur défaut de se soumettre à cette prescription.

ART. 59.

La Commission intercommunale d'assistance est soumise à la surveillance et au contrôle de la Députation permanente. Le Bourgmestre de chacune des communes comprises dans l'Union intercommunale ou son délégué visite les établissements de bienfaisance chaque fois qu'il le juge convenable.

ART. 60.

L'Union intercommunale peut être dissoute à la demande d'une ou de plusieurs communes ou sur la proposition de la Députation permanente, les Conseils communaux intéressés, la Commission intercommunale et l'Inspection de la Bienfaisance publique entendus.

Dans les mêmes conditions, des communes peuvent être séparées de l'Union ou lui être incorporées.

ART. 61.

En cas de dissolution ou de séparation, chaque commune prélève dans l'actif de l'Union une part proportionnelle à son apport. Le reste de l'actif sera partagé au prorata des cotisations des cinq dernières années.

stukken, die van nut kunnen zijn, worden, alleen ter plaatse waar zij berusten, aan de afgevaardigden der Intercommunale Commissie medegedeeld door de gemeentebesturen; zoo niet, moeten deze de kosten van onderstand dragen, die, wegens het niet nakomen van dit voorschrift, ten laste van de Vereeniging vallen.

ART. 59.

De Intercommunale Commissie van onderstand staat onder het toezicht en de contrôle van de Bestendige Deputatie. De burgemeester van elke der gemeenten behoorende tot de Intercommunale Vereeniging of zijn afgevaardigde bezoekt de gestichten van weldadigheid telkens als hij het geraden acht.

ART. 60.

De Intercommunale Vereeniging kan worden ontbonden op aanvraag van eene of meer gemeenten of op voorstel van de Bestendige Deputatie, nadat de betrokken gemeenteraden, de Intercommunale Commissie en de dienst van toezicht op de openbare weldadigheid zijn gehoord.

Op gelijke wijze kunnen gemeenten worden gescheiden van de Vereeniging of bij deze gevoegd.

ART. 61.

Bij ontbinding of scheiding wordt aan elke gemeente een deel van het actief der Vereeniging toegekend naar evenredigheid van haren inbreng. Het overige van het actief wordt naar verhouding van de bijdragen der laatste vijf jaar verdeeld.

ART. 62.

Le partage des biens et capitaux et la répartition de l'actif et du passif de l'Union sont réglés par l'Arrêté royal de dissolution, la Députation permanente et les Conseils communaux intéressés entendus. Il sera tenu compte des charges et des affectations spéciales, légalement établies.

ART. 63.

Chaque commune, en cas de dissolution ou de séparation, a le droit de racheter à dire d'experts les établissements de bienfaisance appartenant à l'Union, qui sont situés sur son territoire. Si cette reprise n'a pas lieu, en cas de dissolution, ces établissements sont vendus aux enchères et le prix en est joint à la masse à partager.

ART. 64.

A la demande des communes il peut être constitué par Arrêté royal des Commissions intercommunales à but spécial, hospices, hôpital, refuge, etc., qui, en ce qui concerne leur composition, leur organisation et leur administration, sont soumises aux mêmes règles que les Commissions intercommunales d'assistance publique. Si des dispositions particulières sont nécessaires, elles sont établies par Arrêté royal.

Gestion des biens et administration.**ART. 65.**

Les biens des Commissions d'assis-

ART. 62.

De deeling der goederen en kapitalen en de verdeling van het actief en van het passief der Vereeniging worden geregeld door het koninklijk besluit tot ontbinding, nadat de Bestendige Deputatie en de betrokken gemeenteraden zijn gehoord. Met de wettelijk vastgestelde bijzondere lasten en bestemmingen wordt rekening gehouden.

ART. 63.

Bij ontbinding of scheiding heeft iedere gemeente het recht, de aan de Vereeniging toebehoorende gestichten van weldadigheid, welke op haar grondgebied zijn gelegen, volgens schatting der zaakkundigen terug te nemen. Heeft deze terugneming niet plaats, dan worden, bij ontbinding, deze gestichten in veiling gebracht en de prijs aan de te deelen massa toegevoegd.

ART. 64.

Op aanvraag van de gemeenten kunnen, bij koninklijk besluit, Intercommunale Commissiën met een bijzonder doel, gasthuizen, hospitalen, toevluchtshuizen, enz., worden opgericht; voor hunne samenstelling, hunne inrichting en hun bestuur zijn zij aan dezelfde regeling onderworpen als de Intercommunale Commissiën van openbaren onderstand. Zijn er bijzondere schikkingen noodig, dan worden zij bij koninklijk besluit getroffen.

Beheer der goederen en Bestuur.**ART. 65.**

De goederen van de Commissiën

tance publique sont régis et administrés dans la forme déterminée par la loi pour les biens communaux, sauf les dispositions suivantes :

ART. 66.

L'aliénation des biens immobiliers ne peut être imposée par les autorités supérieures qu'en vertu d'une loi, sauf le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ART. 67.

Les acquisitions de biens, l'acceptation de libéralités et les placements définitifs de capitaux sont soumis à l'avis des Conseils communaux et à l'approbation de la Députation permanente jusqu'à concurrence d'une évaluation de 5,000 francs, à l'avis des Conseils communaux et de la Députation permanente et à l'approbation du Roi si l'évaluation dépasse ce chiffre. Les titres de valeurs mobilières doivent être, quand il est possible, convertis en inscriptions nominatives.

ART. 68.

Les locations de biens peuvent être faites par voie d'enchères publiques ou de gré à gré. Néanmoins, les premières locations et les locations de biens libres ou délaissés doivent se faire en règle générale par adjudication publique. Le mode choisi par la Commission, le cahier des charges et les locations elles-mêmes, sont soumis à l'approbation du Conseil communal et à celle de la Députation permanente. Les locations de biens pour un terme qui dépasse neuf ans doivent être justifiées par des motifs exceptionnels.

van openbaren onderstand worden beheerd en bestuurd op de wijze door de wet vastgesteld voor de gemeentegoe-deren, behoudens de volgende bepalingen :

ART. 66.

De vervreemding van de onroerende goederen kan door de hoogere overheden slechts krachtens eene wet worden opgelegd, behalve in geval van onteigening ten algemeenen nutte.

ART. 67.

Het verkrijgen van goederen, het aanvaarden van schenkingen en het vast beleggen van kapitalen worden onderworpen aan het advies der gemeenteraden en aan de goedkeuring der Bestendige Deputatie ten beloope van eene op 5.000 frank begroote som, aan het advies der Gemeenteraden en der Bestendige Deputatie en aan de goedkeuring des Konings indien de begrooting dit cijfer overschrijdt. De titels van roerende goederen moeten, zoo mogelijk, omgezet worden in inschrijvingen op naam.

ART. 68.

Het verhuren van goederen kan geschieden bij openbaar opbod of uit de hand. Evenwel moeten de eerste verhuringen en de verhuringen van vrije of verlaten goederen, in alle gevallen, bij openbare aanbesteding geschieden. De wijze door de Commissie gekozen, het lastkohier en de verhuringen zelf worden aan de goedkeuring van den Gemeenteraad en aan die der Bestendige Deputatie onderworpen. De verhuringen van goederen voor eenen termijn, die negen jaar overschrijdt, moeten gewettigd worden door uitzonderlijke redenen.

ART. 69.

La construction et l'acquisition de maisons à bon marché, la participation aux œuvres sociales et l'acquisition de forêts ou de terrains à boiser, dans les conditions prévues par la loi du 26 juillet 1899, sont des placements de capitaux recommandés aux Commissions d'assistance publique. Néanmoins, ces opérations sont toujours soumises à l'autorisation du Roi.

ART. 70.

Les actions judiciaires en demandant et en défendant sont exercées au nom de la Commission et conformément à ses instructions, poursuites et diligences du Receveur. Aucune autorisation n'est nécessaire à la Commission pour se défendre en justice ou pour intenter les actions en référé et les actions possessoires ainsi que les actions en recouvrement des loyers, fermages et revenus. Toutes autres actions dans lesquelles la Commission intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées qu'après l'autorisation du Conseil communal, ou de la Députation permanente s'il s'agit d'une Commission intercommunale.

ART. 71.

Les budgets de la Commission d'assistance publique sont soumis à l'approbation du Conseil communal ou de la Députation permanente, en ce qui concerne les Commissions intercommunales, et leur sont transmis avant le 15 août de chaque année. Les comptes sont soumis à l'approbation du Conseil communal ou de la Députation permanente et

ART. 69.

Het bouwen en het verkrijgen van goedkoope woningen, het deelnemen aan maatschappelijke werken en het verkrijgen van bosschen of boschgronden, onder de voorwaarden voorzien bij de wet van 26 Juli 1899, zijn kapitaalsbeleggingen aan de Commissiën van openbaren onderstand aanbevolen. Evenwel worden deze verrichtingen altijd onderworpen aan de goedkeuring des Konings.

ART. 70.

De rechtsgedingen als eischer en als verweerder worden namens de Commissie en overeenkomstig hare onderrichtingen gevoerd op vervolging en benaarstiging van den ontvanger. De Commissie behoeft geene machtiging om zich in rechten te verweren of om de rechtsvorderingen in kortgeding en de bezitvorderingen in te stellen, evenals deze in zake invordering van huishuren, landhuren en inkomsten. Alle andere vorderingen, waarin de Commissie optreedt als eischeres, kunnen slechts ingesteld worden na machtiging door den Gemeenteraad of, wanneer het eene Intercommunale Commissie geldt, door de Bestendige Deputatie.

ART. 71.

De begrootingen van de Commissie van openbaren onderstand worden onderworpen aan de goedkeuring van den Gemeenteraad of van de Bestendige Deputatie, wat betreft de Intercommunale Commissiën, en worden hun overgemaakt vóór 15 Augustus van ieder jaar. De rekeningen worden onderworpen aan de goedkeuring van den Gemeenteraad of van

leur sont transmis avant le 13 avril suivant.

En cas de désaccord il est statué sur les budgets et les comptes des Commissions locales par la Députation permanente et par le Roi sur les budgets et les comptes des Commissions intercommunales.

En tout cas une expédition des budgets et des comptes des Commissions locales doit être transmise à la Députation permanente.

ART. 72.

Dans tous les cas où la Commission d'assistance publique refuserait de porter au budget les dépenses obligatoires que la loi met à sa charge, la Députation permanente, après avoir entendu la Commission, les y inscrira d'office, sauf recours au Roi.

ART. 73.

Si les recettes portées au budget sont insuffisantes pour payer une dette exigible ou résultant d'une décision en dernier ressort de la juridiction administrative ou judiciaire, la Commission d'assistance publique proposera les moyens d'y suppléer. A son défaut et après deux avertissements constatés par la correspondance, il y sera pourvu par la Députation permanente qui inscrira dans ce but un subside suffisant au budget de la commune ou des communes qui doivent fournir les ressources nécessaires.

de Bestendige Deputatie en worden hun overgemaakt vóór 13 April daaropvolgend.

Is er geschil, dan wordt over de begrootingen en de rekeningen der Plaatselijke Commissiën beslist door de Bestendige Deputatie en over de begrootingen en de rekeningen van de Intercommunale Commissiën door den Koning.

In ieder geval moet een afschrift van de begrootingen en de rekeningen der Plaatselijke Commissiën aan de Bestendige Deputatie overgemaakt worden.

ART. 72.

In al de gevallen, waar de Commissie van openbaren onderstand mocht weigeren de verplichte uitgaven, haar door de wet opgelegd, op de begrooting te brengen, schrijft de Bestendige Deputatie, na de Commissie gehoord te hebben, ze van ambtswege daarop in, behoudens beroep bij den Koning.

ART. 73.

Zijn de op de begrooting gebrachte ontvangsten ontoereikend tot betaling eener schuld die eischbaar is of voortspruit uit eene in hoogsten aanleg genomen beslissing van de bestuurlijke of rechterlijke macht, dan stelt de Commissie van openbaren onderstand de middelen voor om daarin te voorzien. Bij gebreke daarvan en na twee door briefwisseling vastgestelde waarschuwingen wordt daarin voorzien door de Bestendige Deputatie, die daartoe een toereikend krediet uittrekt op de begrooting van de gemeente of van de gemeenten die de noodige geldmiddelen moeten leveren.

ART. 74.

Si la Députation permanente réduit ou rejette une allocation inscrite au budget par la Commission d'assistance publique ou refuse de l'inscrire d'office au budget de la commune ou des communes, il y sera statué par le Roi.

ART. 75.

Dans le cas où il y aurait refus ou retard d'ordonnancer les dépenses que la loi met à la charge de la Commission d'assistance publique, la Députation permanente, la Commission entendue, délibère et ordonne le paiement. Cette décision tient lieu de mandat et le receveur de la Commission est tenu d'acquitter la dépense.

Mode de secours.**ART. 76.**

Les Commissions d'assistance publiques ont le devoir de secourir les indigents, d'assurer le service hospitalier et de prévenir la misère par les mesures qui sont en leur pouvoir.

ART. 77.

Les Commissions d'assistance doivent, autant qu'il est nécessaire, former des comités de charité et déléguer à ces comités et à des personnes dévouées le soin de visiter et de secourir les indigents. Cette coopération peut être rendue obligatoire par un règlement communal soumis à l'approbation du Roi.

ART. 74.

Vermindert of verwerpt de Bestendige Deputatie een door de Commissie van openbaren onderstand op de begrooting gebracht krediet of weigert zij het van ambtswege te brengen op de begrooting der gemeente of der gemeenten, dan wordt daarover door den Koning beslist.

ART. 75.

Ingeval het bevel tot betaling van de uitgaven, welke de wet ten laste van de Commissie van openbaren onderstand legt, geweigerd of vertraagd wordt, beraadslaagt de Bestendige Deputatie en beveelt zij de betaling, na de Commissie te hebben gehoord. Deze beslissing geldt als mandaat en de ontvanger der Commissie is gehouden de uitgave te vereffenen.

Wijze van onderstand.**ART. 76.**

De Commissiën van openbaren onderstand hebben tot plicht de behoeftigen te ondersteunen, den dienst der ziekenverpleging te verzekeren en de ellende te voorkomen door de maatregelen, die in haar bereik zijn.

ART. 77.

In zooverre het noodig is, moeten de Commissiën van onderstand liefdadigheidscomiteiten tot stand brengen en aan deze comiteiten, alsook aan hulpvaardige personen de zorg opdragen om de behoeftigen te bezoeken en bij te staan. Deze medewerking kan verplichtend worden gemaakt door een gemeentereglement, aan de goedkeuring des Konings onderworpen.

ART. 78.

Les secours permanents en argent et les suppléments de salaires sont strictement limités quand ils ne sont pas motivés par des calamités publiques ou des circonstances exceptionnelles.

ART. 79.

Les Commissions d'assistance publique peuvent participer à la formation, à l'organisation et à l'action des institutions de prévoyance et des œuvres collectives, mutuelles ou individuelles destinées à prévenir la misère, la maladie et le chômage. Elles peuvent même les subsidier ou leur consentir des avances remboursables. Elles peuvent contribuer à des entreprises de secours par le travail. Ces dépenses doivent être inscrites au budget et régulièrement approuvées. Elles sont soumises à l'approbation du Roi si leur import dépasse 5,000 francs.

ART. 80.

Le Roi peut imposer à la Commission d'assistance publique l'obligation de s'assurer la disposition d'un hôpital ou d'un lazaret où elle puisse placer les indigents malades qui ne peuvent être soignés ou isolés à domicile. Il peut être satisfait à cette obligation par un contrat avec une autre Commission d'assistance ou avec un établissement de charité privée.

Surveillance et contrôle.**ART. 81.**

Le Collège des Bourgmestres et

ART. 78.

Bestendige onderstand in geld en aanvullende dagloonen worden streng beperkt wanneer zij niet gebillijkt zijn door openbare rampen of uitzonderlijke omstandigheden.

ART. 79.

De Commissiën van openbaren onderstand mogen deelnemen aan de oprichting, de inrichting en de werking van de voorzorgsinstellingen en van de gemeenschappelijke, onderlinge of individueele inrichtingen bestemd om ellende, ziekte en werkloosheid te voorkomen. Zij mogen haar zelfs toelagen verleen en of terugbetaalbare sommen voorschieten. Zij mogen bijdragen tot ondernemingen van onderstand door den arbeid. Deze uitgaven moeten op de begrooting gebracht en regelmatig goedgekeurd worden. Indien haar bedrag 5,000 frank overschrijdt, worden zij aan 's Konings goedkeuring onderworpen.

ART. 80.

De Koning kan de Commissie van openbaren onderstand verplichten te zorgen voor een hospitaal of een lazaret ter opneming van de behoeftige zieken, die te hunnent niet kunnen verzorgd of afgezonderd worden. Aan deze verplichting kan worden voldaan door eene overeenkomst met eene andere Commissie van onderstand of met eene instelling van private liefdadigheid.

Toezielt en Contrôle.**ART. 81.**

Aan het College van Burgemeester

Echevins a la surveillance et le contrôle de la Commission locale et la Députation permanente la surveillance et le contrôle des Commissions intercommunales d'assistance publique. Cette surveillance comporte le droit de visiter tous les établissements, de prendre connaissance de toute pièce et document et de veiller à ce que la Commission observe la loi et ne s'écarte pas de la volonté des donateurs et des testataires en ce qui concerne les charges légalement établies.

Contentieux.

ART. 82.

Tout conflit au sujet de l'application de la présente loi entre les communes, entre celles-ci et les Commissions d'assistance et entre celles-ci, est soumis à la Députation permanente sauf recours au Roi, si les communes et les Commissions d'assistance appartiennent à la même province; il est statué par le Roi s'il en est autrement ou si le conflit se produit entre des Députations permanentes.

Fonds provincial d'assistance.

ART. 83.

Il est constitué dans chaque province un fonds spécial d'assistance publique, destiné à subsidier les commissions locales ou intercommunales dont les ressources sont insuffisantes quand les charges des communes qui doivent y suppléer sont excessives.

en Schepenen zijn opgedragen het toezicht en de contrôle over de Plaatselijke Commissie, aan de Bestendige Deputatie het toezicht en de contrôle over de Intercommunale Commissiën van openbaren onderstand. Dit toezicht brengt het recht mede, al de gestichten te bezoeken, kennis te nemen van alle stukken en bescheiden en te zorgen, dat de Commissie de wet naleeft en niet afwijkt van de wilsbeschikking der schenkers en erflaters betreffende de wettelijk bepaalde lasten.

Betwiste zaken.

ART. 82.

Ieder geschil betreffende de toepassing van deze wet, tusschen de gemeenten, tusschen deze en de Commissiën van onderstand en tusschen deze laatste onderling, wordt, behoudens beroep bij den Koning, aan de Bestendige Deputatie onderworpen, indien de gemeenten en de Commissiën van onderstand tot dezelfde provincie behooren; is dit niet het geval of ontstaat het geschil tusschen Bestendige Deputatiën, dan beslist de Koning.

Provinciaal Onderstandsfonds.

ART. 83.

In elke provincie wordt een bijzonder fonds voor openbaren onderstand ingesteld, bestemd om toelagen te verleenen aan de Plaatselijke of Intercommunale Commissiën, welker geldmiddelen ontoereikend zijn, wanneer de lasten der gemeenten, die in het ontbrekende moeten voorzien, overdreven zijn.

Ce fonds est alimenté par :

- a) les dons et legs,
- b) par les subsides de l'État et de la Province,
- c) au besoin par les taxes spéciales que le Conseil provincial peut établir avec l'approbation du Roi.

Inspection.

ART. 84.

Il y a une Inspection centrale et permanente de l'Assistance publique. Les inspecteurs sont nommés, suspendus et révoqués par le Roi.

Il y a au moins un inspecteur par province. Il surveille le fonctionnement de l'assistance publique, veille à l'application de la loi, fait aux administrations charitables les observations nécessaires et adresse au Ministre de la Justice un rapport annuel.

Conseil supérieur de la Bienfaisance.

ART. 85.

Il est institué auprès du Département de la Justice un Conseil supérieur de la Bienfaisance.

Le Conseil a un caractère purement consultatif. Il donne son avis sur toutes les questions relatives à la bienfaisance, dont l'examen lui est confié par le Ministre de la Justice.

Le Conseil est composé de onze membres. Le Directeur général de la bienfaisance en fait partie de droit. Les dix autres membres sont nommés par le Roi pour un terme de cinq ans.

Toute personne nommée en remplacement d'un membre démission-

Dit fonds wordt gestijfd door :

- a) Giften en legaten;
- b) Toelagen van den Staat en van de Provincie;
- c) Zoo noodig, door bijzondere heffingen, welke de Provinciale Raad, met goedkeuring des Konings, kan invoeren.

Toezicht.

ART. 84.

Er bestaat een centrale en bestendige dienst van toezicht over den openbaren onderstand. De opzieners worden door den Koning benoemd, geschorst en afgezet.

Er is ten minste één opziener per provincie. Hij gaat de werking van den openbaren onderstand na, zorgt voor de toepassing der wet, maakt aan de liefdadige instellingen de noodige opmerkingen en doet jaarlijks verslag aan den Minister van Justitie.

Hooge Raad van Weldadigheid.

ART. 85.

Bij het Departement van Justitie wordt een Hooge Raad van Weldadigheid ingesteld.

De Raad dient enkel tot raadgeving. Hij brengt zijn advies uit over al de zaken betreffende de weldadigheid, waarvan het onderzoek hem door den Minister van Justitie is toevertrouwd.

De Raad bestaat uit elf leden. De Algemeene Bestuurder van de weldadigheid is er van rechtswege lid van. De overige tien leden worden, voor een tijdvak van vijf jaren, door den Koning benoemd.

Ieder persoon, die ter vervanging van een ontslagnemend of overleden

naire ou décédé achèvera le mandat de celui-ci. Les mandats des membres sortants peuvent être renouvelés. Le Roi choisit parmi les membres du Conseil, un Président et un Vice-président. Le Ministre de la Justice nomme en dehors du Conseil et sans voix délibérative, un secrétaire et un ou plusieurs secrétaires-adjoints. Le Ministre peut adjoindre au Conseil pour l'étude d'une question déterminée des membres temporaires désignés à raison de leur compétence spéciale.

Le Ministre de la Justice, lorsqu'il le juge convenable, assiste aux réunions du Conseil. Dans ce cas il préside l'assemblée et y a voix délibérative. Le Conseil se réunit sur convocation du Président d'après les ordres du Ministre.

Le Ministre de la Justice détermine les indemnités et les frais de séjour alloués aux membres du Conseil, au secrétaire et aux secrétaires-adjoints (1).

Domicile de secours.

ART. 86.

Le paragraphe premier de l'article 2 de la loi du 24 novembre 1891 est modifié ainsi :

Les frais de l'entretien et du traitement des indigents admis dans les hôpitaux et de l'assistance de leur famille pendant leur séjour à l'hôpital et ceux de l'assistance accordée aux enfants de moins de 16 ans orphelins de leur père et de leur mère ou de leur père ou abandonnés par leurs parents, ceux de l'assistance accordée

lid wordt benoemd, voleindigt dezes mandaat. De mandaten van de uittredende leden kunnen vernieuwd worden. Onder de leden van den Raad kiest de Koning eenen Voorzitter en eenen Ondervoorzitter. De Minister van Justitie benoemt, buiten den Raad en zonder beraadslagende stem, eenen secretaris en een of meer toegevoegde secretarissen. Tot het bestudeeren van eene bepaalde zaak kan de Minister aan den Raad tijdelijk leden toevoegen, die daartoe wegens hunne bijzondere bevoegdheid zijn aangewezen.

Wanneer hij het geraden acht, woont de Minister van Justitie de raadsvergaderingen bij. In dit geval zit hij de vergadering voor en heeft er beraadslagende stem. De Raad vergadert wanneer de Voorzitter, op bevel van den Minister, hem bijeenroept.

De Minister van Justitie stelt de vergoedingen en de verblijfskosten vast, die aan de leden van den Raad, aan den secretaris en aan de toegevoegde secretarissen worden toegekend (1).

Bijstandwoning.

ART. 86.

Het eerste lid van artikel 2 der wet van 24 November 1891 wordt gewijzigd als volgt :

De kosten van onderhoud en verpleging van de in de gasthuizen opgenomen behoeftigen, de kosten van onderstand aan hun gezin gedurende den tijd dat zij in 't gasthuis verblijven, en die van den onderstand verleend aan kinderen beneden 16 jaar welke vader- en moederloos of vaderloos zijn ofwel door hunne ouders verla-

(1) Arrêté royal du 28 mai 1912.

(1) Koninklijk besluit van 28 Mei 1912

aux infirmes et aux incurables incapables de travailler et aux vieillards de plus de 70 ans sont remboursés à la commune, etc.

L'article 16 de la loi du 27 novembre 1891 est complété ainsi :

La Députation permanente contrôle l'état mental de l'aliéné et son état d'indigence.

Dispositions transitoires.

ART. 87.

Les administrations des Hospices civils et des Bureaux de Bienfaisance sont remplacées par les Commissions d'assistance publique dans toutes les communes endéans les six mois de la promulgation de la présente loi et conformément à ses dispositions.

ART. 88.

Les premières nominations sont faites par le conseil communal sur une double liste de candidats formée par le Collège des Bourgmestres et Echevins. Le Conseil communal aura en outre le droit de nommer des membres des Commissions des Hospices civils et des Bureaux de Bienfaisance en fonctions.

Chaque Commission ainsi formée procédera sans retard après son installation à la nomination d'un président, d'un secrétaire et d'un receveur. Néanmoins la nomination du président des Commissions intercommunales, en tout cas, est faite par le Roi.

Les renouvellements se font ensuite de la manière suivante : les premières sorties, dans les proportions détermi-

ten zijn, die van den onderstand verleend aan gebrekkelijken en aan ongeneesbaren onbekwaam om te arbeiden, alsmede aan ouderlingen van meer dan 70 jaar worden terugbetaald aan de gemeente, enz.

Artikel 16 der wet van 27 November 1891 wordt aangevuld als volgt :

De Bestendige Deputatie vergewist zich van den geestestoestand des krankzinnigen en van zijnen staat van behoefte.

Overgangsmaatregelen.

ART. 87.

In al de gemeenten worden, binnen zes maanden na de afkondiging van deze wet en overeenkomstig hare bepalingen, de besturen der Burgerlijke Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid door de Commissiën van openbaren onderstand vervangen.

ART. 88.

De eerste benoemingen worden door den Gemeenteraad gedaan uit eene dubbele lijst van kandidaten, door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt. De gemeenteraad heeft daarenboven het recht, in functie zijnde leden van de Commissiën der Burgerlijke Godshuizen en van de Bureelen van Weldadigheid te benoemen.

Iedere aldus gevormde Commissie benoemt onverwijld na hare aanstelling eenen voorzitter, eenen secretaris en eenen ontvanger. Echter wordt de voorzitter der Intercommunale Commissie, in elk geval, door den Koning benoemd.

Daarna geschieden de vernieuwingen op de volgende wijze : de eerste uittredingen hebben, in de bij deze wet

nées par la présente loi, ont lieu dans le courant du mois de janvier qui suit la deuxième année de l'installation, d'après un tirage au sort qui se fait dans une séance extraordinaire fixée à cette fin dans le courant du mois d'octobre précédent. Des expéditions du procès-verbal sont adressées aux Administrations communales et à la Députation permanente.

Les sorties ultérieures ont ensuite lieu aux époques et de la manière déterminée par la présente loi.

ART. 89.

La remise des biens et des archives des Hospices civils et des Bureaux de Bienfaisance aux Commissions d'assistance publique est réglée par arrêté royal en exécution de la présente loi.

ART. 90.

Les secrétaires et les receveurs des Hospices civils et des Bureaux de Bienfaisance qui ne pourraient être maintenus dans leurs fonctions, auront droit à un traitement de disponibilité.

bepaalde verhoudingen, plaats in de maand Januari na het tweede jaar der aanstelling, volgens eene loting die geschiedt in eene buitengewone vergadering welke te dien einde in den loop der vorige maand October wordt vastgesteld. Afschriften van het proces-verbaal worden aan de Gemeentebesturen en aan de Bestendige Deputatie overgemaakt.

De latere uittredingen geschieden vervolgens op de tijdstippen en op de wijze bepaald bij deze wet.

ART. 89.

De overgave van de goederen en van het archief der Burgerlijke Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid aan de Commissiën van openbaren onderstand wordt geregeld bij koninklijk besluit ter uitvoering van deze wet.

ART. 90.

De secretarissen en de ontvangers der Burgerlijke Godshuizen en der Bureelen van Weldadigheid, die in hun ambt niet kunnen behouden worden, hebben recht op wachtgeld.

AMÉDÉE VISART.

JUL. LIEBAERT.